

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1934

N° 3

Le Commerce Extérieur de la Tunisie

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue publiquement

le 26 Février 1934

PAR

J. M. Carmel TABONE

né le 24 février 1908

à Tunis

1934

Imprimerie GORSSE, BASCONE & MUSCAT
TUNIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Commerce Extérieur de la Tunisie

Hommage d'affection et de reconnaissance
à mon père et à ma mère

Tunis, le 1^{er} Janvier 1934.

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1934

N°

3

Le Commerce Extérieur de la Tunisie

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue publiquement

le 26 Février 1934

PAR

J. M. Carmel TABONE

né le 24 février 1908

à Tunis

1934

Imprimerie GORSSE, BASCONE & MUSCAT
TUNIS

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MILLIOT, I. ☙	.....	Doyen, Professeur de Droit musulman.
CHAUVEAU	.....	Assesseur du doyen, Professeur de Droit commercial.
PELTIER, ✱, I. ☙	....	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALIARMÉ I. ☙	.....	Professeur de Droit administratif, en congé.
BIENVENÛE, ☙	.....	Professeur de Droit public, en mission.
GAFFIOT	.....	Professeur d'Economie politique.
STÉFANI	.....	Professeur de Droit civil.
FRÉJAVILLE	.....	Professeur de Droit civil.
BRETON	.....	Professeur de Droit civil.
VIARD	.....	Professeur de Pandectes.
BERGER-VACHON	.....	Professeur de Droit criminel.
BOUSQUET	.....	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS, I. ☙	.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
DELVOLVÉ	.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. ☙	.....	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. ☙	.....	Professeur honoraire.

JURY DE LA THESE

MM. GAFFIOT	.....	R. UNIV.	Président.
CHAUVEAU	.....	BIBLIOTHEEK	} Suffragants.
BIENVENÛE	.....	LEIDEN	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Histoire Romaine* — par THÉODORE MOMMSEN, traduction Guerle. Paris, C. Marpon et G. Flammarion; LAVAL, Imprimeur (1882).
- Le Commerce de la Régence de Tunis de 1885 à 1872* — par EDMOND NIVOLON. — Imprimerie Française (1894), à Sfax.
- Rapport sur les Cultures Fruitières* — par PAUL BOURDE, Directeur des Renseignements et des Contrôles, Directeur de l'Agriculture (1899). — Imprimerie PICARD et Cie, à Tunis.
- La Tunisie — Histoire et Description* — BERGER-LEVRAULT et Cie, Editeurs (1896).
- La Tunisie — Agriculture, Industrie, Commerce* — BERGER-LEVRAULT et Cie, Editeurs (1900).
- Etude sur le Régime Douanier de la Tunisie* — par MAURICE ISAAC. — Imprimerie PICARD, à Tunis.
- La Vigne et l'Emprise de la France sur l'Afrique du Nord* — par G. BRISSET (1923). Extrait de la Revue de Viticulture. — Paris, Bureaux de la « Revue de Viticulture », 35, Boulevard Saint-Michel.
- Feuille d'Informations Oléicoles* — Buletin mensuel publié par l'« Office de l'Huile d'Olive », à Sfax.
- Notice Générale sur la Tunisie : 1881-1921* — Résidence Générale de la République Française. — Imprimerie du Centre, Toulouse (1922).
- Rapports de la Sous-Commission d'Etudes Economiques*. — La Sous-Commission d'Etudes Economiques est une formation de la « Commission d'Etudes Economiques et Financières » instituée par arrêté résidentiel en date du 25 Mai 1931.
- Cinquantenaire de l'Institution du Protectorat Français*, édité par « L'Afrique du Nord Illustrée », 10, Rue de Hollande, Tunis.
- Le Régime Douanier et le Commerce Extérieur de l'Algérie* — par R. MESSERSCHMITT. — Imprimerie Algérienne (1927).

L'Etat Tunisien — par E. FRTOUSSI et BENAZET. — Librairie ARTHUR ROUSSEAU, Editeur, 14, Rue Soufflot, Paris.

Documents Statistiques sur le Commerce de la Tunisie — Direction Générale des Finances.

Statistiques Générales de la Tunisie — Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Statistiques du Commerce Extérieur de la France — Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Annuaire Statistique — (Statistique Générale de la France). — Présidence du Conseil, Sous-Secrétariat d'Etat de l'Economie Nationale.

Annuaire International de la Statistique Agricole. — Institut International de l'Agriculture, Rome. — Concess. TRECCANI, TUMMINELLI, S. A. Via Michelangelo, 32, Rome.

Statistical Abstract for the United Kingdom — Board of Trade.

La Crise Britannique au XX^e Siècle — par A. SIEGFRIED. — Librairie ARMAND COLIN.

La Banque de l'Algérie — par GUY DUMENIL. — E. DE BROCCARD, Editeur, 1, Rue de Médicis, Paris (VI^e).

La Monnaie et le Crédit en Algérie — par P. ERNEST-PICARD, ancien Sous-Gouverneur de la Banque de France, Directeur Honoraire de la Banque de l'Algérie. — Imprimerie JULES CARPONEL, Alger. — Editeur, Librairie PLON, 8, Rue Garancière, Paris.

INTRODUCTION

Intérêt que présente l'Etude du Commerce Extérieur d'un pays
Les facteurs déterminants du Commerce Extérieur

PREMIERE PARTIE

Les conditions du milieu dans lequel se fait le commerce extérieur de la Tunisie. — Historique du régime douanier de la Tunisie et son adaptation progressive aux conditions naturelles du pays et au but de l'institution du Protectorat.

- I. — Situation du Commerce Extérieur de la Tunisie avant l'établissement du Protectorat. — Les causes de cette situation.
- II. — Les premières années de Protectorat (1881-1885).
- III. — 1885-1890.
- IV. — La Loi du 19 Juillet 1890.
- V. — Le Décret beylical du 2 Mai 1898.
- VI. — Aménagement progressif des relations douanières franco-tunisiennes.
- VII. — Relations douanières de la Tunisie avec l'Algérie et les Colonies françaises.
- VIII. — Régime douanier régissant les relations commerciales de la Tunisie avec l'Etranger (Pays autres que la France, l'Algérie et les Colonies françaises).
- IX. — Considérations sur le problème de l'Union Douanière.

DEUXIEME PARTIE

Le Mouvement Commercial de la Tunisie

- I. — Note préliminaire.
- II. — L'exportation :
 - A) Produits de l'élevage :
 - a) espèce chevaline;
 - b) espèce ovine;
 - c) cuirs et peaux en poil.
 - B) Produits de l'agriculture :
 - a) les céréales;
 - b) l'alfa;
 - c) la production oléicole;
 - d) la production vinicole;
 - C) Produits du sous-sol et salines :
 - a) Produits du sous-sol;
 - b) Salines;
 - D) Autres produits exportés : Eponges, productions fruitières et maraîchères.
- III. — L'importation
- IV. — Balance des comptes et règlement des comptes.

CONCLUSION

INTRODUCTION

Intérêt que présente l'Etude du Commerce Extérieur d'un pays Les facteurs déterminants du Commerce Extérieur

Plus de cinquante années se sont déjà écoulées depuis le jour où la France a établi son Protectorat sur la Régence de Tunis.

Après une si longue étape, certainement pleine d'expériences, il est profitable de se retourner vers l'action passée pour l'apprécier avec cette sérénité que l'esprit ne peut avoir qu'en méditant dans le recul du temps et en retirant des enseignements pour diriger l'action future.

C'est ce but que nous nous proposons d'atteindre modestement.

L'activité d'un peuple se manifeste soit sous un aspect spirituel (vie religieuse, intellectuelle ou artistique), soit sous un aspect matériel (vie industrielle, agricole ou commerciale).

Cette activité peut donc être étudiée sous deux aspects principaux, également intéressants.

Si, pour réaliser le but que nous nous sommes proposé, nous avons retenu le deuxième aspect sous lequel cette activité se présente, c'est qu'il nous a paru que cette façon d'envisager les choses était celle qui convenait le plus à un pays qui, comme la Tunisie, présente les caractères d'une colonie et où, par conséquent, les questions économiques et politiques doivent occuper le premier plan.

En effet, le but de la colonisation n'est-il pas tout d'abord d'accroître les richesses du pays colonisé et, par voie de conséquence, l'activité de son commerce extérieur ?

La fin de la colonisation n'est-elle point encore de créer entre le

pays colonisateur et le pays colonisé des liens politiques toujours plus étroits, basés sur l'affection et l'intérêt réciproques ?

Or, entre deux pays, il n'est pas de liens plus solides ni plus durables que ceux résultant de leurs relations commerciales.

L'énergie de leur vertu est si forte que nous les voyons parfois créer des unions nouvelles au détriment de celles formées par les liens naturels, pourtant puissants, résultant de la communauté de race, de langue et de religion,

Parfois, au contraire, elles créent entre des contrées disparates ou susceptibles de vivre d'une vie politique pleinement indépendante et en tous cas animées de ce désir, des liens merveilleux dont on ne peut impunément tenter de s'évader.

L'exemple le plus frappant est le cas de l'Empire Britannique (1).

Nous y voyons tantôt des Etats majeurs, dotés d'une force politique suffisante pour leur permettre de vivre dans l'autonomie la plus complète, accepter, pour ainsi dire, une condition de vassal qui n'a jamais été dans le goût des nations.

Nous y voyons encore des Etats, qui, ayant tenté de s'affranchir de cette dépendance, retournent maintenant au giron de l'Etat suzerain, après avoir, parfois, traversé des crises terribles.

L'explication de cet état de choses est fort simple : si, d'une part, le monde tend à se morceler en fractions comprenant des communautés de langue, de race et de religion, groupées naturellement par un « vouloir vivre collectif », trop souvent, par suite de la spontanéité de leur formation, le substratum nécessaire à la vie matérielle de ces fractions se trouve être insuffisant et des formations secondaires à base économique apparaissent, qui réagiront progressivement sur les formations premières.

Entre pays ayant atteint leur pleine formation et suffisamment puissants et individualisés pour ne pas subir inéluctablement le mécanisme des réactions que nous venons d'analyser, la qualité de gros client mérite des égards particuliers et des ménagements douaniers, de même qu'elle explique les amitiés internationales les meilleures et les plus durables.

L'histoire des relations commerciales d'un pays renferme donc des enseignements multiples qu'il importe de déduire pour épargner des expériences et des surprises douloureuses.

(1) Voir : *La Crise Britannique au XX^e Siècle* par A. Siegfried. — Librairie Armand Colin.

*
* *

Une première recherche qui s'impose au seuil de notre étude, est celle des facteurs déterminants du commerce extérieur.

Le commerce extérieur d'un pays est conditionné par trois facteurs essentiels : le potentiel économique, l'état de mise en valeur, le régime douanier.

Un développement abondant ne sera pas nécessaire pour justifier cette triple proposition.

Que faut-il, tout d'abord, entendre par « potentiel économique » d'un pays ?

Par cette expression, il convient de désigner l'ensemble des satisfactions matérielles et immatérielles qu'un pays peut éventuellement produire, en vue de répondre aux besoins de l'homme.

Ces satisfactions seront, en première ligne, d'ordre matériel; mais l'homme ne vivant pas que de matière, il conviendra de comprendre dans cette catégorie l'ensemble des besoins d'ordre immatériel, touristique, artistique, scientifique, pour la satisfaction desquels l'homme dispense son agent et qui, à ce titre, et le plus naturellement du monde, doivent être assimilés aux premiers éléments d'ordre matériel qui constituent le potentiel économique d'un pays.

Nous avons dit que le commerce extérieur d'un pays était également conditionné par son état de mise en valeur.

La vérité de cette proposition est quasi évidente.

Qu'importe au marché extérieur que tel pays regorge de matières premières ou soit doué d'une fertilité exceptionnelle si, en raison de la distance, ou faute d'exploitation, il est dans l'impossibilité d'utiliser ces matières premières ou de profiter de ces richesses naturelles; le commerce extérieur d'un pays ayant un potentiel économique élevé, peut être nul si, par ailleurs, des conditions d'ordre matériel l'isolent économiquement du reste du monde.

Nous saisissons, du même coup, dans quelle mesure le progrès de la science et les bienfaits de la colonisation, diminuant le temps et les distances, permettent d'animer les pays dont la vie économique sommeille.

Finalement, le commerce extérieur d'un pays est directement commandé par le régime douanier auquel il est soumis.

Nous n'insisterons pas davantage sur cette dernière proposition; l'étude qui va suivre démontrera abondamment sa vérité et sa portée.

PREMIERE PARTIE

Les Conditions Générales du Commerce Extérieur de la Tunisie

Les conditions du milieu dans lequel se fait le commerce extérieur de la Tunisie. — Historique du régime douanier de la Tunisie et son adaptation progressive aux conditions naturelles du pays et au but de l'institution du Protectorat.

I

SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA TUNISIE
AVANT L'ETABLISSEMENT DU PROTECTORAT
SES CAUSES

L'étude que je me propose de faire sur le commerce extérieur de la Tunisie, portera sur la période allant de 1875 à nos jours.

La période antérieure a déjà fait l'objet de nombreuses publications; nombreux sont les documents officiels traitant l'histoire générale, qui ont été déjà réunis autour des époques pré-punique, punique, romaine, vandale, byzantine, arabe, berbère, espagnole et turque, qui occupent l'histoire de la Tunisie (1), aussi n'y reviendrai-je pas.

Mon étude ne comportera qu'un bref historique; l'histoire antérieure à l'année 1875, ne sera évoquée que dans la mesure où elle pourra fournir des repères pour orienter l'avenir et nous permettre de prévoir, dans la mesure du possible, de quoi demain pourra être fait.

* * *

Un fait certain, c'est que les relations commerciales de la Tunisie avec les autres pays du monde, ou plutôt — pour être plus exact et plus modeste — avec le monde méditerranéen, n'étaient guère brillantes au cours des dernières années qui précédèrent l'établissement du Protectorat français.

La population tunisienne, composée de peu d'éléments civilisés

(1) Indépendamment de nombreuses études historiques proprement dites qui ont été faites sur la Tunisie, nous citons, comme permettant de faire connaître les grandes lignes de l'histoire de la Régence : *La Tunisie. — Histoire et Description*. Etude publiée par « l'Association française pour l'avancement des Sciences », à l'occasion de son Congrès annuel tenu à Tunis en 1896.

Notice Générale sur la Tunisie (1881-1920). Résidence Générale de la République Française. Edité par l'Imprimerie du Centre, Toulouse (1922).

Le Cinquantenaire de l'institution du Protectorat français en Tunisie (1881-1931). Edité par *L'Afrique du Nord Illustrée*, 10, rue de Hollande, Tunis.

et, par conséquent, ayant peu de besoins, produisait peu, exportait peu et, puisque les importations se paient avec les exportations, importait peu.

Si l'on s'en rapporte aux indications fournies par l'Administration des Revenus concédés, publiées au « Journal Officiel Tunisien » du 15 Avril 1886, nous pourrions même dire qu'à cette époque, et d'ailleurs depuis longtemps, le commerce extérieur de la Régence se trouvait dans le marasme le plus complet.

En 1875-76, le mouvement total des rentrées et des sorties s'élevait à 27 millions de francs; ce mouvement se réduisait à 20 millions l'année suivante pour se stabiliser ensuite aux alentours de cette moyenne jusqu'en 1880.

Qu'on en juge par le tableau suivant :

ANNEES (1)	IMPORTATION	EXPORTATION
1875-1876.....	12.322.816	15.036.493
1876-1877.....	8.591.146	11.784.622
1877-1878.....	10.012.248	7.824.250
1878-1879.....	12.940.079	13.615.548
1879-1880.....	11.760.216	10.918.999

L'examen de ce tableau provoque immédiatement deux réflexions apparemment contradictoires.

D'une part, il résulte des chiffres qui précèdent que le commerce extérieur de la Tunisie de 1875 à 1880 était dans un état de marasme quasi complet; qu'était-ce, en effet, qu'un chiffre de transactions internationales de 20 millions, comparativement aux deux milliards sept cent huit millions, qui ont affecté l'année 1931 ?

Qu'était-ce surtout à côté des indications, légendaires peut-être, que nous fournissent les auteurs de l'Antiquité, alors que la Tunisie nourrissait un chiffre d'habitants quintuple de celui que l'on

(1) Les années vont du 1^{er} juillet au 30 juin. Au *Journal Officiel Tunisien* les valeurs que nous faisons figurer en francs sont exprimées en piastres.

compte aujourd'hui (1), et contribuait à l'alimentation en blé et en huile de l'Italie ?

D'autre part (c'est l'élément contradictoire), l'examen des chiffres relevés ci-dessus pourrait nous faire croire, à première réflexion, qu'un certain état de prospérité existait en Tunisie, avant l'établissement du Protectorat.

En effet, n'est-il pas de théorie classique qu'une balance commerciale créditrice est l'indice d'une certaine prospérité pour le pays bénéficiaire du solde créditeur ?

Or ce fut le cas de la Tunisie de 1875 à 1880.

Mais, peut-on dire qu'un pays qui importe 1.000 et exporte 1.100 se trouve dans un état de prospérité plus florissant que celui d'un pays qui importe 10.000 et exporte 9.000 seulement; alors et surtout que ce dernier est un pays neuf, que les marchandises représentant le solde débiteur sont destinées à être investies dans le pays en vue d'en augmenter les forces de production et que cet état économique se révèle dans une progression croissante du mouvement commercial extérieur ?

La réponse à cette question ne doit pas faire l'objet de la moindre hésitation.

Nous pouvons donc affirmer, sans crainte de démenti, que la situation du commerce extérieur de la Tunisie, lors de l'établissement du Protectorat français, était moins que brillante.

Quelles étaient les causes de cet état de choses ?

Nous avons posé, au seuil de notre étude, que le commerce extérieur d'un pays était directement conditionné par trois facteurs essentiels : 1° par son potentiel économique, 2° par son état de mise en valeur, 3° par son régime douanier.

(1) *La Tunisie, Agriculture, Industrie, Commerce*, Edition Berger-Levrault & Cie. Publication 1905 (pages 65 et 149).

Cette affirmation, à première vue peut surprendre, mais seulement ceux qui n'ont jamais parcouru le territoire de la Régence, la région du Centre en particulier.

Au milieu des régions aujourd'hui quasi désertiques se dressent les ruines de villes et de monuments publics dont on ne peut pourtant que constater l'importance.

C'est ainsi que le village d'El-Djem (Thysdrus) qui abrite aujourd'hui quelques centaines d'Indigènes tout au plus, renferme un amphithéâtre, le plus grand du monde après celui de Rome, qui a permis d'évaluer à 100.000 habitants au moins, la population qui vivait dans cette ville au III^e siècle après Jésus-Christ; Suffetula (Sbeitla) a dû en avoir quelque 25.000; Cidium (Kasserine), 15.000; Thelepte (Feriana), 60.000; outre ces grands centres il existait également de gros bourgs qui certainement devaient compter plusieurs milliers d'habitants, et entre ces villes et ces bourgs, le géomètre-arpenteur a découvert des traces d'innombrables fermes qui permettent d'accepter l'évaluation faite habituellement par les historiens, de la population de la Tunisie au III^e siècle après Jésus-Christ.

Il convient donc, pour répondre à la question, d'examiner quel était l'état de ces facteurs déterminants pendant la période qui nous intéresse.

Il semble, tout d'abord, que le potentiel économique d'un pays constitue une donnée constante non susceptible de variation au cours des siècles. La terre semble-t-il, demeure éternellement identique à elle-même, le climat d'un pays ne se modifie pas, le régime des vents et des pluies étant une caractéristique constante; et pourtant rien ne serait moins vrai au dire de certains.

Certains auteurs (1), en effet, ont cru trouver dans une modification profonde du potentiel économique du pays l'état de pauvreté relative dans laquelle se trouvait la Tunisie en 1881 et dans laquelle, dans une mesure incomparablement moins grande, elle se trouve encore aujourd'hui.

S'il en était ainsi, la situation serait grave.

L'état d'anémie dans lequel se trouve l'industrie de la Tunisie (le mot industrie étant entendu dans un sens très large) tiendrait à deux faits principaux : 1° aux conséquences d'un déboisement intensif ayant provoqué un changement dans le régime des eaux; 2° à la stérilisation des terres dont les parties légères et riches auraient été emportées par les torrents par suite de la modification de ce régime.

Pour bien comprendre la portée de ces remarques, apparemment extraordinaires, mias en réalité profondément judicieuses, il convient de se rappeler ce qu'était la Tunisie sous la domination romaine et de constater ce qu'elle était en 1881 et ce qu'elle est encore aujourd'hui.

Quand on recherche, soit dans les auteurs arabes qui ont raconté l'invasion (2), soit dans les vestiges matériels qui subsistent encore aujourd'hui, ce que l'agriculture tunisienne a pu être à l'époque de sa plus grande prospérité, c'est-à-dire sous la domination romaine (3) et même, dans une bien moindre mesure toutefois, pendant

(1) Péliissier de Reynaud : *Description de la Régence de Tunis*, pages 124 et 125. Tissot : *Géographie comparée de la Province Romaine d'Afrique*, tome II, page 613. Cagnat et Saladin : *Voyage en Tunisie; Tour du Monde*, tome III, page 215.

(2) Ibn Chabat, Mohamed Ben Ali Abd Er Rahmane, Ibn Said, Ibn Assam, Ibn Khal-doun, El Kairouani, Er Reschati, Ibn Abd El Ilacem, Et Tidjani, El Bekri, Moula Ahmed, En Noueri.

Ces auteurs sont abondamment cités par M. Paul Bourde dans le rapport de 1899, dont nous avons déjà parlé.

(3) A en juger par le caractère des monuments publics les plus fréquents parmi les ruines, temples païens, églises chrétiennes, cirques, la Tunisie a dû atteindre l'apogée de sa fortune vers l'époque où le christianisme après avoir été persécuté commence à vivre d'une vie officielle aux côtés du culte païen.

Ce qui nous place au III^e et IV^e siècles après Jésus-Christ.

les siècles suivants jusqu'en 1048 (date de la dernière ruée arabe sur la Tunisie), on constate qu'elle avait un aspect qui diffère de celui d'aujourd'hui à un point tel qu'on a peine à y croire.

Négligeons les descriptions que d'aucuns qualifient de légendaires, pour nous en tenir aux seuls faits.

Nous trouvons encore aujourd'hui, dans des régions maintenant stériles et désertées, mais qui ne l'étaient certes pas autrefois, d'immenses broussailles d'oliviers où parfois l'œil du promeneur et mieux encore celui de l'aviateur, retrouvent des alignements : ce sont les traces d'anciennes plantations ayant couvert la presque totalité des terres tunisiennes et qui depuis longtemps ont disparu.

La disparition de ces immenses couvertures de forêts aurait provoqué une modification du régime des pluies et des cours d'eau, et, comme conséquence, le transport des terres riches des coteaux dans les vallées.

Dans quelles conditions ces forêts ont-elles disparu ? Tout simplement par la substitution aux Romains, peuple essentiellement agriculteur et méditerranéen, d'un peuple pasteur et oriental (1048).

« Partout où les tribus arabes, comme les Drid, les Ouled Saïd, « les Zlass, les Madjer, les Franchich, les Hammama, Les Souassi, « les Metellit, les Beni Zid, Les Ouled Debah, se sont complètement « emparés du sol, les arbres ont été détruits pour faire place aux « pâturages. Le Nord de la Régence, avec ses belles terres à céréa- « les, a pu continuer à nourrir une population relativement assez « nombreuse; mais, sauf dans le Sahel où les plantations ont été « préservées, le Centre, qui vivait uniquement de l'olivier, a été « littéralement anéanti. » (*La Tunisie — Histoire et Description*. Ouvrage déjà cité, page 151.)

Done, d'après ces auteurs, le changement incontestable qui s'est produit dans la situation économique de la Tunisie, serait directement lié à des changements survenus dans la constitution du sol du pays qui ne permettraient plus de reconstituer les plantations qui avaient fait autrefois sa richesse.

Je ne puis me permettre d'apprécier ces explications qui nécessitent des connaissances techniques spéciales, mais il convient de faire connaître que M. PAUL BOURDE (Directeur des Renseignements et des Contrôles, Directeur de l'Agriculture en 1899), dans son remarquable rapport que nous avons eu déjà l'occasion de citer, considère ces explications comme absolument fausses

Si l'on consulte, en effet, les auteurs de l'Antiquité, en particulier SALLUSTE qui accompagna César en Afrique et fut plus tard Gouverneur de la Numidie (voir Guerre de Jugurtha, XVII; Guerre d'Afrique, XX) la Tunisie se présentait sous des traits quasi identiques à ceux qu'elle présente aujourd'hui et, en tous cas, bien différents de ceux sous lesquels les auteurs arabes nous l'ont décrite.

Et dès lors, loin d'admettre les conclusions pessimistes qu'on nous avait laissé entrevoir, nous pouvons admettre que les richesses agricoles considérables constatées en Tunisie par les premiers conquérants arabes ont été entièrement le fruit de la colonisation romaine.

La Tunisie qui, spontanément produit peu de richesses, est susceptible, sous l'action d'une colonisation bien comprise, de révéler des trésors innombrables.

Il est vrai que certains autres savants (1) ont encore pensé que la Tunisie, en contribuant pendant des siècles à l'alimentation de l'Italie Romaine a exporté, en même temps que ses blés, l'acide phosphorique de son sol.

Cette explication, évidemment, ne peut être absolument fausse, mais il convient d'en limiter la portée.

D'une part, il est certain que depuis la décadence de l'Empire Romain, la terre africaine ayant cessé d'être pressurée, a pu, sous l'action d'un repos séculaire et bienfaiteur, récupérer une partie des éléments qu'elle avait perdus.

D'autre part, envisageant le présent et l'avenir, il convient de faire remarquer que l'appauvrissement du sol n'a pu se réaliser que dans ses parties les plus superficielles, les seules qui ont pu être utilisées par l'agriculteur africain, dont les instruments aratoires n'étaient certainement pas plus puissants que ceux utilisés par nos agriculteurs indigènes cultivant en 1881 et encore aujourd'hui, les mêmes terres (2).

Il est évident que l'usage d'instruments modernes plus puissants, mettant à jour de nouvelles couches non encore épuisées, remédiera largement à l'état de choses que certains esprits croient avoir à craindre.

(1) J. Liebig : *Lettres sur la Chimie considérée dans ses rapports avec l'Industrie, l'Agriculture et la Physiologie.*

(2) La culture indigène ne comporte qu'un seul instrument aratoire (araire dental), dont l'aspect est identique à celui des appareils utilisés à l'époque romaine, pour labourer la terre.

De ces développements, il convient de retenir que le marasme dans lequel se trouvait le commerce extérieur de la Tunisie, lors de l'établissement du Protectorat Français, n'avait pas pour cause un affaiblissement du potentiel économique du pays, ayant résulté de modifications importantes survenues dans ses conditions naturelles.

Il convient donc d'en rechercher les causes dans l'état des deuxième et troisième facteurs dont nous avons prévu le rôle au seuil de notre étude.

Quels étaient donc l'état de mise en valeur et le régime douanier de la Tunisie ?

Nous connaissons déjà l'état dans lequel se trouvait la Tunisie en 1881, date de l'établissement du Protectorat.

Les immenses plantations qui avaient constitué autrefois la richesse de la Tunisie Romaine, détruites par l'envahisseur arabe, avaient fait place à des champs incultes propres à subvenir aux maigres besoins d'un peuple pasteur.

Les transactions intérieures et extérieures, en conséquence, s'étaient quasiment arrêtées et l'outillage économique constitué à la Tunisie par les Romains, non entretenu, peu à peu s'était détérioré, n'avait pas été remplacé et, à l'arrivée des Français, n'existait plus.

D'une manière plus précise, voici quel était en 1883, date de l'Institution de la Direction des Travaux Publics, l'état de l'outillage économique de la Tunisie :

« A part la route du Bardo construite en 1860, sur 4 kilomètres
« de longueur et la route de Tunis à La Goulette établie en 1867,
« en même temps que quelques tronçons empierrés aux bords de
« la Manouba, il n'y avait d'autres moyens de communication...
« que des pistes... dont le tracé se modifiait avec les saisons, mais
« néanmoins, pour la plupart, étaient impraticables en hiver.
« Aucun ouvrage ne facilitait la traversée des dépressions et même
« des oueds. Seuls quelques grands ponts construits à une époque
« lointaine permettaient de franchir les fleuves les plus importants.
« Les ports n'existaient pas.

« Les phares étaient au nombre de trois seulement.

«L'alimentation publique en eau potable n'existait qu'à l'état
« embryonnaire. »

«Il existait bien deux lignes de chemin de fer (Tunis-Ghar-

« dimaou : 195 kilomètres, et Tunis-Goulette-Marsa : 16 kilomè-
« tres)... mais l'administration beylicale s'était désintéressée de
« l'exploitation de ces voies ferrées..... » (1).

Le régime douanier, présentait également les vices les plus ca-
ractéristiques. Notons pour le moment l'existence de droits (non
encore complètement disparus) grevant les marchandises tunisien-
nes à l'exportation.

D'ailleurs la question du régime douanier ne présentait qu'un
intérêt secondaire dans un pays qui avait peu de choses à vendre
à l'étranger.

II

LES PREMIERES ANNEES DE PROTECTORAT

L'occupation française en mai 1881 devait mettre un terme à
cette situation.

TABLEAU montrant la progression du commerce extérieur
de la Tunisie de 1880 à 1889. (Voir page 6 note (1))

ANNEES	IMPORTATION	EXPORTATION
1880-1881.....	16.074.535	21.932.788
1881-1882.....	22.518.261	11.237.670
1882-1883.....	26.965.534	17.827.344
1883-1884.....	27.964.648	18.542.053
1884-1885.....	26.442.110	20.570.345
1885-1886.....	29.121.348	19.211.387
1886-1887.....	26.610.372	20.351.736
1887-1888.....	32.836.440	16.612.396
1888-1889.....	29.592.304	20.918.785

(1) Cinquantenaire de l'institution du Protectorat français, page 34.

A partir de 1881, les importations augmentent rapidement; l'achat de matériaux nécessité par les premiers grands travaux publics, l'apparition de quelques nouveaux besoins chez l'indigène, mais surtout l'entretien de l'armée d'occupation et l'arrivée des premiers fonctionnaires, sont les causes de cette augmentation.

Mais ce mouvement d'importation présente un caractère particulier. Nous n'ignorons pas que les importations et les exportations forment les deux aspects inséparables d'un même phénomène que nous pourrions appeler « le troc extérieur ».

Si un de ces aspects se modifie, l'autre, normalement, doit se modifier dans le même sens et dans les mêmes proportions; et pourtant, dans la période qui nous occupe, nous constatons, sinon un manque de parallélisme total, puisque la valeur des exportations a légèrement augmenté, du moins une différence d'allure suffisamment marquée entre les courbes des deux mouvements : les exportations tunisiennes durant la période 1880-1885 ne manifestent que d'une manière peu sensible l'amélioration survenue au chapitre des importations.

Cette situation pourtant s'explique aisément.

L'augmentation constatée dans la valeur des importations effectuées par la Tunisie, avait sa cause dans les deniers d'origine métropolitaine payés aux fonctionnaires et aux militaires.

Une partie de ces deniers était appliquée à des achats effectués dans la Métropole, l'autre partie à des achats effectués sur place, de sorte que, seule, une partie de ces deniers réagissait sur les forces productives du pays d'une manière d'ailleurs indirecte, du chef du consommateur et non de l'entrepreneur.

D'autre part, les premiers services rendus à la Tunisie par le pays protecteur, services d'ordre très général, administratif et de police, ne pouvaient pas faire sentir, d'une manière immédiate et pleine, leur réaction bienfaisante sur le mouvement industriel, agricole et commercial du pays et, par là, sur son commerce extérieur.

Pendant cette période nous nous trouvons donc en présence d'une situation spéciale : nous constatons une profonde modification dans l'allure du mouvement commercial à l'importation, mais, contrairement aux phénomènes normaux, le mouvement à l'exportation n'en est que peu sensiblement affecté et conserve pratiquement la même allure.

III

1885-1889

Mais cette situation anormale devait forcément cesser par la nature même des choses.

Progressivement le mouvement commercial à l'exportation s'anime; un certain parallélisme bientôt se rétablit; désormais nous nous trouvons en présence de phénomènes connus; les exportations et les importations réagissent mutuellement les unes sur les autres, le mouvement commercial général s'amplifie progressivement et finalement nous assistons à une magnifique envolée qui se traduit dans les statistiques annuelles par des bonds formidables et du plus bel augure pour l'avenir économique de la Tunisie.

Situation que nous qualifieront toujours de normale malgré l'apparence, les exportations, après avoir été un instant balancées par les importations, sont bientôt, à leur tour, dépassées par ces dernières qui, depuis, n'ont cessé de conserver leur avantage.

Il est intéressant en lisant une étude sur le commerce extérieur de la Régence publiée en 1894 par EDMOND NIVOLON, Sous-Inspecteur des Douanes Hors-Cadres attaché à la Mission Tunisienne (Sfax, Imprimerie Tunisienne — 1894), de constater combien ce mouvement avait été peu escompté et encore moins compris.

Je cite quelques passages caractéristiques remarqués au fil des pages.

« Reste la dernière période (après 1889) la meilleure à tous les « égards. Le point décisif était franchi, la production s'est accrue « d'un seul bond à tel point que les excédents, c'est-à-dire que les « quantités livrées à l'exportation, compensent à la fois les impor- « tations nécessaires et celles qui répondent au besoin croissant du « luxe et du confortable, l'introduction des matériaux destinés aux « travaux publics et particuliers, les importations spéciales au corps « de l'occupation. »

Puis, constatant un excédent créditeur dans la balance commerciale de la Tunisie :

« Tout compte fait, c'est un excédent annuel de dix à douze millions de la production sur la consommation. Il est donc très indéniable que le pays s'enrichit. »

Ensuite, envisageant l'avenir :

« Si l'importation a atteint une proportion qu'elle ne dépassera peut-être pas de beaucoup avant plusieurs années, la production ne saurait être contenue dans de si étroites limites, elle doit tous jours suivre une marche ascendante. »

Les faits devaient dépasser rapidement les pronostics timides de M. NIVOLON.

M. NIVOLON avait peut-être oublié que, malgré tout ce qui a pu être dit de contraire à ce sujet, la Tunisie est un pays riche au potentiel économique élevé, susceptible de se développer dans des proportions que seule l'histoire du pays peut révéler et dont le plein épanouissement devra nécessiter durant de longues années, de considérables importations de matériaux et de machines qui, tant qu'elles se poursuivront, rendront débitrice la balance du commerce extérieur de la Tunisie.

*
* *

Ainsi à dater de 1880, nous constatons une amélioration progressive, du mouvement commercial extérieur de la Tunisie, tant au chapitre des importations qu'à celui des exportations.

Quelles étaient les causes de cette amélioration ?

Pour la première période, de 1880 à 1885, elles se trouvaient uniquement dans les effets de la paix et de la sécurité restaurées dans la Régence par l'Armée Française.

Après 1885, les causes ne sont plus les mêmes; elles résident entièrement dans les opérations d'aménagement économique et de mise en valeur du Pays par le Gouvernement du Protectorat.

Retracer l'histoire de ce travail serait retracer l'histoire de l'Œuvre Française en Tunisie.

Je le ferai brièvement en passant successivement en revue les divers postes de l'organisation économique du pays (1).

(1) La documentation qui suit a été entièrement empruntée aux *Rapports de la Sous-Commission d'Etudes Economiques*, qui est une formation de la *Commission d'Etudes Economiques et Financières* instituée par arrêté résidentiel en date du 25 mai 1929.

*
* *

L'inventaire que nous avons fait de l'outillage national de la Tunisie en 1881 montrera d'une manière saisissante ce qui a été fait en cette matière depuis l'installation du Protectorat.

ROUTES. — Pendant les premières années de Protectorat on s'était borné à améliorer les pistes, à les entretenir et à construire de petits tronçons de route. Ce système reconnu insuffisant, un premier effort fut fait à partir de 1892 avec l'appoint des prestations en nature.

En 1907, le réseau routier atteignait 3.100 kilomètres comportant surtout des routes secondaires. Pour permettre d'activer la construction des routes d'intérêt général, une somme de 12 millions fut inscrite à l'emprunt de 1907.

Enfin, en 1914, un décret du 21 Octobre établit un programme d'ensemble rationnel et fixa la consistance du réseau routier d'intérêt général.

En 1920, la longueur des routes empierrées s'élevait à 4.350 kilomètres. Une somme de 33 millions fut affectée dans l'emprunt de 1920 à l'exécution d'une partie des routes nouvelles reconnues les plus urgentes. En réalité, avec l'appoint des régions et les dotations du Grand Conseil, 100 millions ont été dépensés depuis 1920 pour les routes, et ont permis la construction de 1.250 kilomètres environ dont 600 kilomètres de grand parcours et de moyenne communication.

Au 1^{er} Janvier 1930, le réseau routier comprenait 4.060 kilomètres de routes de grand parcours et moyenne communication, 1.400 kilomètres de routes vicinales, soit au total 5.460 kilomètres.

Avec le développement de la circulation automobile et de celui de la colonisation, les chiffres restent très au dessous des besoins malgré leur importance relative par rapport aux 4 kilomètres de 1881.

PORTS. — En 1881, il n'existait en Tunisie aucun port digne de ce nom.

Tabarka, Bizerte, La Goulette, Mahdia, Monastir constituaient tout au plus de petits ports de pêche dans lesquels avaient accès les bateaux de faible tonnage.

La première idée sérieuse de relier Tunis à la mer remonte à 1880, lorsque la Compagnie Bône-Guelma obtint la concession de

la ligne Tunis-Algérie. A la suite d'une convention passée en 1885 avec la Société des Batignolles, les travaux furent entrepris en 1888. Leur achèvement fut confié en 1894 à la Compagnie des Ports de Tunis-Sousse-Sfax, succédant à l'entreprise Duparchy et Préault. La convention relative au port de Tunis prévoyait aussi l'achèvement et l'exploitation des ports de Sousse et de Sfax, où des travaux avaient été entrepris dès 1885.

Ce programme initial prévoyait des accostages avec des fonds de 2 m. 50 seulement. Par suite, la côte adoptée pour les ports de Tunis-Sousse-Sfax, fut de 6 m. 60.

En 1907, des accostages furent établis dans l'avant-port de La Goulette pour permettre l'embarquement des minerais de fer de Djerissa. Enfin, en 1924, des travaux importants ont été entrepris à La Goulette pour porter les fonds à 6 m. 50 et aménager cet avant-port avec des bassins permettant de recevoir de gros navires.

La construction et l'exploitation du port de Bizerte ont été confiées en 1889 à MM. HERSENT et COUVREUX, qui fondèrent la Compagnie du Port de Bizerte.

Les travaux prévus à la convention de concession comportaient : un canal d'accès du lac à la mer creusé à la côte 10; des jetées de mille mètres environ de longueur chacune formant un avant-port de 80 hectares. Plus tard, des aménagements furent entrepris dans la baie de Sebra à l'origine du canal d'accès.

De son côté, la Marine nationale fit effectuer en arrière du port de commerce et dans le lac de Bizerte de nombreux et importants travaux, notamment l'arsenal de Sidi-Abdallah.

CHEMINS DE FER. — On sait qu'à l'origine du Protectorat il existait deux lignes de chemins de fer. L'une desservant la banlieue Nord de Tunis, l'autre reliant Tunis à l'Algérie. La concession de ces lignes était toute récente.

Un premier programme établi en 1882 ne fut sanctionné qu'en 1894, il avait pour but de desservir Bizerte, le Cap Bon, le Sahel et la région de Zaghouan en donnant à ces lignes un caractère d'intérêt local.

Avec la découverte et la mise en exploitation des gisements miniers, furent successivement réalisés les lignes figurant :

au programme de 1896 : Chemins de fer de Sfax à Gafsa;

à celui de 1902 : Lignes de Kalaat Es-Senam, des Nefzas, de Henchir-Souatir, de Sousse, de Sfax, de Metlaoui à Tozeur;

à celui de 1906 : Embranchement de Djerissa-Slata, ligne de Nebeur, prolongement de Menzel-bou-Zelfa à Kélibia.

Les emprunts de 1912 à 1920 eurent surtout pour but de fournir les ressources nécessaires à l'achèvement de ces lignes et à la réalisation des travaux complémentaires.

Seule la ligne de Graïba-Gabès figurant au programme de 1912 a été exécutée.

A l'heure actuelle, il existe en Tunisie trois grands réseaux :

1^o celui de la Compagnie des Chemins de fer tunisiens totalisant 1.669 kilomètres; 2^o celui des phosphates et du chemin de fer de Gafsa, totalisant 455 kilomètres; 3^o celui de la Compagnie des Tramways de Tunis, totalisant 37 kilomètres.

PHARES ET BALISES. — Les côtes de la Tunisie sont pourvues d'un système complet de signalisation qui permet leur reconnaissance et assure à la navigation le maximum de sécurité.

En 1881, il existait trois phares sommaires à Sidi-bou-Saïd, l'Île Cani et au Cap-Bon.

Un premier programme fut réalisé de 1883 à 1891 pour l'éclairage des côtes entre Tabarka et Sfax, puis de 1891 à 1895 de Sfax à la frontière tripolitaine. Depuis, des améliorations successives n'ont cessé d'être apportées aux phares et balises.

A l'heure actuelle le système de signalisation des côtes comprend :

18 grands phares;

55 feux de ports;

29 bouées lumineuses.

Il existe en outre une centaine de bouées non lumineuses et balises qui jalonnent les chenaux, précisent les écueils sous-marins ou délimitent certaines profondeurs dans les ports.

POSTE, TELEGRAPHES, TELEPHONES. — Les premières liaisons postales furent établies par l'Administration française pour les besoins du corps d'occupation et des premiers colons.

Quelques années après, en 1888, l'Office Postal Tunisien était créé.

Grâce à la liberté d'allure donnée à cet Office et à la collaboration des autres Administrations : Douanes, Travaux Publics, Enseignement, le réseau de communication se développa rapidement.

En 1893, un câble sous-marin permit les relations télégraphiques directes avec la Métropole.

A l'heure actuelle, il existe 170 recettes postales de plein exercice, 48 agences et 314 distributions assurant le service des petites localités. Le trajet quotidien des courriers est de 16.700 kilomètres sur 8.460 kilomètres de voies.

Le télégramme est à la disposition du public dans 277 localités.

Le réseau téléphonique, qui avait à l'origine 81 abonnés et 112 kilomètres de lignes dessert aujourd'hui 11.600 abonnés avec 23.600 kilomètres de lignes reliant entre elles toutes les régions de la Tunisie. Tunis a été dotée en 1928 du téléphone automatique.

Une liaison par T. S. F. par système Baudot-Verdan a été établie en 1928, dans le seul sens France-Tunisie.

Les relations postales avec la Métropole sont régulièrement assurées par un service quotidien d'hydravion dans chaque sens.

IV

LA LOI DU 19 JUILLET 1893

Mais si, d'une part, la France aménageait le pays progressivement et à grand investissement de fonds publics, d'autre part, son action présentait une lacune qui la rendait apparemment contradictoire.

La France taillait des routes et les empierrait; Elle aménageait des ports aux aboutissements de ces routes; sous son impulsion coloniatrice, les terres incultes se transformaient en champs de blé et en vignobles; mais Elle ne semblait pas se préoccuper de la question douanière qui désormais se posait pour la Tunisie avec un caractère d'urgence.

En effet, l'établissement du Protectorat n'avait apporté aucun changement au régime douanier de la Tunisie.

Les produits tunisiens qui, avant 1881, étaient frappés, à leur entrée en France, des droits figurant au tarif général, c'est-à-dire au tarif maximum, continuèrent à être soumis aux mêmes droits; il ne fut même pas donné à la Tunisie le bénéfice d'être traitée comme la majorité des pays étrangers.

« De son côté la Tunisie continua d'appliquer aux produits français, comme aux produits étrangers, le vieux tarif de 8 % ad valorem. Il faut avouer que c'était là une situation bizarre qui ressemblait plus à des représailles qu'à de la réciprocité. » (M. ISAAC, *Etude sur le Régime Douanier de la Tunisie*, page 18. — Librairie PICARD, Tunis).

Il ne fut procédé à aucun aménagement. Il en résulta cette situation curieuse que la Tunisie, pays protégé, se trouva dans ses relations commerciales avec la France, soumise à un régime moins favorable que ceux auxquels se trouvaient soumis la plupart des pays étrangers qui, eux, bénéficiaient d'un tarif de faveur obtenu par voie de traités commerciaux.

Voici quelques exemples que je relève dans une étude, déjà citée, faite par M. NIVOLON, sur le commerce extérieur de la Tunisie :

« L'huile d'olive payait 4 fr. 50 les 100 kilos, tandis que les huiles étrangères payaient 3 francs seulement. Les blés payaient 3 francs comme ceux d'Amérique ou de Russie. Les vins et le vinaigre payaient 4 fr. 50 par hectolitre, alors que les articles similaires d'Espagne ou d'Italie étaient à 2 francs seulement. Et, chose à peine croyable, notre pays avait intérêt à transiter par l'Italie ou par l'Algérie des marchandises destinées à la France ! »

La question douanière était donc pour la Tunisie une question de vie ou de mort.

On le comprit heureusement en temps utile et une loi promulguée le 19 Juillet 1890 est venue changer la face des choses.

Nous allons l'étudier dans ses grandes lignes et surtout en dégager l'esprit, car c'est ce même esprit qui a animé la législation douanière qui a suivi et qui, finalement, inspire dans une large mesure le statut actuel du commerce extérieur de la Tunisie.

*
* *

La politique douanière se présente en Tunisie avec un caractère très particulier. En théorie, l'Etat tunisien, Etat protégé, est doté d'une souveraineté étroitement limitée; on l'a quelquefois qualifié d'Etat mi-souverain. En fait, cette souveraineté est inexistante.

Il est impossible au Gouvernement Beylical de modifier à son gré et contre celui de la France, les tarifs douaniers de la Régence,

car tous les décrets beylicaux doivent être contresignés par le Résident Général (1).

Le régime douanier de la Tunisie se trouve donc entièrement entre les mains de la France.

*
**

D'autre part, la Tunisie est un pays qui ne saurait, avec ses seules ressources, suffire aux besoins d'un peuple civilisé; c'est essentiellement un pays agricole et producteur de matières premières.

La Tunisie n'est pas un pays industriel. Cette situation ne résulte pas tant du défaut de matières susceptibles d'alimenter des industries locales éventuelles, que de trois infirmités irrémédiables, peut-être, qui affectent la Tunisie :

1° Le manque d'énergie motrice naturelle : la Tunisie ne possède ni mines de charbons, ni chûtes d'eau susceptibles d'alimenter économiquement les moteurs.

2° Un marché de consommation locale excessivement restreint. La population tunisienne s'élève à 2.470.692 habitants, comprenant 195.293 européens seulement (année 1931).

3° Son arrivée tardive au concert économique mondial qui lui interdit de pénétrer de force sur les marchés de grande consommation qui, aujourd'hui, se défendent terriblement.

Les seules industries que la Tunisie peut se permettre d'entretenir sont :

1° des industries corporatives ayant existé de tout temps et dont la production satisfait normalement à des besoins locaux très spéciaux et à ceux des touristes et des amateurs d'exotisme (fabrication de coiffures et de vêtements indigènes, distillation de parfums, cuirs et cuivres ouvrés à l'orientale, articles d'Orient, etc...)

2° en se plaçant à un point de vue nettement différent, des industries susceptibles d'une exploitation à forme européenne, c'est-à-dire à rendement intensif, mais qui empruntent à une circonstance très spéciale (situation de monopole ou de quasi monopole) une force de pénétration supérieure qui leur permet d'entrer direc-

(1) Cet état de droit résulte des textes suivants : Convention de La Marsa du 8 juin 1883, Loi du 9 avril 1884 approuvant la convention précédente, Décret français du 10 novembre 1884 par lequel le Président de la République a délégué le Résident Général à l'effet d'approuver, au nom du Gouvernement français la promulgation et la mise à exécution en Tunisie de tous les décrets rendus par S. A. le Bey. (Lire à ce sujet : *L'Etat Tunisien* par E. Fitoussi et Benazet. Librairie Arthur Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris).

tement et sans trop de difficultés, dans le concert économique des pays.

Ces industries, d'ailleurs et pour les raisons majeures que nous avons déjà énoncées, ne pourront être que des industries extractives (mines, salines, etc...) ou de transformation simple (minoteries, huileries, etc...)

Tout au plus, la Tunisie pourra encore se permettre, et se permet d'ailleurs déjà, certaines industries nécessitant des transformations plus profondes, mais toujours simples, des matières premières : transformation des phosphates en superphosphates, fabrication d'huile de grignons, transformation de l'alfa en pâte de cellulose, fonderies de plomb; mais de l'avis de beaucoup, c'est à peu près tout ce que peut la Tunisie au point de vue industriel, tout au moins en l'état actuel des choses.

Le régime qu'il convenait d'établir en Tunisie était donc, dans ses grandes lignes, le suivant : d'une part, franchise aux exportations des produits agricoles et des matières premières; d'autre part, franchise aux importations des produits manufacturés et industriels que la Tunisie ne pouvait produire et dont elle avait pourtant besoin.

Ce régime pouvait être la source d'un bénéfice pour les tiers pays : à l'importation ils pouvaient bénéficier des prix de revient relativement bas qui sont la caractéristique des marchandises provenant d'un pays neuf, dans lequel la terre ne coûte pas et les salaires sont peu élevés par suite du niveau de vie très modeste de l'indigène; à l'exportation, ils pouvaient bénéficier de l'ouverture d'un nouveau marché pour l'écoulement de leurs produits manufacturés.

Il convenait, à titre de dédommagement, de réserver ce double bénéfice au pays protecteur; la Tunisie, en compensation, recevait les bienfaits de la civilisation française.

* * *

Voilà donc le système douanier qui convenait à la Tunisie. Son application nécessitait une double réforme : d'abord, un amendement, en faveur de la Tunisie, au tarif douanier français, ensuite, un amendement du régime douanier de la Tunisie en faveur de la France.

La première opération comportait peu de difficulté; la seconde était plus délicate.

En effet, si en droit le régime juridique du Protectorat permettait à la France de modifier à son gré la législation douanière de la Tunisie, en fait, il fallait tenir compte de diverses situations qui rendaient l'action réformatrice de la France momentanément impossible. D'une part, la Tunisie était liée à de nombreuses autres puissances par des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée (1); d'autre part, les droits de douane établis tant à l'importation qu'à l'exportation constituaient, pour le budget tunisien un revenu dont il convenait de ne pas tarir la source (2) à peine de provoquer un déficit budgétaire qui n'aurait pas manqué de provoquer une crise assurément fatale à l'essor économique naissant.

Et, ce qui aggravait la situation, c'est qu'il semblait impossible à certains esprits très rigoureux d'accorder à la Tunisie un bénéfice douanier quelconque qui ne fût pas synallagmatique.

Le législateur français ne s'arrêta pas à cette objection, logique au point de vue commercial, peut-être, mais qui était de trop mauvaise politique.

Comprenant que la Tunisie avait besoin d'un stimulant immédiat dont on ne pouvait retarder l'administration jusqu'à l'arrivée à terme des traités qui liaient la Tunisie à l'étranger, le législateur français adopta le 19 Juillet 1890 une loi modifiant le tarif général des Douanes de la République Française en faveur de certains produits tunisiens.

Voici, dans son texte intégral, le contenu de cette loi fondamentale :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en franchise à l'entrée en France

(1) Traité italien de 1867, traité anglais de 1875.

(2) Les droits de douane, faciles à établir et à percevoir, constituent dans les pays à organisation fiscale rudimentaire un appoint budgétaire toujours considérable; d'ailleurs, dans cet état d'organisation fiscale — et c'était le cas pour la Tunisie — les droits de douane existent aussi bien à l'exportation qu'à l'importation. L'origine des droits de sortie se trouve dans certaines mesures primitivement prises pour empêcher la sortie de denrées nécessaires à l'alimentation (surtout dans les pays habituellement exposés à la famine) ou des matières précieuses. Les droits de sortie ainsi conçus n'ont pas existé seulement en Tunisie, mais aussi dans de nombreux pays, généralement dans les Etats Barbaresques et même en France au XIV^e siècle, (voir Eismain : *Histoire du Droit français*, page 558).

Puis, les droits de sortie perdent leur destination primitive et deviennent de simples appoints budgétaires.

« La place que tenaient ces revenus dans le budget tunisien est une éloquente confirmation de la préférence accordée à ces taxes. Dans le budget de 1888, on voyait figurer encore les droits d'exportation pour une somme plus élevée que les droits d'importation : 2.755.670 francs pour les droits d'exportation et 1.215.971 francs pour les droits d'importation ». J. ISAAC, ouvrage déjà cité, page 20.

les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après énoncées :

Les céréales en grain;

Les huiles d'olive et de grignons et les grignons d'olives;

Les animaux des espèces chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine;

Les volailles mortes ou vivantes;

Le gibier mort ou vivant.

ART. 2. — Les vins de raisin frais, d'origine et de provenance tunisiennes, paieront à leur entrée en France un droit de 60 centimes par hectolitre, en tant que leur titre alcoolique ne dépassera pas 11° 9; ceux dont le titre sera supérieur à 11° 9 paieront une taxe supplémentaire de 70 centimes par degré.

ART. 3. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes « non dénommés » ci-dessus paieront à l'entrée en France les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

ART. 4. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° les produits qui sont frappés de prohibition à l'entrée en France par suite de monopole, de mesure sanitaire, etc...

2° Les denrées désignées spécialement au tableau E. de la loi du 7 Mai 1881.

ART. 5. — Le traitement de faveur ci-dessus accordé aux produits tunisiens à leur entrée en France est subordonné aux conditions suivantes :

a) Les produits devront venir directement et sans escale de Tunisie en France.

b) Ils ne pourront être expédiés que de ports suivants : Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Souissa, Monastir, Mahdia, Sfax, Gabès et Djerba. Des décrets du Gouvernement de la République pourront, s'il y a lieu, modifier la liste de ces ports.

c) Les produits seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le Contrôleur Civil de la circonscription et visé au départ par un Receveur des Douanes, de nationalité française. L'exportation se fera à l'identique.

d) Chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des Ministres des Affaires Etrangères, des Finances, du Commerce et de l'Agriculture, détermineront

d'après les statistiques officielles fournies par le Résident Général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente loi.

Les produits tunisiens dénommés aux articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente loi devront être importés par des navires français. »

Ces dispositions faisaient, dans une grande mesure, amende honorable au bon sens et à l'équité.

Quoique le texte de cette loi soit suffisamment clair, quelques explications sont nécessaires pour bien saisir la portée de certaines de ses dispositions.

Ainsi, tenant compte de ce que la Tunisie est un pays agricole, la loi admettait en franchise les céréales tunisiennes. Mais, dans le but de protéger les distilleries agricoles françaises (qui extraient l'alcool de la betterave) le Gouvernement Français ne voulait jamais admettre dans cette catégorie le sorgho qui est bien une céréale, parce que précisément le sorgho était susceptible d'être utilisé dans l'industrie de la distillerie et de ruiner les producteurs de pomme de terre et de betterave.

Il est vrai que, par mesure de compensation, on accorda aux fèves la qualité qui avait été refusée au sorgho.

En ce qui concerne les vins, seuls les vins « de raisin frais » titrant moins de 11° 9 entraient en France en acquittant une seule taxe de 0 fr. 60 par degré. Au-dessus de ce titrage, les vins tunisiens payaient 0 fr. 70 par degré supplémentaire (1).

Si l'on songe que la Tunisie produit des vins à fort titrage, tandis que la France produit surtout des vins légers, l'on admettra que la disposition douanière prise en la matière était hypocrite ou inintelligente.

Finalement, la loi de 1890 organisait, dans son article 5, un système de contrôle destiné à éviter des fraudes possibles. Il fallait, en effet, éviter qu'en raison du nouveau système, les produits étrangers ne pénétrant indûment en France par le canal de la Tunisie.

D'où les dispositions de l'article 5.

En ce qui concerne les produits non dénommés, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers étaient appliqués aux produits tunisiens. Mais cette application du tarif mini-

(1) A la même époque les vins venant d'Espagne payaient à leur entrée en France une taxe de 2 francs par hectolitre. Avant la réforme de 1890, les vins tunisiens payaient un droit d'entrée de 4 fr. 50. (Extrait du Rapport Jonnart à la Chambre des Députés sur le projet de loi, J. O. F. du 12 octobre 1890).

mun était subordonné à la réalisation des conditions prévues à l'article 5 du décret; de plus, le principe des crédits d'importation s'appliquait aux produits non dénommés, comme à ceux admis en franchise (JACOB. — *Régime Douanier de la Tunisie*, p. 50-58).

Ces détails permettent de nous rendre compte à combien de points de vue encore le système était imparfait.

*
**

Nous pouvons donc dire que la loi de 1890 a animé l'industrie tunisienne et, par contre-coup, le commerce extérieur de la Tunisie en provoquant une excitation énergique indispensable pour mettre en branle le mécanisme des réactions économiques rouillé par une inaction séculaire.

Mais cette loi devait donner un deuxième résultat, politique, autrement intéressant pour l'avenir économique des deux pays.

Entre deux pays, entre lesquels n'existe aucune communauté de langue, de religion ou de civilisation, aucun patrimoine historique commun, il n'est pas de liens plus puissants que ceux résultant des relations commerciales.

La loi de 1890 créait une partie de ces liens.

Jusqu'en 1889, la France ne recevait que le quart des articles tunisiens; à partir de 1890, elle voit arriver sur son marché plus de la moitié des marchandises tunisiennes et dans la suite des années, la proportion n'a pas cessé de croître. La France devenait le principal client du commerce tunisien.

Réciproquement, il est vrai, la distribution des achats effectués par la Tunisie à l'étranger ne s'était pas immédiatement modifiée au profit de la France (1) et certains (M. NIVOLON, ouvrage déjà cité p. 21), pendant les premières années qui suivirent la loi de 1890, doulèrent des résultats de cette législation, en faisant remarquer que la nouvelle situation avait, somme toute, profité uniquement à la Tunisie, sans procurer, en retour, aucun bénéfice à la France.

C'était ignorer les raisons impérieuses qui avaient déterminé la France à faire bénéficier la Tunisie de cet avantage sans réciprocité. C'était oublier que ce régime unilatéral était provisoire et destiné à recevoir, dès que les circonstances l'auraient permis — c'est-à-dire à l'expiration des traités commerciaux liant la Tunisie avec l'étran-

(1) Les statistiques commerciales de la Tunisie mettent en relief cette situation en donnant tant au chapitre de l'exportation qu'à celui de l'importation et pour chacun des articles figurant au Tarif, le tableau des proportions pour l'année 1886 et l'année 1891.

ger — la contre-partie qui s'imposait. C'était oublier encore qu'en attendant cette contre-partie, la loi de 1890 devait procurer d'ores et déjà à la France des avantages considérables.

En effet, abstraction faite du point de vue politique, on aurait pu faire remarquer, avec Bastiat, que dans une opération commerciale ce n'est pas toujours le vendeur qui réalise le bénéfice, surtout lorsque la marchandise consiste en matières premières ou en produits provenant d'un pays à *standard of life* très bas, ce qui était le cas des marchandises achetées par la France à la Tunisie.

On aurait pu leur faire remarquer également que ces produits que la France se procurait en Tunisie à des prix particulièrement avantageux, céréales, huiles, etc... sont de ceux que son sol ne produit pas généralement en quantité et qualité suffisantes pour ses besoins et qu'elle est obligée d'importer chaque année par millions de francs, de l'étranger (1).

D'ailleurs, une réforme du 2 Mai 1898 vint mettre un terme à ces premières lamentations.

V

LE DECRET TUNISIEN DU 18 MAI 1898

Le problème que se proposait de résoudre le décret du 2 Mai 1898 était complexe et délicat; il fallait à la fois favoriser les importations françaises en les affranchissant des droits de douanes qui les grevaient et charger, par ailleurs, les tarifs douaniers, de manière à permettre au budget tunisien de récupérer sur les importations étrangères les recettes diminuées par les faveurs accordées à la France, sans toutefois provoquer trop de protestations de la part des puissances étrangères, ni élever trop sensiblement le prix de la vie.

La réforme de 1898 sut combiner beaucoup de choses.

(1) Page 70 et suivantes.

*
**

Nous avons fait remarquer au début de ce chapitre que, politiquement, le régime douanier de la Tunisie se trouvait à la discrétion du Gouvernement Français par le mécanisme du visa résidentiel; d'où, semble-t-il, possibilité immédiate de créer un tarif de faveur au profit de la France.

Pourquoi donc, dans ces conditions, la France a-t-elle attendu jusqu'à l'année 1898, pour réformer en sa faveur le régime douanier de la Tunisie ?

Nous avons déjà répondu à la question. Rappelons simplement que tous les traités passés par la Tunisie antérieurement à l'établissement du Protectorat, contenaient la clause de la nation la plus favorisée; par conséquent, toute mesure de faveur que la France aurait voulu s'octroyer aurait, de plein droit, bénéficié aux tierces puissances; ce n'était évidemment pas le résultat cherché par le Gouvernement Français.

D'ailleurs, ces conséquences étaient inéluctables, vu l'article 4 du traité du 11 Mai 1881 prévoyant que le Gouvernement Français devait respecter les traités en cours; il fallait donc attendre leur expiration, après les avoir dénoncés en temps utile.

Ce qui fut fait.

Le 28 Septembre 1896, une convention intervenait entre la France et l'Italie, puis, le 18 Septembre 1897, entre la France et l'Angleterre. Elles contenaient toutes deux, en substance, la clause suivante : « Le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement français ».

Le 2 Mai 1898, le tarif douanier tunisien était judicieusement modifié au profit de la France.

*
**

Ce qu'il y a de remarquable à prime abord dans le tarif élaboré par le décret de 1898, c'est la modicité relative des droits qu'il comporte et qu'on ne saurait en aucune mesure comparer aux tarifs protecteurs à l'honneur dans les grands Etats européens.

C'est que la France, en organisant le nouveau régime douanier de la Tunisie, agissait moins dans le but de protéger l'industrie indigène qui, de l'avis de beaucoup, n'avait aucune possibilité sérieuse, que dans celui d'aménager pour ses propres produits un nouveau marché sur lequel elle n'aurait pas à craindre la concurrence étrangère,

De là, ce tarif douanier particulièrement heureux qui, tout en aménageant aux produits français une entrée facile, permettait à la Tunisie de se procurer à l'étranger, à bon marché, les articles que la France ne produisait pas ou produisait en quantité et qualité insuffisantes.

Mais, s'il est vrai que la Tunisie ne possède pas d'industries susceptibles de motiver l'institution d'un régime protecteur, il ne fallait pas oublier qu'elle recélait certaines possibilités économiques dont il convenait de ménager l'essor et de protéger les premiers pas.

La production oléicole, par exemple, est une des principales richesses de la Tunisie; dans quelle mesure et de quelle façon convenait-il de protéger cette branche de son activité économique ?

Les huiles tunisiennes, incontestablement, ne craignent aucune concurrence loyale, tant en ce qui concerne la qualité qu'en ce qui concerne les prix; néanmoins, elles demandèrent une protection spéciale, l'interdiction à la frontière des huiles de coupage (huile d'arachide et de coton) susceptibles de frauder les produits indigènes et de porter atteinte à leur réputation mondiale.

Ce qui fut fait, en insérant dans les tarifs douaniers tunisiens un droit prohibitif sur les huiles autres que celles d'olive.

Autre exemple : La Tunisie est un pays qui produit les fruits les plus divers et entretient de nombreuses cultures maraîchères. Il convenait donc, dans ce domaine encore, de la protéger judicieusement, car il ne fallait pas heurter de front les susceptibilités des maraîchers français; à cette fin on utilisa les deux moyens suivants :

On appliqua, d'une part, aux produits français à leur entrée en Tunisie, une modique taxe de 8 % « ad valorem », ce qui ménageait les susceptibilités; d'autre part, on fit jouer les nombreuses ressources réservées par les dispositions des lois antiphylloxériques, que l'on renforça par des prohibitions et des restrictions complémentaires. (Voir prohibitions et restrictions d'entrée, p. 53 et suivantes).

Finalement, la Tunisie est un pays grand producteur de céréales de la meilleure qualité, ne craignant alors, au point de vue de prix de revient, que la concurrence des seuls blés russes.

Cette crainte, d'ailleurs, était purement théorique car, par suite d'un curieux concours de dispositions douanières, la Tunisie échap-

pait en fait à cette concurrence, au grand préjudice des recettes douanières françaises, et des intérêts des minotiers tunisiens.

En effet, de par la loi de 1890, les céréales d'origine tunisienne entraient en franchise en France.

D'autre part, le tarif tunisien de 1898, consacrant une vieille situation douanière, permettait l'entrée en franchise des céréales françaises et étrangères. Cette situation permettait le **manège** suivant : La Tunisie exportait en France l'intégralité de sa récolte de blé qui, exceptionnellement, n'était pas soumis au contingentement qui était alors la règle générale et satisfaisait à ses propres besoins en achetant à très bon prix des farines fabriquées à Marseille avec des blés russes, admis temporairement en franchise qui, après transformation, pouvaient être réexpédiés en Tunisie, pays protégé mais terre étrangère, en ne payant qu'une modique taxe de 8 % « ad valorem » qui d'ailleurs grevait également les farines fabriquées avec les blés français.

Cette situation lésait, sinon les agriculteurs français, puisque la production en céréales de la France était alors insuffisante pour les besoins de la consommation, du moins ceux des minotiers tunisiens qui se trouvaient dans l'impossibilité d'alimenter leurs meules, et de la douane française qui était frustrée des droits afférents aux quantités de blé introduites déloyalement en France.

La loi du 19 Juillet 1904 (1) et le décret tunisien du 9 du même mois, vinrent mettre un terme à cette situation en instituant l'Union Douanière des céréales entre la France et la Tunisie.

La protection de l'agriculture et de l'industrie minotière tunisiennes se trouvait dès lors réalisée.

(1) J. O. F. du 20 juillet 1904, p. 4.534 : Art 1^{er} : « Les céréales et leurs dérivés « d'origine et de provenance tunisiennes seront, sans limitation de quantités, mais sous « réserve des autres formalités prévues à l'art. 5 de la loi du 19 juillet 1890, admis de « plein droit en franchise à l'entrée en France dès que les similaires étrangers auront « été frappés à leur entrée dans la Régence des droits du tarif minimum français ».

VI

AMENAGEMENT PROGRESSIF DES RELATIONS COMMERCIALES FRANCO-TUNISIENNES

Dans les années qui allaient suivre, la France devait aménager progressivement la brèche ouverte dans la barrière douanière de la Tunisie, par le décret du 2 Mai 1898 (1).

Ainsi, les dispositions de ce décret permettaient l'entrée en franchise en Tunisie des produits suivants de provenance française :

« Animaux vivants, laines, soies ouvrées ou moulinées, sucre, « huile pure d'olive, de lin et de ricin, vins provenant exclusive- « ment de la fermentation de raisins frais, eau-de-vie, alcools purs « et liqueurs, métaux, fils et tissus, broderies et vêtements, ma- « chines et mécaniques, ouvrages en métaux (à l'exception de « l'orfèvrerie, de la bijouterie, de l'horlogerie), carrosserie, agrès « de navires et leurs appareils en métaux et en tissus. »

Des décrets beylicaux postérieurs sont venus allonger cette liste : décret du 11 Octobre 1900 ouvrant le marché tunisien aux beurres français (J. O. T. du 20 Octobre); décret du 2 Juin 1904, aux dynamites et explosifs de toute nature autres que les poudres à feu (J. O. T. du 4 Juin); décret du 27 Novembre 1907, aux fèves (J. O. T. du 27 Novembre); décret du 20 Novembre 1927, aux vins provenant de la fermentation des raisins frais (J. O. T. du 10 Décembre).

Le marché métropolitain de son côté s'ouvrait plus largement à notre commerce en étendant à diverses productions tunisiennes les dispositions de l'art. 1^{er} et de l'art. 5 de la loi du 19 Juillet 1890 : aux viandes frigorifiées, par la loi du 1^{er} Avril 1914 (J. O. F. du 4 Avril); aux oranges, mandarines, citrons, cédrats, amandes, dattes, caroubes, bananes, par la loi du 25 Novembre 1915 (J. O. F.

(1) Il existe deux décrets tunisiens en date du 2 mai 1898, l'un établissant le tarif général des droits d'importation et d'exportation, l'autre relatif au régime à l'importation des marchandises françaises ou algériennes dénommées au tableau annexe qui énonce la liste des marchandises françaises admises en franchise autres que celles bénéficiant des exemptions du tarif général. Ces deux décrets sont publiés au J. O. T. du 3 mai 1898,

du 27 Novembre); à certains produits de l'industrie du tissage, par la loi du 14 Novembre 1921 (J. O. F. du 16 Novembre); aux pâtes de cellulose, par la loi du 10 mai 1923 (J. O. F. des 11 et 12 mai).

Mais la réforme la plus importante effectuée dans l'économie douanière franco-tunisienne, a été celle réalisée par les décrets beylicaux des 24 Juillet 1928 et 20 Décembre 1929, et des décrets français portant la même date, pris en vertu des dispositions d'une loi du 30 Mars 1928 (1) qui sont venus modifier dans ses principes l'économie du statut douanier franco-tunisien.

Nous avons vu, qu'en vertu de la loi du 19 Juillet 1890, un certain nombre de produits d'origine et de provenance tunisiennes, étaient admis au bénéfice d'un régime douanier de faveur, mais seulement dans les limites de crédits d'importation annuellement arrêtés par le Gouvernement Français. Cet état de choses présentait de sérieux inconvénients. Le plus grave consistait dans l'insécurité qu'entraîne, pour la production et le commerce, la limitation annuelle et arbitraire des quantités de marchandises à admettre en franchise, au vu de statistiques de prévision extrêmement difficiles à établir et dont on ne peut jamais certifier l'exactitude.

Or, tous ceux qui collaborent à la production, savent quelle perturbation jette dans les affaires l'épuisement des crédits d'exportation, les surprises, l'énervement, et souvent, la crise qui s'en suivent.

De plus, les produits non dénommés, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas nommément admis en franchise, étaient soumis au tarif minimum français; or, ce tarif, suivant la tendance des nations modernes, était devenu de plus en plus protecteur et, par surcroît, les produits non dénommés (tout comme ceux énoncés aux articles 1^{er} et 2 de la loi de 1890) ne pouvaient pénétrer en France que dans les limites des crédits d'importation déterminés (voir plus haut p. 31), alors que cette dernière restriction n'était pas imposée au

(1) J. O. F. du 1^{er} avril 1928, page 3.719.

ART. 3 : « Le Gouvernement pourra par décret admettre en franchise les produits d'origine et de provenance tunisiennes autres que ceux visés à l'art. 1^{er} de la présente loi. « Toutefois l'application de cette mesure sera subordonnée à la condition que les produits similaires français bénéficieront du même régime à leur entrée en Tunisie et « que les similaires étrangers y seront, d'autre part, soumis au même tarif douanier « qu'à leur entrée en France. »

ART. 4 : « Les dispositions de la présente loi ne s'appliqueront pas aux produits dont « la vente intérieure en Tunisie était l'objet d'un monopole d'Etat à la date de la promulgation de la présente loi. »

commerce étranger qui jouissait de la clause de la nation la plus favorisée.

Les décrets précités des 24 Juillet 1928 et 9 Décembre 1929 vinrent mettre un terme à cette situation, d'une part, en augmentant le nombre des articles admis en franchise, d'autre part, en supprimant le système des contingentements.

Par application de ces textes, les marchandises qui y sont visées, originaires de la Tunisie ou nationalisées par le paiement des droits de douane, bénéficient de la franchise des droits d'importation à leur entrée en France. Réciproquement, les marchandises similaires, d'origine française ou nationalisées par le paiement des droits de douane, bénéficient de la franchise des droits d'importation à leur entrée en Tunisie. Les mêmes produits de provenance étrangère sont assujettis, à leur entrée en Tunisie, aux droits figurant au tarif douanier français.

Quant aux marchandises françaises non exemptées, elles sont soumises à leur entrée en Tunisie aux droits édictés par le tarif tunisien.

Les articles d'origine et de provenance tunisiennes non exemptés sont soumis, à leur entrée en France, aux droits du tarif minimum.

Pour bénéficier des traitements de faveur qui leur sont accordés (exemption ou tarif minimum), les produits tunisiens doivent justifier des conditions suivantes, prescrites par l'art. 302 du Code des Douanes modifié par la loi du 1^{er} Août 1932 :

a) venir directement, avec ou sans escale, de Tunisie en France ou Algérie;

b) être transportés de l'un des ports de Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax, Gabès, Djerba, Tabarka, Zarzis;

c) être accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par le Contrôleur Civil de la circonscription et visé au départ par un Receveur des Douanes de nationalité française, ou, dans les ports de l'extrême Sud de la Régence, par les chefs de bureau et d'annexe du service des affaires indigènes,

d) enfin, être importés par des navires français.

*
**

Les vins et produits vinicoles, d'origine et de provenance tunisiennes, sont soumis à leur importation en France, à un régime plus compliqué qu'il convient d'exposer et de critiquer d'une ma-

nière toute spéciale en raison de l'importance économique et politique que présente pour la Tunisie l'industrie viticole.

Jusqu'en 1928 la loi française du 19 Juillet 1890 avait permis l'écoulement facile des vins tunisiens.

Les dispositions de cette loi en ce qui concerne les vins étaient les suivantes :

« Les vins d'origine et de provenance tunisiennes paieront à leur
« entrée en France un droit de 0 fr. 60 par hectolitre et, tant que
« leur titre alcoolique ne dépassera pas 11° 9; ceux dont le titre
« sera supérieur à 11° 9 paieront une taxe supplémentaire de 0 fr. 70
« par degré. Chaque année des décrets rendus par le Président de
« la République sur la proposition des Ministres des Affaires Etran-
« gères, des Finances, du Commerce et de l'Agriculture, détermi-
« neront, d'après des statistiques officielles fournies par le Résident
« Général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions
« de la nouvelle loi. »

Dans l'esprit du législateur de 1890, le contingentement des vins comme celui des autres produits tunisiens admis en franchise constituait une mesure destinée à ne pas permettre qu'à la faveur du régime privilégié et par le canal de la Tunisie dont les frontières n'étaient pas protégées les produits analogues étrangers pénétrant en France.

Le contingent ainsi admis en franchise devait donc comprendre la production totale du vignoble tunisien pendant l'année considérée.

Ce régime de faveur a été complètement modifié par la loi du 30 Mars 1928 dont les dispositions étaient les suivantes :

« Sont admis en franchise les produits de provenance et d'ori-
« gine tunisiennes, énumérés ci-après :

« 1° Jusqu'à concurrence d'un crédit annuel d'importation de
« 550.000 hectolitres, les vins de raisin frais, dont le titre alcoo-
« lique ne dépassera pas 14°, les moûts mutés au soufre, les mis-
« telles et les vins de liqueurs.

« Jusqu'à concurrence d'un contingent de 12.000 hectolitres
« d'alcool vinique, pour le produit de la distillation de 100.000
« hectolitres de vin.

« Un décret peut autoriser la transformation de 6.000 hectolitres
« d'alcool en 50.000 hectolitres de vin.

« La loi prévoit, en outre, que le contingent normal pourra être

« augmenté chaque fois que la production globale française et algérienne sera déficitaire, cette production étant évaluée normalement à 60 millions d'hectolitres. Le supplément à importer serait de 20.000 hectolitres pour un million d'hectolitres de déficit. »

Puis, les dispositions de la loi du 30 Mars 1928 ont été aggravées par celles de la loi du 1^{er} Janvier 1930, qui, par son article 4, interdit dans les coupages l'emploi des vins importés, catégorie qui comprend les vins tunisiens entrés en France hors contingent.

*
**

Quelles raisons a-t-on pu invoquer pour motiver un pareil traitement ?

On nous a reproché, tout d'abord, l'extension que nous avons donnée à notre vignoble.

S'il est exact que le vignoble tunisien a atteint aujourd'hui une superficie de 50.000 hectares, il convient d'ajouter immédiatement que la Tunisie, contrairement à l'Algérie et au Midi de la France, ne possède que peu de terres susceptibles d'être complantées en vigne, la culture de cet arbuste n'étant possible que sur la zone côtière septentrionale. Par conséquent, il n'existe pour les intérêts des viticulteurs de la Métropole aucun danger à laisser la Tunisie atteindre son plein épanouissement dans cette branche de son activité économique.

Ce danger est d'autant moins existant que les vins tunisiens, forts en degré et en couleur, constituent pour ceux du Midi, de bons vins de coupage, nécessaires pour relever le niveau plutôt bas des vins métropolitains de grande consommation.

Mais, si les vins tunisiens ne constituent aucune concurrence pour les vins du Midi, si les mesures prises à leur encontre ne produisent aucune réaction sensible sur le marché français, il n'en est pas de même de leur répercussion sur la situation économique, sociale et politique de la Tunisie, qui constitue un petit Tout, dont la viticulture est un élément principal et à l'intérieur duquel Tout, toute action sur un des éléments constitutifs réagit immédiatement et énergiquement sur les autres.

Cette situation de droit qui provoque chaque année au moment de la récolte une offre massive, cause à la Tunisie un grave préjudice.

De plus, indépendamment de cette moins-value résultant de la loi de l'offre et de la demande, après épuisement du contingent, tous les vins non expédiables subissent une seconde moins-value égale au montant des droits à payer en France.

Pour remédier à cette situation, divers moyens ont été proposés, entre autres la création d'une Caisse de Compensation (1) destinée à éviter, par un arrangement de famille, l'affolement inévitable résultant de la course à l'exportation, conséquence nécessaire du régime de contingentement.

*
* *

Pour donner une idée exacte des réactions provoquées sur la population française et européenne de la Régence, par les dispositions des lois de 1928 et 1930, rien ne me paraît aussi efficace que céder un instant la plume au Président de l'Assemblée Générale des Colons tenue le 29 Avril dernier en reproduisant dans ses propres termes le contenu d'un ordre du jour voté à l'issue de cette assemblée :

« Une fois de plus, constate-t-elle, les viticulteurs tunisiens se voient contraints de crier leur détresse au Gouvernement du Protectorat et au Gouvernement Français.

« Ils ont, dans leurs caves, un tiers de la dernière récolte qu'ils ne peuvent vendre; sur ces vins bloqués, les banques ne veulent consentir aucune avance. Les transactions habituelles du printemps sont complètement arrêtées et le logement manquera pour vinifier la prochaine vendange.

« Des députés venus récemment en Tunisie, nous ont dit : On ne sait pas en France ce qui se passe ici. C'est très grave, et nous dirons à Paris ce que nous avons vu et entendu.

« Depuis des mois, des vœux ont été émis, des appels de détresse ont été lancés. La France restera-t-elle indifférente aux malheurs de tous les enfants tunisiens ?

(1) Cet organisme avait été conçu comme pouvant être géré par l'Office du Vin qui aurait fixé chaque année vers la fin de mai, le montant de la taxe à percevoir d'après les apparences de la récolte, les stocks existants et le solde en caisse des exercices précédents.

Il avait même été envisagé que le montant des taxes aurait été perçu par les services des Contributions Indirectes.

La partie excessive des droits payés par les exportations tunisiennes hors-contingent aurait été remboursée sur le vu du duplicata du passe-avant, du connaissement et de la quittance de la Douane française.

Une prime spéciale avait été prévue pour les vins exportés à l'étranger.

« Chaque mois, il entre en France 200.000 hectolitres de vins « étrangers; les vins tunisiens seront-ils refusés plus longtemps ?

« Considérant l'état de choses qui vient d'être exposé, les agri-
« culteurs français de Tunisie, *exaspérés par la situation tragique*
« *de la viticulture* de ce pays, rappellent les promesses faites depuis
« Juillet 1931, concernant la révision de la loi de 1928, déplorent
« que le Gouvernement Français n'ait pu, jusqu'à ce jour, tenir
« ses promesses en déposant le projet de loi résultant *des con-*
« *clusions de la Commission Interministérielle du 16 Février*
« 1932 (1);

« Rappellent leur vœu émis dans leur réunion précédente et,
« tout en réservant leurs droits pour l'avenir, demandent que les
« vins entrant en France hors contingent, ne soient soumis qu'à un
« droit maximum *de 21 francs par hectolitre* (au lieu de 84) (2);

« Attirent l'attention du gouvernement tunisien sur la *situation*
« *tragique des vigneron*s tunisiens ayant encore dans leurs chais une
« partie de la récolte de 1932, alors qu'il faudra dans quelques
« mois loger la récolte 1933. L'incertitude du régime qui leur est
« appliqué rend toute transaction impossible et supprime les crédits
« bancaires. Ils demandent l'organisation des warrantages des vins
« en même temps que celui des céréales et des huiles;

« Protestent encore une fois contre la situation faite aux intérêts
« de la France en Tunisie;

« Insistent pour qu'une propagande active soit faite en France
« dans le but de démontrer *l'injustice dont la Tunisie est victime*;

« *Déclarent formellement que les troubles politiques et écono-*

(1) Voici résumé dans ses grandes lignes, le projet conçu par la Commission du 16 Février 1932 :

En premier lieu, le crédit annuel d'importation de 550.000 hectolitres était main-
« tenu et, d'autre part, le droit exigible sur les vins hors-contingent était ramené à la
« moitié du tarif minimum actuel, c'est-à-dire, à 42 francs, somme qui représente exac-
« tement le tarif exigible en 1928. Enfin, les vins tunisiens, comme les vins français et
« algériens, devaient être admis au coupage.

« La situation de 1928 se trouvait ainsi intégralement rétablie.

« Mais le projet de loi, ne bornait pas là son effort; il établissait une nouvelle me-

(2) En réalité, les viticulteurs réclamaient non pas le droit d'introduire en franchise un contingent déterminé et, pour le surplus des quantités exportées, la réduction à 21 francs de l'imposition douanière, mais la suppression pure et simple du système du contingentement, étant disposés, dès lors, à supporter un droit de 21 francs par hectolitre de vin exporté, à condition, toutefois, qu'il ne fut fixé aucune limite à leurs possibilités d'exportation.

« miques, dont la Tunisie est atteinte, sont le résultat d'une misère croissante;

« Adjurent le Gouvernement de prendre d'urgence les décisions qui éviteront la ruine des viticulteurs et le chômage pour la population indigène. »

Telle est, esquissée dans ses grandes lignes, la question des vins en Tunisie.

Le statut franco-tunisien en ce qui concerne la viticulture de notre pays, est inique.

La grande fortune du Gouvernement Français dans ce litige, réside en ce que la viticulture se trouve presque entièrement entre les mains de colons français ou étrangers.

Cette situation permet au conflit de conserver un caractère purement économique, non susceptible de répercussions politiques; en effet, l'étranger en Tunisie, respectueux des lois de l'hospitalité, se tait; quant au colon français, il est certain qu'il ne lèvera jamais la main contre la Mère-Patrie.

Il en serait peut-être autrement si, comme l'agriculture, la viticulture intéressait plus directement la population indigène.

Une nouvelle loi du 8 Juillet 1933 est venue modifier, sans l'améliorer sensiblement, le statut douanier vinicole franco-tunisien.

Une fois de plus, les réalités ont déçu nos espérances légitimes.

Agissant, comme si aucun desideratum n'avait été formulé, le Sénat, entérinant des dispositions arrêtées par la Chambre des Dé-

« sure en faveur de la Tunisie : il lui accordait, en effet, un crédit supplémentaire de 250.000 hectolitres, dans la mesure où ce contingent prendrait la place de produits vinicoles étrangers, ce contingent devait s'appliquer aux vins de plus de 13 degrés, aux mistelles et aux vins de liqueurs qui, à partir de 12 degrés, devaient payer un droit égal au droit de consommation d'alcool. Ces mistelles et vins de liqueurs ne pouvaient être fabriqués qu'avec de l'alcool vinique, sans que celui-ci soit imputé sur le crédit annuel autorisé de 12.000 hectolitres.

« Enfin les moûts concentrés devaient être admis au bénéfice du régime des vins à leur entrée en France ou en Algérie, dès que la Tunisie aurait adopté la même réglementation actuellement à l'étude dans la Métropole.

« Les effets de cette nouvelle législation devaient être limités aux plantations qui existaient le premier mars 1933 et aux plantations de remplacement. »

Il est d'ailleurs à remarquer, à ce sujet, que le Protectorat n'avait pas attendu le dépôt de ce projet de loi pour prendre les mesures susceptibles de limiter la surproduction et les effets de la crise actuelle.

C'est ainsi que, tout d'abord, il avait interdit l'exportation des vins titrant moins de 11 degrés, orientant nettement sa production vers les vins de haut degré, produits en petite quantité par les vignobles français.

D'autre part, un premier décret du 15 juillet 1932, avait réglementé étroitement l'extension des plantations de vignes dans la Régence, et un second décret, du 3 mai de l'année courante, avait interdit complètement toute plantation, replantation et remplacement de vignes.

putés, vota, le 8 Juillet dernier, un texte de loi qui est loin de répondre aux légitimes revendications des viticulteurs tunisiens.

Nous en reproduisons ci-dessous la teneur :

ARTICLE PREMIER. — « Les dispositions de l'article premier de la loi du 30 Mars 1928 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Le crédit annuel d'importation en franchise visé à l'article premier, paragraphe premier de la loi du 30 Mars 1928, est maintenu à 550.000 hectolitres de vins de raisin frais ne dépassant pas 14 degrés, de moûts mutés au soufre, de mistelles et de vins de liqueurs.

« La proportion de mistelles et de vins de liqueurs comprise dans ce contingent ne devra pas dépasser 20 p. 100.

« Les mistelles et vins de liqueurs doivent être obligatoirement fabriqués à l'aide d'alcool vinique. Cet alcool ne sera pas imputé sur le crédit annuel d'importation de 12.000 hectolitres fixé par l'article premier, du paragraphe 2 de la loi du 30 Mars 1928.

« Les produits vinicoles tunisiens importés en sus de ce contingent en franchise seront soumis aux droits du tarif minimum réduit à 50 p. 100 jusqu'à concurrence d'un contingent de 500.000 hectolitres. Au delà, ils devront acquitter les droits du tarif minimum (soit 8½ francs, indépendamment de la taxe sur les alcools qui est de 13 fr. 50 par degré, au-dessus de 12°).

« Les droits ainsi perçus seront reversés au budget tunisien à charge pour ce dernier de les employer exclusivement à favoriser le remplacement des plantations existantes par d'autres cultures.

ART. 2. — « A dater de leur mise à la consommation en France ou en Algérie, les produits vinicoles tunisiens seront soumis, à tous points de vue, au même régime que les produits similaires algériens.

ART. 3. — « Ne pourront bénéficier des dispositions qui leur seront applicables aux termes de la présente loi que les produits provenant de vignobles plantés soit antérieurement au 1^{er} Mars 1933, soit postérieurement à cette date, lorsqu'il s'agira de vignobles préexistants.

« L'application de ces différentes mesures est subordonnée à la condition que les expéditions seront échelonnées sans que le contingent expédié vers la France puisse dépasser par période de deux mois 175.000 hectolitres pour chacun des deux contingents

« en franchise et à demi-droit visés à l'article premier de la présente loi.

« Les principes, devant servir de base à la répartition de ces contingents entre les producteurs, seront établis par le Gouvernement tunisien en accord avec le Gouvernement français.

ART. 4. — « La date d'ouverture des contingents est fixée au 10 Septembre de chaque année.

« Exceptionnellement et par mesure transitoire, le Gouvernement pourra, par décret, permettre l'entrée en franchise en France et en Algérie, entre le 1^{er} Août et 10 Septembre 1933, d'une quantité de vins qui ne pourra dépasser les quantités qui ont fait l'objet du décret du 16 Février 1933.

« Les produits actuellement en attente de régularisation, sous le régime de la soumission cautionnée sur port français bénéficieront de l'admission en franchise dans les mêmes conditions.

ART. 5. — « Des décrets rendus sur la proposition du Président du Conseil, des Ministres des Affaires Etrangères, des Finances, du Budget, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie détermineront les conditions d'application de la présente loi. »

Il convient de signaler que deux décrets français ont été pris le 16 Février et le 28 Juillet 1933 en vue de permettre l'introduction en France des expéditions tunisiennes que l'épuisement du contingent 1932 avait bloquées sur les quais de Marseille.

VII

RELATIONS DOUANIERES DE LA TUNISIE AVEC L'ALGERIE ET LES COLONIES FRANÇAISES

L'article 10 de la loi des Finances du 24 Décembre 1884 disposait que les produits étrangers devaient acquitter, à leur entrée en Algérie, les mêmes droits que s'ils étaient importés en France. En conséquence, à dater du 19 Juillet 1890, la Tunisie pouvait invoquer, dans ses rapports douaniers avec l'Algérie, le bénéfice de la loi nouvelle.

L'article 16 de la loi des Finances précitée, précisait, en outre, que rien n'était changé aux dispositions de l'article 6 d'une loi du 17 Juillet 1867 qui permettait l'entrée en franchise à certains produits d'origine marocaine et tunisienne qui empruntaient la voie de terre pour pénétrer en Algérie.

Les marchandises tunisiennes, à leur entrée en Algérie, se trouvaient donc soumises à un régime différent suivant qu'elles empruntaient la voie de terre ou la voie maritime : franchise dans le premier cas, statut franco-tunisien dans le second.

Mais, dans ces conditions, qu'elle était la raison d'être de cette barrière douanière qui existe tout le long de la frontière algéro-tunisienne et qui expose dans les deux sens le voyageur et la marchandise à une série de contre-temps si fâcheux ?

L'explication de cette situation est simple. L'Algérie et la Tunisie sont soumises à des régimes fiscaux intérieurs et à des régimes douaniers très différents; il fallait donc instituer entre les deux pays une barrière de contrôle dans le but d'empêcher une contrebande particulièrement lucrative qui, sans elle, n'aurait pas manqué de s'exercer simultanément des deux côtés de la frontière.

Mais ce statut particulier a été profondément modifié par la loi du 28 Juillet 1933 dont l'art. 5 dispose que, exception faite pour les bois et le chlorure de sodium, l'art. 6 de la loi du 18 Juillet 1867 est abrogé en ce qui concerne les importations par voie de terre des produits originaires de Tunisie.

Désormais donc, le commerce extérieur algéro-tunisien, qu'il s'opère par voie de terre ou par voie de mer, se trouve soumis à un même régime qui est, sous réserve de quelques minimes divergences, le statut douanier franco-tunisien.

*
* *

En règle générale les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine (à l'exception de certains territoires) sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Cette situation résulte de l'article 3, d'une loi du 11 Janvier 1892.

Dans ses rapports avec ces colonies, la Tunisie, pays étranger, pouvait donc réclamer les diverses dispositions de faveur qui lui étaient accordées par la France et notamment celles résultant de la loi de 1890.

Mais, malgré cette disposition législative parfaitement claire, il fut décidé que la Tunisie subirait dans ses relations commerciales avec les colonies françaises, les droits figurant au tarif général français.

On justifia cette solution en expliquant que la loi de 1890 était muette sur la question.

Mais cette explication est insuffisante.

La loi de 1890 était également muette sur la question des échanges commerciaux algéro-tunisiens, et pourtant le bénéfice de la loi de 1890 leur avait été étendu parce qu'une disposition législative — l'article 10 de la loi des Finances du 29 Décembre 1884 — permettait de le faire.

S'il en fut décidé autrement pour la Tunisie, ce fut en raison des circonstances particulières : la Tunisie se trouvait alors soumise dans ses relations commerciales avec la France au régime du contingentement.

L'application des dispositions et des conséquences logiques de la loi du 11 Janvier 1892 aurait ainsi entraîné des complications que l'on voulut éviter.

Aujourd'hui, bien que le régime des crédits d'importation ait disparu de nos relations avec la France, la situation n'a pas changé, de sorte que les exportations tunisiennes aux colonies françaises sont toujours soumises aux droits figurant au tarif général français.

VIII

REGIME DOUANIER REGISSANT LES RELATIONS COMMERCIALES DE LA TUNISIE AVEC L'ETRANGER (PAYS AUTRES QUE LA FRANCE, L'ALGERIE ET LES COLONIES FRANÇAISES)

Nous venons d'étudier le statut douanier spécial régissant les rapports commerciaux entre la Tunisie et la France-Algérie, reste à étudier le régime qui, d'une façon générale, régit à l'importa-

tion et à l'exportation, le mouvement commercial extérieur de la Tunisie.

Depuis le 1^{er} Juillet 1914, ce régime est déterminé à l'importation par le décret tunisien du 30 Mai 1914 (1) et actes subséquents.

Les droits édictés par ces textes ne sont plus, sauf de rares exceptions, que des droits spécifiques (2).

Un décret du 20 Décembre 1922 (3) a autorisé l'application des coefficients de majoration métropolitains aux marchandises soumises à leur importation aux droits du tarif tunisien annexé au décret tunisien du 30 Mai 1914. Ces coefficients, qui ne pouvaient être supérieurs à 3 pour les marchandises étrangères autres que celles d'origine ou de provenance allemandes lorsque les marchandises similaires originaires de France ou d'Algérie sont exemptes de droits, ont été majorés de 69 % par le décret du 28 Décembre 1926; ils ont été incorporés aux droits par décret du 1^{er} Juin 1929.

En outre des droits de douane, il est perçu, au moment de l'importation, des droits intérieurs sur les produits suivants :

Cacao, chocolat (décret tunisien du 28 Décembre 1929 et suivants); café vert, torréfié ou moulu, racine de chicorée préparée et les autres succédanés du café, thé, poivres, poivrels grabeaux et les autres imitations du poivre, piments secs ou moulus d'importation, clous et griffes de girofles, canelle et cassialignéa, muscades, macis et vanilles (décret tunisien du 17 Mars 1919 et suivants); essences de pétrole et autres essences minérales (décrets tunisiens des 20 Décembre 1919, 31 Décembre 1920, 28 Décembre 1926 et suivants); dynamites et explosifs, autres que les poudres à feu (décret tunisien du 2 Juin 1904 et suivants); produits de parfumerie et de toilette à l'exception des savons, dont le prix de vente ne dépasse pas trois francs et des produits dentifrices (décret tunisien du 30 Décembre 1927 et suivants); alcools et produits alcooliques (décret tunisien du 2 Mai 1898 et suivants); ouvrages en or et argent (décret tunisien du 18 Juillet 1905 et suivants); briquets mécaniques ou automatiques (décret tunisien du 20 Décembre 1913 et suivants); vins et

(1) J. O. T. du 30 mai 1914.

(2) La réforme a été opérée par le décret du 30 mai 1914 conformément à un vœu émis par la Conférence Consultative dans sa session de 1913. Les droits prévus au tarif de 1898 étaient appliqués « ad valorem », sauf exception. Les produits actuellement imposés « ad valorem » ne sont pas nombreux; se trouvent dans ce cas : les produits chimiques non dénommés, les médicaments composés, les faïences de provenance étrangère, les porcelains, horlogeries, boutons, etc...

(3) J. O. T. du 30 décembre 1922.

bières (décret tunisien du 20 Septembre 1917 et suivants); sucres et produits sucrés (décret tunisien du 2 Mai 1898 et suivants); viandes et peaux (décret tunisien du 8 Décembre 1906 et suivants); chapes, chambres à air ou pneumatiques pour automobiles, motocyclettes et side-cars; blocs et bandages pleins pour automobile (décret du 30 Décembre 1923 et suivants); diverses catégories de tissus de soie fabriqués mécaniquement (décret tunisien du 17 Février 1932 et suivant).

Ces droits sont indépendants de la taxe de statistique fixée par les décrets des 20 Septembre 1917, 28 Décembre 1926, 28 Décembre 1928 et 28 Décembre 1929, ainsi que de la surtaxe au droit de statistique établie depuis le 1^{er} Mars 1919, par le décret du 25 Février de la même année sur les marchandises, produits et objets, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation et au transit, et dont le taux a été modifié par divers décrets dont le dernier remonte au 28 Mars 1931 (1).

*
* *

Une particularité bien caractéristique de la Tunisie, c'est l'existence de droits à l'exportation; alors que tous les pays du monde ont institué le régime de la franchise absolue aux exportations des produits de l'industrie nationale qu'ils encouragent même par des attributions de primes, la Tunisie, elle, a établi sur nombre de ses produits des droits de sortie.

Ces droits, dont nous avons déjà retracé l'origine et la destination (voir page 30, note 2), ne sont plus aujourd'hui qu'une survivance; alors qu'en 1884 les droits à l'exportation frappaient 62 articles (2), ils n'en atteignent plus aujourd'hui qu'une vingtaine; les marchandises encore sujettes sont : l'alfa et le diss à l'état de brut ou travaillé, ainsi que les pâtes d'alfa ou de diss (3), les dattes, les chiffons, les éponges lavées ou non lavées, les grignons (à l'ex-

(1) La surtaxe au droit de statistique diffère de la taxe principale : 1° par son taux; 2° par son affectation spéciale aux Chambres Consultatives de Commerce et d'Agriculture. (En France la surtaxe au droit de statistique est affectée comme ressource à l'Office du Commerce). Le montant de la taxe, qui était de 0,15 par unité imposable lors de son institution, est actuellement de 0,70, celui de la surtaxe est passée progressivement de 0,05 à 0,20.

L'unité imposable varie suivant la nature de la marchandise.

(2) Consulter le tableau annexé au Décret tunisien du 3 octobre 1884, J. O. T. du 4 octobre 1884, page 409.

(3) Sont affranchis du droit d'exportation les alfas et les diss bruts et les pâtes d'alfa et de diss expédiés en France. (Décret du 24 décembre 1921).

ception de grignons traités par le sulfure de carbone et entièrement secs), les huiles d'olive et de grignons et les huiles de coton, les olives fraîches, les peaux brutes, les poulpes, les poissons et les langoustes, le minerai de plomb, le plomb métal (1) et le sel. Un droit d'exportation frappe également les poulains, ainsi que les juments et les pouliches dont l'âge ne dépasse pas, pour les premiers quatre ans et demi, et pour les autres six ans (décret du 15 Mai 1904).

Bien qu'existant à l'état de survivance, ces droits de sortie pèsent encore lourdement sur les produits qui en sont grevés, sur les huiles et les alfas en particulier.

Nous examinerons d'une manière concrète les conséquences funestes de l'existence de ces droits à la deuxième partie de notre étude, aux chapitres que nous avons réservés au commerce des huiles et à celui de l'alfa.

Indépendamment des droits d'exportation proprement dits, il est en outre perçu à la sortie :

Un droit d'extraction de 0,50 par tonne sur les phosphates de chaux naturels et les phosphates de chaux transformés, non employés en Tunisie (décrets des 1^{er} Décembre 1898 et 12 Mars 1912), ramené à 0,35 par le décret du 28 Décembre 1932 et une taxe de sortie actuellement fixée à 0,50 par tonne (décrets des 5 Novembre 1920, 31 Décembre 1921, 1^{er} Juin 1928 et 28 Décembre 1932).

Une taxe d'extraction de 0,25 sur les superphosphates de chaux (décret du 12 Mars 1912 et arrêté du 27 Octobre 1913) et une taxe de sortie variable à fixer par arrêté (décrets des 15 et 22 Novembre 1920); cette taxe est fixée à la moitié de la taxe spéciale existant sur les phosphates naturels (arrêté du 29 Janvier 1921).

Une taxe sanitaire sur les animaux vivants, la viande et les peaux exportés (décrets des 14 Février 1904 et 30 Décembre 1927).

Une taxe de 5 % de la valeur sur les minerais de fer exportés (décret du 29 Décembre 1931).

Un impôt représentatif de l'impôt foncier et du droit de statistique à raison de 2 fr. 50 par hectolitre sur les vins, moûts de raisins frais et vendanges fraîches exportés.

Un droit de statistique de 1 franc par quintal de blé dur et de

(1) La taxe de sortie n'est pas applicable aux minerais de plomb ni au plomb métal exportés en France ou en Algérie. (Décision du 6 mars 1932, n° 6, 522 - 2).

blé tendre exporté (créé par le décret tunisien du 23 Août 1933 portant fixation d'un prix minimum du blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé).

Finalement le système douanier tunisien comporte un certain nombre de prohibitions et de restrictions d'entrée et de sortie qu'il convient de connaître :

PROHIBITIONS D'ENTREE ET DE SORTIE. — a) *Importation.* — Est prohibée l'entrée en Tunisie des produits suivants :

armes et munitions de guerre (décrets des 18 Mars 1913 et 7 Janvier 1914); poudre à feu (décret du 3 Octobre 1884), cette prohibition peut toutefois être levée pour la poudre importée dans des cartouches moyennant le paiement des droits suivants (décret et arrêté du 22 Décembre 1930 et arrêté du 3 Avril 1931) :

60 francs par cent pour les cartouches pour fusils de chasse (carnadières) des calibres 4 à 10 inclusivement;

40 francs par cent pour les cartouches pour fusils de chasse des calibres 12 à 20 inclusivement et les cartouches à balles pour armes de précision de tous calibres;

30 francs par cent pour les cartouches pour fusils de chasse des calibres supérieurs à 20;

20 francs par cent pour les cartouches de revolvers (à broche, percussion centrale ou percussion annulaire) des calibres 12 à 15 millimètres inclusivement;

10 francs par cent pour les cartouches pour tous revolvers de calibre inférieur à 12 m/m et pour cannes-fusils de tous calibres;

10 francs par cent pour les cartouches flobert pour tirs de précision à longue portée;

5 francs par cent pour les cartouches flobert pour armes de salon à plomb;

capsules de poudre fulminante, de guerre;

fulmi-coton (tarif du 2 Mai 1898);

sel, tabac, takrouiri, kif, chira et haschich (décrets des 3 Octobre 1884 et 5 Juin 1895), exception faite : 1° pour les sels de table genre cérébos, sous réserves de l'autorisation préalable du Directeur Général des Finances et de l'acquittement d'un droit de 200 francs par 100 kilos; 2° pour les tabacs à fumer, à macher, les cigares et les cigarettes pour l'usage personnel des importateurs, jusqu'à concurrence de 10 kilos par destinataire et par année, avec interdiction de vente et sous réserve de l'autorisation de l'Admi-

nistration, de l'accomplissement de certaines formalités et de l'acquiescement d'un droit d'importation variant de 90 à 220 francs par kilo (décrets des 2 Mai 1896, 6 Décembre 1919, 30 Décembre 1922, 8 Janvier et 31 Décembre 1925, 30 Décembre 1927 et 28 Décembre 1928);

saccharine (décret du 18 Février 1898);

contrefaçons en librairie (décret du 2 Mai 1898);

allumettes et cartes à jouer (décret du 12 Juillet 1898); les cartes à jouer pour usage personnel peuvent être admises à l'entrée sur l'autorisation du Directeur Général des Finances et moyennant le paiement de droits compensateurs (décret et arrêté du 22 Décembre 1930 et arrêté du 3 Avril 1931);

monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère (décret du 15 Décembre 1891);

monnaies d'argent n'ayant plus cours légal dans leur pays d'origine (décret du 15 Mars 1904);

vins falsifiés, mouillés ou vinés (décret du 27 Janvier 1897);

vins de raisins secs (décret du 23 Septembre 1897);

vins de sucre et de mélasse (décret du 23 Juillet 1904);

vins piqués, tournés, croupis, aigris ou avariés, impropres à la consommation (décret du 2 Juillet 1920);

animaux vivants de l'espèce bovine, leurs débris frais et peaux fraîches en provenance de la Métropole (décret du 27 Mars 1912);

animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de tous pays à l'exception de la Métropole (sous réserve de la prohibition édictée par le décret du 27 Mars 1912), des pays de Protectorat et des colonies françaises (l'Afrique Occidentale Française exceptée), (décret du 14 Octobre 1920);

produits étrangers portant soit des marques, soit le nom du fabricant résidant en Tunisie, soit l'indication d'un nom ou d'un lieu de fabrique tunisienne (article 28 du décret du 3 Juin 1889, modifié par le décret du 22 Octobre 1892, et décret du 11 Septembre 1902);

marchandises provenant de points contaminés de peste ou de choléra, à moins qu'elles n'aient été préalablement admises en libre pratique dans un des ports de Marseille, Alger, Malte, Gênes et Naples (décret du 24 Octobre 1900);

colis provenant directement ou indirectement de localités contaminées de peste ou de choléra, lorsque ces colis contiennent du

linge de corps ayant ou n'ayant pas servi, des tapis vieux ou neufs ou toutes marchandises consistant en drilles, chiffons, cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, onglons, sabots, céréales, coton brut, laine en suint (décret du 24 Octobre 1900);

ceps de vignes, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines; marcottes, etc.; feuilles de vigne, même employées comme enveloppe, couverture et emballage; raisins de table ou de vendanges; marcs de raisins et tous les débris de la vigne; racines fraîches, échelas et tuteurs déjà employés, engrais végétaux, terres végétales, terreaux, fumiers et pouzzolanes;

huiles minérales raffinées autres que les essences qui émettent, à une température inférieure à 35° du thermomètre centigrade, des vapeurs susceptibles de prendre feu au contact d'une allumette enflammée (décret du 5 Septembre 1905);

opium, autre que l'opium officinal (décret du 24 Avril 1914);

absinthe, anisette, mastic, boukha, eaux-de-vie anisées et tous spiritueux similaires contenant des principes analogues à ceux contenus dans les spiritueux non désignés et formant, avec addition d'eau, un précipité analogue à celui de l'absinthe; essences, extraits et alcools, naturels ou artificiels, tels que d'absinthe, d'anis de badiane, de coriandre et d'hysopé susceptibles d'entrer dans la composition des spiritueux non désignés (décret du 25 Août 1914 et textes subséquents);

produits, remèdes, appareils et instruments anticonceptionnels (décret du 22 Juin 1923);

biberons à tube, tétines et sucettes fabriquées avec d'autres produits que le caoutchouc pur (décret du 8 Février 1924);

graines de coton provenant de tous pays autres que l'Algérie (décret du 12 Février 1925).

En outre, différentes dispositions, nécessités par les circonstances issues de la guerre, ont interdit l'introduction en Tunisie de certaines marchandises dont l'énumération est donnée par les décrets des 12 Août, 14 Octobre, 17 Novembre et 2 Décembre 1920.

b) *Exportation*. — Sont frappés de prohibition à la sortie :

le gibier, à l'exception du sanglier et des animaux de collection (décret des 14 Novembre 1910 et 15 Juin 1923);

les vaches et brebis en état de gestation (décret du 9 Octobre 1912);

les plants de dattiers degla (décret du 4 Février 1914);

les chameaux (décret du 12 Juin 1920), à l'exception de ceux âgés de plus de douze ans (arrêté du 15 Septembre 1932);

les meharas;

les souquets d'olivier destinés à la plantation (décret du 15 Juillet 1929);

les vins titrant moins de 11°, sous réserve d'une tolérance de 2/10° de degré au-dessous de 11°.

En outre, depuis le début de la guerre européenne, plusieurs décrets, dont quelques-uns ont été maintenus ont vigueur en raison de la situation économique du pays, ont interdit la sortie des produits alimentaires ou des marchandises utilisables par l'armée, qu'il a paru nécessaire de réserver pour les besoins de la consommation ou pour ceux de la défense nationale.

Ces prohibitions spéciales ne devant avoir qu'un caractère temporaire, il ne serait pas utile d'en reproduire ici la nomenclature, que l'on trouvera en se reportant au texte des décrets des 10 Août et 12 Septembre 1919, 12 Août 1920, 19 Juillet, 8 Décembre 1921, 23 et 24 Janvier 1922, 22 Janvier, 2 Mars 1923, 9, 11, 12 Février, 3 et 10 Mars, 2, 3 et 16 Avril, 30 Mai, 12 et 28 Juin, 4 Août, 19 Novembre 1924, 18 Mai 1925, 20 Mai, 16 Juillet, 10 Septembre, 24 Septembre, 13 Décembre 1926 et actes subséquents; observation faite que les prohibitions frappant un certain nombre de produits ont été rapportées par décret du 11 Septembre 1930.

RESTRICTIONS D'ENTREE ET DE SORTIE. — a) *Restrictions d'entrée.* — Sont soumis à des restrictions d'entrée :

les animaux des espèces chevaline, bovine, asine, caprine et porcine; les viandes fraîches et les peaux brutes, qui ne peuvent être introduits que par les ports de Tabarka, Bizerte, La Goulette, Tunis, Sousse, Sfax et Gabès, ou par les bureaux des frontières de terre moyennant : production de certificat de santé et d'origine, visite sanitaire et acquittement des taxes afférentes à cette visite (décret du 14 Février 1904);

les vaches laitières ou animaux reproducteurs de l'espèce bovine de France (décret des 1^{er} Février 1913 et 1^{er} Septembre 1921);

les vins non destinés à la consommation personnelle des particuliers, qui ne peuvent être introduits que par les ports de Tabarka, Bizerte, La Goulette, Tunis, Gabès et Hount-Souk et par les bureaux de frontières de terre de Ghardimaou, Babouch et Sakiet-Sidi-Youssef (décrets des 10 Décembre 1900 et 18 Février 1901);

les plants racinés de toute nature, les tiges souterraines, tubercules, bulbes, caïeux, rhizomes et, d'une façon générale, toutes les parties souterraines des végétaux à l'état vivant, ne peuvent être admis à l'importation que s'ils sont dégarnis de terre. Ils doivent, en outre, être accompagnés d'un certificat d'origine et d'un certificat phytopatologique délivré par les services compétents du pays d'origine, attestant que ces végétaux sont exempts de parasites nuisibles. Les végétaux accompagnés de ces certificats ne peuvent être introduits que par les ports de Bizerte, Tunis, Sousse, Sfax et Gabès et par le bureau de Ghardimaou pendant la période du 15 Octobre au 15 Mai, à l'exception des oignons à fleur qui peuvent être introduits à partir du 1^{er} Août de chaque année (décret du 22 Septembre 1932). Ces envois font l'objet d'une vérification d'un agent de service phylloxérique en présence du destinataire ou de son délégué. En outre, un décret du 11 Juillet 1932 (J. O. T. du 7 Septembre 1933) prohibe à l'importation les végétaux contaminés par certains parasites et fixe les conditions auxquelles est subordonnée l'entrée des végétaux afin de prévenir l'introduction de ces parasites;

exceptionnellement, les pommes de terre, patates douces et topinambours sont admis librement à l'importation par tous les bureaux de douane de la Régence, à la condition d'être rigoureusement dégarnis de terre;

les armes de chasse ordinaires, de luxe ou de toute autre nature dont l'introduction peut avoir lieu par tous les bureaux de douane ouverts aux opérations de commerce à l'importation moyennant la production par les importateurs d'une autorisation spéciale délivrée par le Directeur de la Sûreté Publique; exceptionnellement, les armes usagées peuvent être importées sur la production d'un permis de port d'arme, délivré par les autorités tunisiennes, se rapportant à l'arme présentée (décrets des 18 Mars 1913 et 7 Janvier 1914);

la dynamite et les explosifs de toute nature autres que les poudres à feu, les détonateurs de mine dont l'importation est subordonnée à une autorisation de la Sûreté publique (décret du 2 Juin 1904). Le pétrole et ses dérivés, les huiles de schiste et de goudron, les essences et autres hydrocarbures liquides qui ne peuvent être importés que par les ports de Tabarka, Bizerte, La Goulette, Tunis, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax et Gabès et les bureaux de la frontière de l'Ouest (décrets des 5 Septembre 1905 et 19 Juin 1912);

l'opium officinal, les substances vénéneuses, stupéfiants et autres produits toxiques visés dans le décret du 10 Mars 1927, qui ne peuvent être importés que par les pharmaciens et autres personnes se trouvant dans les conditions fixées par le décret (articles 2, 7, 8 et 10);

divers engrais azotés chimiques dont l'importation est subordonnée à l'autorisation préalable du Directeur général des Finances (décrets des 3 Juillet et 7 Novembre 1931).

L'importation du thé, quelle qu'en soit la quantité, ne peut s'effectuer que par les bureaux de Bizerte, Tunis, Sousse, Sfax, Gabès et Ghardimaou.

Les alcools d'origine étrangère sont, en principe, prohibés à l'importation. Des dérogations générales ou par voie d'autorisations individuelles sont toutefois prévues sous certaines conditions (contingentement, surtaxe de compensation).

b) *Restrictions de sortie.* — Les objets d'art ou d'antiquité découverts en Tunisie ne peuvent être exportés que sur production d'une autorisation écrite délivrée par le Directeur des Antiquités (décrets des 7 Novembre 1882, 7 Mars 1886 et 8 Janvier 1920). L'exportation des animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, des viandes fraîches et des peaux brutes, ne peut avoir lieu que par les bureaux désignés par le décret du 14 Février 1904 (voir *supra* aux restrictions d'entrée).

A leur sortie par mer, les animaux des espèces énumérées ci-dessus, les viandes fraîches et les peaux brutes sont soumis obligatoirement à la visite sanitaire et au paiement de la taxe afférente à cette visite.

IX

CONSIDERATIONS SUR LE PROBLEME DE L'UNION DOUANIERE

Nous avons ainsi étudié le régime douanier de la Tunisie, son histoire et son organisation actuelle.

L'histoire nous a révélé une évolution dont nous avons souligné les principales étapes. L'aboutissement de cette évolution a consisté

dans la formation entre la France et la Tunisie d'un régime d'union douanière très avancée mais, malgré tout, encore imparfaite du fait de l'exclusion du bénéfice de l'Union Douanière de certains articles (vins, sel marin, etc...) qui constituent des éléments importants sinon essentiels de l'activité économique de la Tunisie.

Sommes-nous au terme de cette évolution — dans la mesure où une évolution peut comporter un terme —, ou bien le régime douanier actuel de la Tunisie ne constitue-t-il qu'un aménagement provisoire destiné à préparer la réalisation d'un régime définitif.

*
**

Nous posons ainsi le problème de l'Union Douanière intégrale entre la France et la Tunisie, problème particulièrement délicat à résoudre; ce qui le prouve c'est qu'il lui a été donné diverses solutions.

L'Union Douanière Intégrale consiste dans l'établissement d'un régime douanier qui, permettant à la Tunisie une possibilité de production et d'échange avec la France, de marchandises en nature et en quantité illimitées, en ferait, au point de vue économique, une province française.

Bien entendu cette situation de libre échange devra être complétée par l'application aux produits étrangers, à leur entrée en Tunisie, des modalités et des droits dont ils seraient imposables à leur entrée en France.

Chose frappante, ce régime se trouve apprécié d'une manière différente non seulement suivant que l'on consulte le Français ou le Tunisien, mais encore selon que l'on consulte tel Tunisien ou tel autre.

D'une façon générale le Français — tout au moins le Français qu'intéresse la question, c'est-à-dire le méridional — oppose une résistance forcenée à toute tentative faite en vue de la réalisation de l'Union Douanière.

Quant au Tunisien, il convient de distinguer suivant qu'il s'agit d'un agriculteur ou d'un commerçant.

Le premier n'estimera l'œuvre de la France en Tunisie dignement achevée que le jour où le régime d'Union Douanière intégrale sera devenue une réalité; le second se montre plein de réserves et, finalement, à la première occasion, ne manque jamais de voter une motion contraire à l'établissement de l'Union Intégrale.

Pour juger en toute impartialité un régime si diversement apprécié, il convient d'examiner de la manière la plus objective les avantages et les inconvénients qu'il comporte pour les parties en présence.

*
**

Il est apparent qu'il existe actuellement dans le monde une tendance des pays à chercher à satisfaire par leurs propres moyens tous leurs besoins.

Cette conception, qui n'est peut-être pas tout à fait celle de l'économie nationale telle qu'elle a été développée par F. List, n'en est pas moins une conception protectionniste et a été baptisée par des économistes, du nom d'« autarchie » par opposition à libre-échange.

Nous connaissons les dangers graves du système protectionniste, dangers encore une fois confirmés par les faits d'après-guerre et notamment par ceux qui se sont déroulés pendant les dernières années; aussi, n'y insisterai-je pas.

Mais il est certain que la gravité des dangers d'un pareil système est inversement proportionnelle, si je puis m'exprimer ainsi, à l'étendue du pays et à la variété de ses ressources; à ce manque d'étendue ou de variété il peut être, tout d'abord, suppléé par des traités commerciaux passés avec les pays étrangers.

Il est certain que si, par un système de traités de commerce très généralisé, les gouvernements pouvaient faire disparaître les barrières douanières qui aujourd'hui morcellent, au grand détriment des peuples, l'activité économique mondiale, il n'y aurait rien à objecter au système.

Mais j'estime qu'un pareil système n'est qu'une utopie; d'abord, parce qu'à aucun moment de l'histoire économique et aujourd'hui moins que jamais, il n'a paru que cette situation fut près de se réaliser; en second lieu, parce qu'un pareil système en l'état actuel des choses ne manquerait pas de provoquer des changements dans la géographie politique du monde, théoriquement concevables, mais dont il est permis de craindre ou de ne pas désirer la réalisation.

Par conséquent, cette première conception ne nous semble pas possible. Reste à envisager une autre plus modeste, celle de l'usage modéré des traités de commerce.

Ce système, s'il n'était habituellement vicié par l'introduction

de la clause de la nation la plus favorisée (1) et indépendamment d'autres menus inconvénients serait bon; il en est d'ailleurs fait un usage habituel.

Mais il est un troisième système bien plus sûr et avantageux que celui que nous venons d'envisager, mais qui malheureusement n'est à la portée que des seuls pays qui possèdent un empire colonial : c'est celui du régime de l'Union Douanière du pays métropolitain avec ses possessions coloniales.

C'est celui qu'aujourd'hui, plus que dans le passé, l'Angleterre cherche à réaliser à l'intérieur de son immense empire, pour lui permettre, peut-être, la constitution d'une Société des Nations sous le signe britannique, qui lui donnera la possibilité, un jour, de négliger le reste du monde.

Pourquoi la France, au lieu d'agir à l'instar de l'Angleterre, cherche-t-elle par les moyens les plus divers, politique de contingentements et de tarifs protecteurs à maintenir ou créer des cloisons à l'intérieur d'un ensemble qui pourrait constituer un tout uni, sain et plein de vie ?

Le fait de poser cette question, nous conduit à envisager en premier lieu les inconvénients et les avantages que peut présenter pour la France le système d'une union douanière avec la Tunisie.

On pourrait tout d'abord souligner la différence de situation qui existe entre la France et l'Angleterre dans leurs rapports avec leurs possessions d'outre-mer.

Les possessions coloniales de la Grande-Bretagne — pourrait-on faire remarquer — dispersées sous les climats les plus divers, loin de constituer une concurrence pour l'activité économique du pays métropolitain, représentent au contraire un débouché pour sa production industrielle et un marché d'approvisionnement pour ses usines et les besoins de l'alimentation de sa population.

(1) La pratique de la clause dite de la nation la plus favorisée est une conséquence malheureuse et pratiquement inévitable de la politique des traités de commerce.

L'usage de cette clause est naturellement envahissant. Il amène, tout d'abord, les parties à en accorder le bénéfice à tout autre pays avec lequel elles seraient ultérieurement amenées à contracter, de plus, elles sont conduites à stipuler l'une de l'autre que la clause devra s'appliquer non seulement à leurs relations personnelles, mais encore à celles qu'elles pourraient avoir avec les pays et territoires étrangers soumis à leur tutelle ou à leur curatelle.

C'est ainsi que les traités commerciaux conclus par la France comportent habituellement une clause obligeant, d'une manière générale et à charge de réciprocité, d'ailleurs, les divers colonies et pays de protectorat français.

Par l'effet de cette clause, des principes de droit international et des conventions dé-

L'Afrique du Nord, au contraire, située sur l'autre bord de la Méditerranée, constitue une région susceptible de fournir des produits capables de venir concurrencer sur le marché, les régions méridionales de la France.

Le grave inconvénient, objectera-t-on, si des produits de qualité et de prix plus avantageux provenant d'un territoire soudé économiquement à la Métropole y pénètrent au grand bénéfice du consommateur ?

A cette objection, peut-être simpliste mais sûrement de bon sens, on a répliqué en arguant :

1° de l'existence de droits acquis sur leur propre marché au profit des métropolitains;

2° de l'inégalité des conditions de la concurrence résultant des différences des conditions naturelles existant entre la Métropole et la Tunisie, de la différence de standard of life existant entre l'ouvrier français et l'ouvrier indigène et finalement de la différence entre les charges fiscales pesant sur les contribuables des deux pays.

La première objection, tirée de l'existence des droits acquis, ne peut, malgré son apparence de bon sens, être retenue un instant. Du moment que, du fait du régime douanier qui lui a été imposé par le Gouvernement français, la Tunisie se trouve dans l'obligation de se fournir presque exclusivement en France (1) *du moment qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'aménager ses relations douanières avec l'étranger* en vue d'écouler ses propres produits, la question des droits acquis sur leur propre marché au profit des métropolitains perd toute valeur et ne saurait équitablement être invoquée :

Du fait que la Tunisie se trouve dans l'obligation de se fournir en France, la France ne peut, dans une conception coloniale saine

terminant les droits de la France en Tunisie, notre pays se trouve ainsi soumis au jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

Rappelons que cette clause ne permet pas aux pays étrangers de revendiquer le régime préférentiel que nous octroyons à la France.

Ajoutons immédiatement qu'en ce qui concerne la Tunisie, la clause de la nation la plus favorisée, au jeu de laquelle elle se trouve soumise dans les conditions que nous avons indiquées, ne joue pas pratiquement.

En effet, le régime douanier tunisien ne comporte qu'un tarif unique qui est également général, la Tunisie ne pratiquant pas la politique de traités de commerce.

(1) La valeur des importations tunisiennes pour l'année 1932, se discrimine comme suit :

Marchandise d'origine française et algérienne : 1.312.981.000 francs.

Marchandise d'origine étrangère : 458.536.000 francs.

et morale, apporter une restriction quelconque aux exportations tunisiennes sur son propre marché (1).

Quant à l'objection tirée de l'inégalité des conditions de la concurrence, il convient de faire des distinctions.

Objecter contre l'union douanière que les conditions naturelles de la Tunisie permettent d'obtenir à meilleur compte des produits de meilleure qualité que ceux de la Métropole, c'est être absurde et antiéconomique à l'extrême.

Cette objection d'ailleurs se ramène à celle des droits acquis que nous venons d'écarter.

Il n'en est peut-être pas tout à fait de même de l'argument tiré de l'inégalité existant entre les standards of life et les charges fiscales caractérisant les deux pays.

Mais précisément, je suis certain que l'établissement d'un régime d'union douanière combiné avec les bienfaits de la civilisation française aura pour effet, lent peut-être mais certain, de relever le prix de la vie ainsi que le niveau des besoins de l'indigène et, par contre-coup, le prix de revient de son travail.

D'autre part, il va sans dire que l'institution d'un régime d'union douanière devra être accompagnée, en toute équité, d'une péréquation des charges fiscales (2) et, d'une façon plus générale, de la complète assimilation de la législation régissant les exploitations agricoles et industrielles de la Tunisie à celle (de jour en jour plus complexe) régissant les mêmes exploitations en France (3).

(1) La critique de l'argument du droit acquis a été magistralement faite par M. P. Alpert dans une de ses dernières publications dont nous reproduisons un passage :

« Ce critérium du droit acquis, se substituant à la notion ancienne de l'utilité économique, s'impose de plus en plus au fur et à mesure que les intérêts économiques acquièrent une puissance politique leur permettant d'imposer leurs revendications. Cette prépondérance des intérêts particuliers empêche toute possibilité de progrès économique et menace de ruiner l'une après l'autre toutes les branches encore prospères de l'économie nationale par la protection excessive accordée à tous les autres intéressés. »

L'économie organisée par Paul Alpert, Librairie Gallimard.

(2) Nous examinerons plus loin (page 66) ce point particulièrement intéressant.

(3) Signalons l'influence exercée d'ores et déjà sur le statut de l'agriculture tunisienne par la législation française sur les blés.

Ainsi la loi française du 10 juillet 1933 et subséquentes, portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé ont eu pour corollaire en Tunisie, une législation abondante en vue de réglementer dans les mêmes conditions la même matière :

Décret beylical du 23 août 1933 (J. O. T. du 26 août) portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à la défense et à l'organisation du marché du blé.

Arrêté du 24 août 1933 du Directeur général du Commerce, de l'Agriculture et de la Colonisation, modifié par un arrêté du 19 septembre 1933 à son tour modifié et complété

Mais, heureusement pour la Tunisie, la question de l'union douanière ne se pose pas sur un terrain aussi dangereux (1).

Bien que pays méditerranéen, la Tunisie ne doit pas être considérée comme une concurrente des régions méridionales de la France.

Il est incontestable que le beau ciel tunisien est plus bleu que celui de France, que son soleil est plus chaud et son atmosphère plus sèche. Il en résulte que la Tunisie produit des vins plus riches en degrés et en couleur que la grosse masse des vins de France; que les blés tunisiens ont une valeur de panification supérieure à celle des blés métropolitains; ses blés et ses vins pourront, dans ces conditions, servir de « coupage » aux blés et vins de France, dont ils viendront relever la valeur; la production tunisienne viendra donc, non pas *concurrer* la production française, mais la *compléter*.

C'est d'ailleurs un fait que la France importe chaque année des quantités considérables de blés étrangers destinés à relever la valeur de panification des siens propres. Pourquoi la France ne chercherait-elle pas dans ses colonies ou pays de Protectorat, les éléments qu'elle est obligé d'importer de l'étranger au détriment de ses réserves d'or ?

On répliquera peut-être que l'étranger est lui-même client de la France chez qui en contre-partie il effectue d'importants achats.

Et la Tunisie ne l'est-elle point aussi ? Oublie-t-on que depuis l'établissement du Protectorat, sa balance commerciale s'est constamment soldée par un compte débiteur à sa charge et créditeur au profit de la France ?

La Tunisie serait-elle donc tenue pour valeur négligeable ?

par un arrêté en date du 6 décembre 1933, fixant les modalités d'application du prix minimum de vente.

Un nouveau décret beylical est déjà en chantier en vue d'aménager et rendre applicable en Tunisie la loi française du 28 décembre 1933 fixant la quantité maxima de farine pouvant être extraite par quintal de blé et prenant des dispositions en vue de remédier aux conséquences de l'augmentation des emblavures (assolement obligatoire).

(1) Si aux différents points de vue que nous venons de signaler les producteurs tunisiens se trouvent, dans une certaine mesure, privilégiés par rapport aux producteurs métropolitains, il importe de ne pas oublier qu'à certains autres, leur situation est désavantagée.

C'est ainsi que nos productions seront toujours grevées de frais de transports maritimes et terrestres qu'aucune mesure législative ne pourra, malheureusement, faire disparaître.

*
* *

L'union douanière ne présente donc aucun danger pour l'activité économique française.

Elle offre par contre des avantages considérables et évidents sur lesquels il serait superflu d'insister, il est facile au seul vu des statistiques de constater dans quelle mesure l'industrie française bénéficierait de la place laissée libre par la concurrence étrangère définitivement écartée du marché tunisien.

En est-il de même pour la Tunisie ? Généralement, lorsqu'on traite le problème de l'union douanière, on ne fait apparaître que les avantages qu'une pareille réalisation peut comporter pour la Tunisie, il importe également d'en faire connaître les inconvénients pour présenter la question sous un jour réel.

Examinons donc tout d'abord les inconvénients possibles.

L'union douanière entre la France et la Tunisie aurait tout d'abord pour effet d'écarter absolument du marché tunisien la concurrence étrangère qui, incontestablement, joue un rôle modérateur sur les prix. Il y aurait donc là une première cause certaine de renchérissement de la vie.

Mais il convient d'attacher à l'action de cet élément la juste importance qu'elle mérite en faisant remarquer que le Gouvernement français, l'union douanière n'existant pas encore, n'a jamais hésité à l'occasion à écarter, par le simple jeu d'un décret beylical venant relever les barrières douanières, les marchandises étrangères trop inquiétantes pour les produits similaires français; que, par conséquent, l'établissement d'une union douanière intégrale produira de ce chef des réactions peu sensibles (1).

On pourrait faire remarquer, en second lieu, que l'établissement du nouveau régime devra être accompagné d'une péréquation des charges fiscales qui pèsent sur le contribuable français; d'où une deuxième cause d'accroissement du coût de la vie.

Cette remarque est juste, car nous n'ignorons pas combien les charges fiscales, conséquence de la guerre et d'une politique constamment inspirée d'étatisme et de socialisme, pèse lourdement sur

(1) La mesure de ce renchérissement est fonction de l'importance relative de la valeur des marchandises que nous importons de l'étranger et de l'écart existant entre les droits figurant au tarif tunisien et ceux figurant au tarif général français qui, du fait de la réforme, s'appliquerait de plein droit aux marchandises de provenance étrangère.

la production française; mais malgré tout, sa portée est beaucoup moins considérable qu'elle ne le paraît à première vue.

Remarquons, en effet, que la production de la Tunisie est une production principalement agricole. Il importe donc, pour établir la comparaison entre les charges fiscales pesant sur le producteur tunisien et celles pesant sur le producteur français, de prendre en considération, non pas la charge moyenne supportée par le contribuable français, d'une façon générale, charge représentée par le quotient des recettes fiscales intérieures payées en France par la population du pays, mais bien la charge fiscale supportée par la classe agricole, ce qui est bien différent.

Nous n'ignorons pas, en effet, qu'en France, l'agriculture bénéficie de privilèges considérables qui la différencient nettement, au point de vue fiscal, des autres branches de la production.

M. François PIÉTRI, ancien Ministre, a fait à ce sujet une étude particulièrement intéressante (*Justice et Injustice fiscales*); il a ainsi constaté que, du chef des impôts directs, l'agriculteur français paie 57 francs, là où l'ensemble des citoyens paie 565, soit dix fois plus.

Le contribuable tunisien verse annuellement à l'Etat du chef des contributions directes une somme de 34 francs environ (charge déterminée d'après les chiffres de l'année 1929, extrait des *Statistiques Générales de la Tunisie*, année 1929, montant des contributions indirectes et taxes assimilées perçues : 83.343.500, population totale de la Régence : 2.410.692).

En raison de la nature de l'impôt indirect et de son mode de perception, il est plus difficile de déterminer la charge moyenne supportée, de ce chef, par l'agriculteur français.

Mais, en fait, cette recherche offre un intérêt moins considérable qu'il n'apparaît au premier abord.

Les impôts indirects, en effet, ne grèvent généralement la matière (surtout les matières premières), qu'à la sortie des mains du producteur et entre celles de l'entrepreneur, du commerçant et du consommateur.

Dans la grande mesure où l'agriculteur vit des produits de son champ, il échappe à la prise de l'impôt indirect.

Parfois même, des dispositions législatives (privilège des bouilleurs de crus) ont étendu cette immunité naturelle.

Ainsi donc, quel que soit les proportions de la charge moyenne

générale supportée par le contribuable français comparativement à celle supportée par le contribuable tunisien, il est certain que la charge moyenne supportée par l'agriculteur français est de beaucoup inférieure à la charge moyenne apparaissant dans les statistiques générales (1).

Voici donc l'inconvénient réduit à sa juste portée.

Il n'en résulterait pas moins un renchérissement de la vie, peu sensible à mon idée.

Autre inconvénient .

Il est certain que l'institution d'un régime d'union douanière intégrale, obligerait la Tunisie à adopter dans ses relations avec l'étranger, les diverses modalités figurant dans la législation douanière française.

Or, nous n'ignorons pas que, depuis Juillet 1931, la France a adopté, dans sa politique douanière, une formule nouvelle, celle du contingentement des produits étrangers.

La constitution économique de notre pays lui permettrait-elle de supporter un pareil régime ? Je ne le crois pas.

En effet, parmi les articles contingentés en France (2) figurent diverses denrées alimentaires, dont quelques-unes de première nécessité pour les éléments de la population tunisienne.

Or, ces mêmes articles, bien que leur production locale et leur importation de la Métropole soient favorisées et protégées par le tarif douanier tunisien, nous viennent encore pour des raisons diverses de prix et de qualité, presque exclusivement de l'étranger.

Or, il est certain que, du jour où du fait du contingentement une raréfaction se produira dans le marché, la spéculation entrant en jeu, il se produira une augmentation brutale et bien inopportune du coût de la vie.

(1) Charge moyenne générale supportée par le contribuable français du chef de l'impôt indirect (impôts et revenus directs et monopoles) :

$35.970.622.000 : 40.000.000 = 899$ francs, environ.

Charge moyenne supportée par le contribuable tunisien :

$452.142.517 : 2.410.000 = 188$ francs, environ.

Ces chiffres sont extraits des statistiques dressées pour l'année 1929.

(2) Il nous est impossible de donner une liste des produits étrangers affectés par le contingentement; leur nombre, déjà considérable, va sans cesse en s'accroissant.

Signalons cependant que la fixation et la répartition des contingents font l'objet d'arrêts ministériels publiés au *Journal Officiel de la République Française* ou dans *Le Bulletin Douanier*. (Edition Fiscado, 53 bis, rue de la Procession, Paris XV).

D'autre part, une politique de contingentement ne reste jamais unilatérale; il faut donc s'attendre à ce que les pays dont nous contingenterons les exportations, contingenteront à leur tour les nôtres propres.

Or, de pareilles mesures de rétorsion coûteraient fort cher à la Tunisie.

Il suffit, pour s'en rendre compte, de passer en revue les diverses balances caractérisant les relations commerciales existant entre la Tunisie et ses divers clients.

En 1930, nous avons importé d'Italie et de Tripolitaine pour 105.702.000 francs de marchandises; durant la même année, nous avons exporté pour près de 276.000.000 de francs.

Dans ces conditions, un contingentement dirigé contre ce pays, serait à notre entière défaveur.

Même situation avec la Hollande, chez qui nous exportons pour près de 28.000.000 de francs en contre-partie de quelques six millions de marchandises que nous importons; ici encore une mesure de contingentement se tournerait contre nous, car les articles importés de Hollande (fromages) figureraient parmi les produits contingentés (1).

Ce qu'il y a de remarquable encore, c'est que seule parmi les pays en relations commerciales avec la Tunisie, la France exporte plus qu'elle n'importe et, loin de chercher à augmenter ses importations, nous inflige des contingentements ou des droits prohibitifs.

Finalement, il convient de ne pas perdre de vue les répercussions que peut avoir un pareil système sur le budget tunisien.

La diminution de notre commerce extérieur avec l'étranger réduisant nos recettes douanières, tant sur les droits perceptibles à

(1) Des personnalités administratives de la Régence auxquelles j'ai soumis ma critique de l'Union douanière intégrale m'ont suggéré la possibilité de l'octroi à la Tunisie, à l'instar de l'Algérie (qui, bien qu'en union douanière avec la Métropole bénéficie de contingents spécialement aménagés pour les bois de constructions et le lait condensé, notamment), d'un régime spécial de contingentements dans ses relations avec l'étranger.

Mais cette suggestion présente à mon avis deux vices capitaux :

1^o le principe même d'un régime spécial de contingentements à octroyer à la Tunisie est contraire à la conception d'Union Douanière Intégrale.

De plus, de deux choses, l'une : ou ce régime spécial ne viserait que quelques rares articles étrangers et les inconvénients que j'ai présentés conserveraient leur entière vigueur; ou ce régime viserait tous les articles qu'il conviendrait d'aménager en vue de protéger le consommateur tunisien et dans ce cas il n'y aurait plus d'Union Intégrale, ou plus exactement la France en ferait seule les frais;

2^o la Tunisie ne possède pas la force politique suffisante pour obtenir un aménagement spécial.

l'importation que sur ceux perceptibles à l'exportation, ne manquerait pas de provoquer un déficit budgétaire qui ne pourrait être comblé que par la création de nouvelles charges fiscales.

*
* *

Nous venons d'examiner en toute objectivité les inconvénients que peut présenter pour la Tunisie l'établissement d'un régime d'union douanière intégrale avec la Métropole.

Pour avoir un tableau complet de la situation, il y a lieu maintenant d'envisager les avantages éventuels que nous pourrions retirer d'une pareille combinaison.

Tout d'abord, la suppression du régime des contingentements et des entraves douanières existant encore entre la Tunisie et la France pourrait, à un certain point de vue, avoir pour effet de permettre à la Tunisie de s'épanouir d'une vie économique plus complète et plus abondante en lui permettant de tirer de ses richesses naturelles le parti le plus complet.

Cette proposition peut paraître, à première vue, contradictoire avec celle que nous venons de développer; nous avons établi, en effet, que l'application à la Tunisie d'un régime d'union douanière intégrale avec système de contingents ne manquerait pas, en provoquant des mesures de représailles, de diminuer les chiffres de nos exportations, ce qui aurait pour conséquence inéluctable de réagir sur l'activité de la production économique du pays.

Objection apparemment juste, mais réfutable s'il était possible d'établir que le profit dont bénéficieraient les relations commerciales franco-tunisiennes serait susceptible d'être supérieure aux pertes que subiraient nos relations commerciales avec l'étranger.

En effet, dans notre conception douanière intégrale, la Tunisie étant économiquement unie à la France, *deviendrait une province française qui pourrait revendiquer un droit de priorité et de franchise illimité, dans les importations habituelles de la France. Elle pourrait alors, forte de ces droits, multiplier ses vignes, ses oliviers, ses champs de céréales, ses salines, même au détriment des productions similaires de la Métropole, et la France ne pourrait recourir aux fournitures étrangères que dans la mesure où la production tunisienne serait insuffisante.*

De telle sorte que la Tunisie pourrait se trouver en mesure de récupérer avec bénéfice, dans ses relations commerciales avec la

France, les pertes qu'elle subirait de la diminution de ses échanges avec l'étranger.

*
**

Est-il possible de mesurer ce profit éventuel, comme nous avons mesuré les pertes qui résulteraient pour la Tunisie de l'adoption du régime d'Union Douanière intégrale.

Cela nous permettrait, en rapprochant les deux résultats, de savoir si l'opération serait ou non avantageuse pour la Tunisie.

Ce profit, en principe, doit être compris entre deux limites : d'une part, la valeur des marchandises importées en France de l'étranger et susceptibles d'être offertes par la Tunisie; d'autre part, la valeur de ces produits que la Tunisie serait dans la possibilité de fournir en remplacement de marchandises similaires actuellement livrées par l'industrie française à des conditions relativement moins économiques.

Il est facile en passant en revue les principales rubriques de la *Statistique du Commerce Extérieur de la France* de déterminer cette première limite.

*
**

BLÉ DUR. — Pendant les cinq dernières années la France a importé de l'étranger (Algérie-Tunisie-Maroc compris) :

1928	1929	1930	1931	1932
2.230.680	2.121.629	2.754.403	2.991.753	3.534.000 qx

alors que l'Afrique du Nord n'a fourni que :

1928	1929	1930	1931	1932
2.080.482	1.990.322	2.146.019	1.816.086	2.602.255 qx

sur lesquels les exportations de la Tunisie figurent pour :

1928	1929	1930	1931	1932
717.933	888.386	794.813	789.800	1.157.969 qx

BLÉ TENDRE. — Pendant les cinq dernières années les excédents d'importation françaises en blé tendre se sont élevées respectivement à :

1928	1929	1930	1931	1932
7.948.182	11.998.025	3.148.398	20.653.592	17.513.423 qx

Sur ces quantités, la part importée de l'Afrique du Nord est de :

1928	1929	1930	1931	1932
2.401.303	1.441.054	2.224.459	2.076.412	3.992.425 qx

sur lesquelles quantités, la Tunisie figure pour :

1928	1929	1930	1931	1932
296.941	375.378	400.618	761.229	1.355.293 qx

Examinons maintenant le commerce des produits vinicoles :

VINS. — Pendant la période 1928-1932 les importations françaises en vins de provenance étrangère se sont élevées à :

1928	1929	1930	1931	1932
4.416.801	2.166.403	1.757.376	3.033.686	700.430 hl.

Sur ces quantités les importations tunisiennes ne figurent que pour une moyenne annuelle inférieure à 550.000 hectolitres qui étaient le maximum du contingent des vins, mistelles et vins de liqueurs admis en franchise.

MISTELLES ET VINS DE LIQUEURS. — Pendant la même période la quantité de ces produits importés par la France a été de :

1928	1929	1930	1931	1932
192.297	248.638	296.260	30.597	350.187 hl

La part de l'Algérie et de la Tunisie a été de :

	1928	1929	1930	1931	1932
Algérie	65.737	113.736	134.093	124.384	141.885 hl.
Tunisie	9.329	36.604	23.306	25.750	8.739 hl.
	75.066	150.940	157.399	150.134	150.624 hl.

COMMERCE DE L'HUILE D'OLIVE. — Pendant les cinq dernières années la France a importé de l'étranger (colonies et pays de Protectorat compris) :

1928	1929	1930	1931	1932
282.286	298.466	356.910	230.702	273.856 qx

L'ensemble des colonies et des pays de protectorat ont vendu à la France pendant la même période :

1928	1929	1930	1931	1932
145.154	176.537	218.918	112.754	245.982 qx

sur lesquels la Tunisie a fourni :

1928	1929	1930	1931	1932
54.507	124.290	114.756	58.479	101.224 qx

Finalement il convient d'ajouter à cette nomenclature le commerce du sel.

Cet article intéresse la question de l'Union Douanière tant en raison des quantités importantes de sel annuellement importées par la France qu'en raison des conditions défavorables dans lesquelles se fait en France la production du sel qui se verrait rapidement et dans une mesure certainement considérable, déplacée par la production similaire tunisienne.

La France a produit en 1930 : 1.998.400 tonnes de chlorure de sodium, ce qui représente sa production annuelle moyenne (1).

Elle a importé de l'étranger pendant les années 1930, 1931, 1932, les quantités suivantes :

	1930	1931	1932
Importation :			
sel brut :	59.412,8	60.591,8	71.279,6 T.
autres sels :	19.127,6	15.815,3	12.211,2 T. (2)

*
**

Si nous commentons ces données impartiales, nous arrivons finalement à des résultats qui constituent des arguments extrêmement sérieux en faveur des adversaires de l'Union Douanière Intégrale.

En ce qui concerne les blés tout d'abord, s'il résulte des chiffres que nous venons de citer que la production de la France au cours de la période 1928-1932 a été inférieure aux besoins de sa consommation intérieure, cela n'est plus vrai actuellement; nous démontrerons plus loin (voir p. 93, note 1) que la France qui actuellement possède des stocks de réserves, tend à devenir un pays exportateur de blé.

D'autre part, il importe de souligner que la Tunisie se trouve déjà en Union Douanière avec la France en ce qui concerne les

(1) Ces chiffres sont extraits des *Statistiques de l'Industrie Minérale de la France, de l'Algérie, des Colonies, Pays de Protectorat et Territoires sous mandat*. (Publiées par le Ministère des Travaux publics).

(2) La France exporte de grosses quantités de sel qui se chiffrent pour les trois dernières années à :

	1930	1931	1932
Sel brut :	115.194,1	100.122,6	99.619,3 T.
Autres sels :	32.246,8	30.440,3	27.792,5 T.

céréales (loi du 19 Juillet 1904), de sorte que la réalisation d'une Union Douanière intégrale n'améliorerait notre production que dans la mesure où la France s'interdirait toutes importations de blé à l'étranger, c'est-à-dire dans la mesure où la Tunisie est susceptible de produire des « bles de force ». D'ailleurs, en toute équité et logique, ce bénéfice devrait être partagé sinon avec le Maroc, du moins avec l'Algérie, proportionnellement à l'importance territoriale et démographique des pays bénéficiaires.

En ce qui concerne les produits vinicoles, le bénéfice que la Tunisie peut retirer d'un régime d'Union Douanière intégrale avec la Métropole, est plus considérable. Mais il convient toutefois de ne pas se faire d'illusions.

En effet, la constitution géographique de la Tunisie et le régime de ses vents ne permettent la culture de la vigne que sur une partie très restreinte de son territoire : la région côtière nord-est qui est actuellement presque entièrement complantée et mise en valeur.

L'établissement de l'Union Douanière des vins avec licence pour la Tunisie de planter toutes ses terres vinicoles lui permettrait tout au plus d'augmenter sa production de 1.000.000 d'hectolitres environ d'un vin titrant 12°.

L'industrie oléicole n'a aucun bénéfice à espérer d'un régime d'Union Douanière intégrale, les chiffres que nous avons cités montrent que les exportations en France des huiles tunisiennes qui — notons-le — pénètrent en franchise, sont relativement considérables; il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que la France se doit de consommer des huiles de graines produites en grande quantité par ses colonies.

En ce qui concerne le sel marin, par contre, le bénéfice qui pourrait résulter pour la Tunisie de l'établissement d'un régime d'union douanière avec la Métropole pourrait être substantiel.

En effet, la production de la Tunisie en sel marin n'est pas limitée par des facteurs naturels, mais par l'absence de débouchés; le jour où le marché français s'ouvrira à l'industrie tunisienne, les seules salines actuellement en exploitation pourront facilement doubler leur production pour répondre à la demande

*
* *

Ainsi donc il semble résulter des développements qui précèdent que le régime d'union douanière intégrale ne saurait, en fin de

compte, procurer à la Tunisie qu'un maigre bénéfice qui ne compenserait guère les dommages que la réforme causerait à notre commerce extérieur et le préjudice qu'elle occasionnerait au consommateur.

Est-ce à dire que le statut douanier franco-tunisien ne nécessite aucune réforme ?

Ce n'est certes pas notre opinion et nous n'avons pas ménagé au cours de notre étude les critiques que nous avons cru légitimes.

Nous avons souligné, en particulier, combien était inique la législation sur le commerce des vins.

D'une façon générale, nous estimons que toute législation douanière à appliquer à la Tunisie doit être conséquente avec l'œuvre colonisatrice de la France.

Il importe que le pays qui a présidé à la mise en œuvre du chantier tunisien assure aujourd'hui — à tout prix — l'exportation des produits de son industrie.

*
* *

Mais n'existerait-il point une formule économique — magique serions-nous tenté de dire — capable de redonner à la Tunisie cet état de prospérité remarquable qui a caractérisé la période romaine de l'histoire de notre pays.

A notre avis, nous ne croyons pas, tout au moins en l'état actuel des choses.

S'il en est ainsi c'est que les facteurs qui conditionnaient la vie économique de la Tunisie au III^e siècle avant Jésus-Christ et ceux qui la conditionnent aujourd'hui, ne sont plus les mêmes.

Si l'on veut bien se rappeler ce qu'était la situation économique et sociale de Rome à cette époque et la comparer à celle de la France contemporaine, l'on admettra peut-être sans peine mon point de vue.

A cette époque et depuis longtemps, d'ailleurs, depuis que s'étaient achevées les conquêtes hors de l'Italie, Rome avait cessé d'être le pays agricole qui avait caractérisé ses origines.

Le petit paysan, ruiné par l'impôt et la guerre, avait déserté les champs; d'immenses *latifundia*, prés et bois avaient remplacé la petite et la moyenne propriété disparues.

Au point de vue social, l'ancienne division en patriciens et plébéiens avait fait place à de nouvelles distinctions.

La plèbe rurale, ruinée par l'impôt et la guerre, s'était expatriée aux colonies ou bien était venue à Rome chercher une subsistance soit en louant ses services, soit même en demandant des secours.

Aux échelons supérieurs de l'échelle sociale venaient les *honestiores* qui comprenaient les fonctionnaires et les grands propriétaires de plus en plus nombreux.

Cette classe de la société immensément enrichie par le commerce et les conquêtes, vivait une vie d'oisiveté et de luxe inouïs.

A leur suite, végétaient les classes prolétaires.

Rome, enrichie, avait cessé de travailler, et s'était mise à consommer les trésors immenses qu'elle avait accumulés.

Rome avait cessé de produire et était devenu un gigantesque foyer de consommation alimenté par les provinces dont elle absorbait goulûment la production.

Et tandis que dans l'oisiveté et la débauche Elle dépérissait lentement, les provinces impériales s'animaient progressivement d'une vie économique luxuriante.

Alors, Héliopolis (Balbek) et Palmyre, sur la frontière de la Syrie atteignent une prospérité inouïe en se faisant les entrepôts du commerce de l'Empire avec l'Orient. L'Afrique du Nord s'enrichit incroyablement en fournissant le blé et l'huile nécessaires aux besoins de l'Italie; des villes nouvelles jaillissent soudain de son sol.

Puis viendra la décadence. Rome, vidée des trésors que n'avait pu entretenir l'oisiveté, s'anéantit et les contrées qui tiraient leur prospérité du pouvoir de consommation de l'Italie vont la rejoindre dans le néant (1).

Si nous considérons maintenant les conditions dans lesquelles la Tunisie contemporaine se trouve dans ses relations soit avec la Métropole, soit avec les pays voisins, nous constaterons combien elles diffèrent de celles qui déterminaient son activité économique à l'époque romaine de son histoire.

Dans les deux cas, les centres animateurs qui innervent l'économie mondiale, innervent la Tunisie bien plus faiblement que ne faisait l'Italie Impériale.

(1) Il convient toutefois de ne point oublier qu'en ce qui concerne la Tunisie, les phénomènes de régression économique déclanchés par la décadence de Rome et la chute de l'Empire d'Occident, ont été d'abord activés par l'invasion Vandale et par les guerres cruelles qui déchirèrent si longtemps la Tunisie.

Cette régression fut ensuite entretenue par huit siècles d'influence arabe et turque.

Ainsi, le centre qui actuellement anime de la façon la plus directe et la plus intense la vie économique de la Tunisie est certainement la France.

Or, la France présente actuellement un aspect économique bien différent de celui que présentait autrefois Rome.

Nous y voyons dominer la petite propriété paysanne et, en conséquence, le rendement de la terre porté à son maximum.

D'autre part, une partie de ses terres, celles faisant partie de la zone méditerranéenne fournissent des denrées que produisent également ses possessions nord-africaines.

Nous avons démontré, il est vrai, que les productions agricoles de l'Afrique du Nord étaient dans une certaine mesure complémentaires des productions similaires françaises. Mais il n'en reste pas moins vrai que dans la mesure où elles ne le sont pas, elles constituent pour l'industrie française une concurrence.

Dans ces conditions la France se trouve parfois dans l'impossibilité d'absorber l'intégralité des produits de son vaste empire colonial.

A ce point de vue, la crise de dénatalité qui afflige la France depuis de nombreuses années, diminuant son pouvoir de consommation, ne vient certes pas améliorer la situation.

D'autre part, la France est un pays également industriel.

Le stade de civilisation peu avancé des éléments composant son empire colonial ne lui permet d'y écouler qu'une faible partie de sa production industrielle.

La France se trouve ainsi dans la nécessité de rechercher des débouchés à l'étranger et d'accepter à titre de paiement, une contrepartie qui parfois vient diminuer d'autant les exportations de ses possessions d'outre-mer.

Si nous envisageons l'innervation que la Tunisie est susceptible de recevoir d'autres Etats voisins capables d'intéresser sa vie économique, nous constatons encore combien la situation a changé à son désavantage.

L'Afrique du Nord qui, dans l'antiquité romaine, était avec l'Égypte et une partie de la Gaule, la principale contrée productrice de blé se trouve actuellement déplacée sur le marché mondial par des pays nouveaux venus qui fournissent du blé coûtant bien moins cher que le nôtre.

Les huiles d'olives, autrefois fournies principalement par la Tunisie, le sont aujourd'hui également par l'Espagne, l'Italie, l'Afrique du Nord et la Tripolitaine.

Notons, en outre, que les huiles d'olive tendent à être remplacées en partie tout au moins, par les huiles de graines produites par les régions tropicales.

La vigne est cultivée dans tout le bassin méditerranéen.

En ce qui concerne les phosphates mêmes, la Tunisie qui, quelques années encore avait une situation de quasi monopole, se trouve actuellement sérieusement inquiétée par les productions étrangères.

En effet, de nouveaux gisements particulièrement riches ont été découverts en Algérie, au Maroc, en Egypte et en Russie qui viennent diminuer singulièrement la rentabilité de la production tunisienne.

Ainsi donc, les faits économiques semblent démontrer que la Tunisie n'est plus destinée à être l'opulente province qu'elle a été pendant quelques siècles.

Il ne faudrait pas toutefois déduire de cette conclusion une invitation à se croiser les bras : ce ne serait certes pas notre intention.

Il suffirait simplement pour en déduire les enseignements qu'elle comporte, que le Gouvernement cessant provisoirement d'appliquer son activité colonisatrice principalement à l'accroissement des forces de production, la dérive plus abondamment sur les autres compartiments de la vie publique.

DEUXIEME PARTIE

Le Mouvement Commercial de la Tunisie

I

NOTE PRELIMINAIRE

Pour étudier cette matière, deux modes sont possibles :

Le premier consiste à passer en revue d'une manière détaillée et complète les divers éléments constituant le commerce extérieur de la Tunisie; il conviendrait, dès lors, de prendre comme cadre d'étude la nomenclature établie par le décret du 30 Mai 1914 à l'usage de l'Administration des Douanes (1).

Mais ce mode qui nécessiterait un travail trop considérable, ne donnerait pas le résultat que je cherche et qui ne consiste pas tant à produire des documents statistiques qu'à faire ressortir l'aspect principal de la matière.

J'adopterai donc le second mode qui se borne à l'analyse économique de la situation des branches maîtresses de l'industrie tunisienne qui intéressent, actuellement, ou dans un avenir possible le commerce extérieur de la Tunisie.

Cette étude comporte une série de problèmes particulièrement délicats à résoudre.

(1) Cette nomenclature, actuellement à la révision, sera prochainement remplacée par celle qui est en usage dans l'Administration des Douanes françaises.

Dans cette nouvelle nomenclature, les droits de douane figureront sous l'apparence d'un pourcentage des droits du tarif minimum français.

II

L'EXPORTATION (1)

A. — PRODUITS DE L'ELEVAGE

a) *Espèce chevaline.* — Malgré la réputation qui lui a été faite, l'Arabe n'est qu'un éleveur médiocre; la race chevaline, malgré ses possibilités, est actuellement très pauvre. Pour ceux qui connaissent les procédés d'élevage employés par l'Arabe, ce résultat n'a rien de surprenant; les accouplements ont lieu sans aucun choix des éléments mis en présence; les animaux mal nourris, mal soignés, conservent des lignes rachitiques

Il faut reconnaître toutefois que l'indigène apporte un peu plus de soins à l'élevage du mulet.

Quant au colon, il s'intéresse peut-être encore moins à l'élevage des uns et des autres.

Et pourtant, la Tunisie a la possibilité de devenir un pays exportateur, non seulement de chevaux de selle mais encore de chevaux de trait (2).

Il convient toutefois de faire remarquer que le règne du cheval vivant a été fortement ébranlé, en Tunisie comme ailleurs, par celui du cheval-vapeur, tant en ce qui concerne la traction en ville ou sur route qu'en ce qui concerne les travaux agricoles et autres qui jusqu'à présent absorbaient une grosse partie de la production de l'espèce chevaline.

(1) Les chiffres et statistiques tunisiennes cités dans cette étude m'ont été fournis par la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation en ce qui concerne les produits de l'élevage et de l'agriculture; par la Direction générale des Travaux publics en ce qui concerne les produits du sous-sol et des salines.

(2) La population chevaline de la Régence (94.774 têtes suivant les statistiques pour l'année 1931) est composée en majeure partie d'animaux de race barbe et de dérivés arabes-barbes. Elle se distingue par la puissance de l'avant-main, la descente et la profondeur de la poitrine, la côte longue et rejetée en arrière, la ligne de dessus courte, tranchante et solide, la robe est baie, noire alezane ou grise, cette dernière trahissant l'influence de la race arabe.

« Le cheval tunisien possède de précieuses qualités et l'on est d'accord pour reconnaître qu'il est sobre, rustique et endurant, ce qui en fait un merveilleux cheval de guerre pour la cavalerie légère ». (Rapports de la Sous-Commission d'Etudes économiques, T. I. P. 141).

Abstraction faite de cette remarque, l'administration du Protectorat a toujours cherché à favoriser l'élevage du cheval en vue de régénérer les races, par diverses mesures dont les résultats ne sont pas encore appréciables (1).

Nous donnons ci-dessous la quantité et la valeur annuelle des chevaux, juments et poulains exportés de 1923 à 1932 :

			Quantités	Valeurs				Quantités	Valeurs
1923	Chevaux ..	703	421.800		1928	Chevaux ..	418	731.000	
	Juments ..	35	24.500			Juments ..	48	86.000	
	Poulains ..	236	70.800			Poulains ..	185	148.000	
1924	Chevaux ..	877	599.900		1929	Chevaux ..	140	231.000	
	Juments ..	274	55.500			Juments ..	22	38.000	
	Poulains ..	219	65.700			Poulains ..	15	11.000	
1925	Chevaux ..	551	551.000		1930	Chevaux ..	649	1.071.000	
	Juments ..	55	66.000			Juments ..	58	102.000	
	Poulains ..	268	134.000			Poulains ..	64	51.000	
1926	Chevaux ..	353	564.800		1931	Chevaux ..	1.217	1.460.000	
	Juments ..	77	130.900			Juments ..	101	141.000	
	Poulains ..	240	144.000			Poulains ..	145	88.000	
1927	Chevaux ..	215	344.000		1932	Chevaux ..	872	872.000	
	Juments ..	29	49.300			Juments ..	101	122.000	
	Poulains ..	95	65.500			Poulains ..	91	37.600	

b) *Espèce ovine*. — Le mouton constitue une des principales richesses de la Tunisie (2).

Cette branche de l'élevage intéresse également le commerce extérieur et le commerce intérieur; nous ne l'étudierons que dans la mesure où il intéresse le commerce extérieur.

Les conditions naturelles du pays particulièrement propices à

(1) Commission de distribution des primes d'encouragement à l'élevage du cheval, instituée par décret en date du 20 juin 1896, décret en date du même jour instituant le stud-book de la race barbe; arrêté du 1^{er} août 1902, du Directeur de l'Administration, du Commerce et de la Colonisation, établissant un stud-book des poneys tunisiens, décret du 20 novembre 1909 relatif à l'ouverture d'un stud-book des dérivés de la race barbe, décret du 14 août 1898 instituant la commission consultative hippique.

(2) Les statistiques pour l'année 1931 évaluent à 1.941.363 têtes le troupeau ovin de la Tunisie.

cet élevage permettent de faire du mouton un article d'exportation très rémunérateur (1).

Ce qui a été tout d'abord exporté du mouton, ont été ses dépouilles, laine et peaux. La viande, pendant longtemps, n'a été utilisée que pour les besoins de la consommation locale.

La possibilité de l'exportation de la carcasse ou de la bête vivante n'a été envisagée qu'à partir du moment où se sont fait sentir les effets d'un décret du 19 Mars 1893 dont le but était d'introduire en Tunisie et de substituer à la race barbarine à queue grosse, la race française à queue fine.

Des reproducteurs ont été mis à la disposition des éleveurs français et indigènes, en vue de propager suivant les régions, la race qui convient le mieux au sol et au climat.

Cette amélioration de la race indigène, par croisement avec le mouton à queue fine et son remplacement progressif, constituaient et constituent encore une réalisation préliminaire indispensable à la bonne économie de cette branche de l'exportation tunisienne.

En effet, la production ovine de la Tunisie est supérieure aux besoins de la consommation locale; il importe donc, pour éviter la dépréciation de cette marchandise, d'avoir la possibilité d'en exporter le surplus.

Or, la viande du mouton indigène est peu appréciée en France; les bouchers la classent parmi les viandes de dernière qualité; il convient donc, pour trouver amateur à nos exportations, de fournir du mouton à queue fine.

*
* *

Jusqu'à ces derniers temps les moutons avaient été exportés en France vivants.

Ce mode d'exportation présente divers inconvénients.

Tout d'abord l'exportation de la partie essentielle du cheptel de la Régence, de l'agneau de lait, est impossible dans ces conditions; en second lieu, et d'une façon plus générale, l'expédition des animaux à l'état vivant comporterait un pourcentage de pertes assez élevé.

Aussi a-t-on essayé dernièrement d'expédier des bêtes abattues et vidées.

(1) Il existe en Tunisie dans la région du Centre en particulier, et même, dans les années pluvieuses dans les régions du Sud, des steppes absolument impropres à la culture des céréales, mais offrant des ressources suffisantes et peu coûteuses pour l'élevage du mouton, tout au moins du mouton barbarin.

L'année dernière, la « Coopérative mixte tunisienne des éleveurs de moutons » (1) a tenté de faire quelques expéditions en paniers; pendant l'hiver les expéditions réussirent, mais elles devinrent impossibles à la saison chaude.

Jugeant que l'avenir doit appartenir à ce mode de transport, la Coopérative s'est orientée vers un nouveau système : celui des cadres isothermes.

En pratique, la question n'était pas aussi simple qu'elle paraissait l'être en théorie; il fallut réunir toute une documentation qui aboutit à un essai d'expédition le 15 Juillet 1932; cet essai a été suivi de divers autres particulièrement intéressants et tout dernièrement une expédition de 500 moutons frigorifiés a été réussie, ce qui constitue un grand pas dans l'histoire locale du transport par cadre isotherme.

Certainement ce mode d'exportation est appelé à avoir un très bel avenir. Mais son développement sera toujours soumis aux deux conditions suivantes : que les expéditions soient régulières et continues, c'est-à-dire au moins hebdomadaires, et que seules soient envoyées des dépouilles dont la chair est de qualité supérieure.

TABLEAU des exportations tunisiennes de 1923 à 1932

		Quantités	Valeur			Quantités	Valeur
			Fr.				Fr.
1923	{ Moutons ..	39.263	2.748.410	1928	{ Moutons ..	41.019	7.794.000
	{ Agneaux ..	4.628	185.120		{ Agneaux ..	7.864	865.000
1924	{ Moutons ..	39.378	3.937.800	1929	{ Moutons ..	28.520	5.704.000
	{ Agneaux ..	1.673	83.750		{ Agneaux ..	12.585	1.510.000
1925	{ Moutons ..	43.319	5.198.280	1930	{ Moutons ..	17.234	2.585.000
	{ Agneaux ..	16.937	1.185.590		{ Agneaux ..	1.955	235.000
1926	{ Moutons ..	95.860	17.254.800	1931	{ Moutons ..	59.490	8.923.000
	{ Agneaux ..	26.754	2.942.940		{ Agneaux ..	2.452	245.000
1927	{ Moutons ..	11.511	2.071.980	1932	{ Moutons ..	59.789	5.979.000
	{ Agneaux ..	3.844	422.840		{ Agneaux ..	7.773	621.000

(1) Cette Coopérative a été constituée en 1931, sous la forme d'une société anonyme coopérative à capital et personnel variables, entre les éleveurs européens et indigènes des moutons.

Cette société a pour objet : 1° de grouper les éleveurs de moutons en vue de leur permettre d'étudier en commun les meilleures méthodes d'élevage;

2° de réaliser en commun toutes installations collectives utiles à l'amélioration des

c) *Cuir et peaux en poils*. — 1° *Cuir de bovidés*. — Pour cette catégorie, la production annuelle des abats de la Régence peut être évaluée à 80.000 cuirs environ, dont $\frac{3}{8}$ d'un poids variant de 11 à 20 kilos et le reste de 2 à 10 kilos. Les cuirs de 20 à 40 kilos son très rares en Tunisie.

Pendant la période de mai à novembre, les cuirs tunisiens sont généralement exempts de varrons et peuvent donner de bons résultats à la tannerie.

De novembre à fin mai, ces mêmes cuirs sont plus ou moins varronnés et subissent une moins-value de 10 à 15 % environ.

Les cours moyens pratiqués pour ces catégories de cuirs sont les suivants (1^{er} semestre 1933) :

Veaux légers	275 à 300 fr. les 100 kilos franco bord Tunis.	
Veaux lourds	230 à 260 fr.	— id° —
Vachettes	200 à 220 fr.	— id° —

Cuir moyens et lourds, 210 à 230 francs les 100 kilos, franco bord Tunis.

Ces prix s'entendent pour les premiers choix, avec réfections variables selon les commerçants pour les 2° et 3° choix.

La détermination des choix est faite comme suit :

- 1^{er} choix jusqu'à 3 verrons (ou petits trous);
- 2° choix de 4 à 10 varrons (— id° —);
- 3° choix 11 varrons (— id° —) et au dessus.

Ecarts : cuirs criblés, crevaille, équarrissage, échauffés, etc...

Pour la détermination des choix ci-dessus, une coutelure profonde, une marque à feu d'un côté, une cicatrice profonde peuvent compter pour plusieurs varrons.

Plusieurs varrons pouvant être recouverts par une pièce de 10 centimes en bronze comptent pour un varron.

conditions de l'élevage des moutons comme à un meilleur conditionnement des produits pour la vente;

3° de réaliser l'achat en commun de tous matériels ou produits d'élevage ainsi que de géniteurs améliorateurs;

4° de réaliser en commun la vente des produits et, généralement, d'entreprendre en commun toutes opérations ayant pour but d'améliorer l'élevage des moutons;

5° de faciliter et de garantir le financement des avances qui pourraient être demandées par des adhérents sur les ovins destinés à être vendus par l'entremise de la Coopérative, soit pour la vente locale, soit pour l'exportation.

Le siège de cette Coopérative est à Tunis, avenue Jules-Ferry, n° 52.

2° *Peaux de moutons.* — Les peaux de moutons de la Régence sont à queue large avec une faible proportion de peaux à queue fine, dites mérinos.

La production annuelle s'élève à environ 300.000 peaux se répartissant, par la longueur de la laine et par poids de la façon suivante : 100.000 peaux lainées ayant des crins de laine de 6 à 8 cm. et pesant 30 à 38 kilogrammes la douzaine; 120.000 peaux mi-lainées ayant des brins de laine de 3 à 6 cm. et pesant de 24 à 26 kilogrammes la douzaine; 80.000 peaux rasons ou tondars ayant des brins de laine de 1 à 3 cm. de longueur et pesant de 6 à 20 kilogrammes la douzaine.

Les peaux de mouton de la Régence donnent en tannerie ou en mégisserie un bon rendement si les choix sont établis d'une façon sévère par le négociant importateur.

Les cours moyens sont (le 1^{er} Mai 1933) de 250 à 300 francs le quintal pour les peaux lainées et mi-lainées et de 300 à 320 francs pour les peaux rasons.

3° *Peaux d'agneaux.* — La production annuelle de la Tunisie en peaux d'agneaux se chiffre par 12.000 douzaines environ. En année de prospérité la production peut atteindre 25 à 30.000 douzaines.

Ces peaux sont classées en peaux dites de premier choix et en peaux dites buissonnées qui sont celles dont la fleur a été détériorée par les buissons ou par des blessures diverses. Ce deuxième choix comporte une moins-value de 20 % par rapport au premier.

Les cours actuels (1^{er} semestre 1933) sont de 3 à 4 fr. 50 la pièce.

Les expéditions se font principalement à destination de la France et de l'Italie.

Des maisons américaines envoient depuis deux ans leurs commis-voyageurs en Tunisie pour acheter des peaux d'agneaux destinées à l'usage de l'industrie de la fourrure, peaux spéciales à laines frisées.

Les Américains, pendant les années 1928 et 1929, ont acheté 40 % environ de la production de ces peaux (1).

(1) Soit, 1.723 qx en 1928 et 1.877 qx en 1929. Les achats américains sont, d'ailleurs, actuellement en voie de décroissance.

4° *Peaux de chèvres.* — La production de cette catégorie de peaux est en moyenne de 25 à 30.000 douzaines par an, avec tendance à diminuer.

Les peaux de chèvres tunisiennes peuvent soutenir la comparaison avec certaines provenances du Levant qui, à cause de la finesse de leur grain sont assez recherchées par l'industrie française tannant au chrome.

Celle-ci donne même depuis quelques années la préférence aux peaux tunisiennes en raison des progrès réalisés dans leur séchage et leur classement. Autrefois, la plus grosse partie de ces peaux était achetée à plus bas prix, par des commissionnaires de Paris qui les réexportaient en Allemagne et quelquefois aux Etats-Unis.

Le cours moyen des peaux de chèvre de la meilleure qualité varient de 50 à 75 francs la douzaine.

Nous rappelons que les peaux brutes constituent un des quelques articles encore soumis à un droit de sortie.

Les peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes et petites, sont soumises en Tunisie à un droit de sortie de :

16 francs le quintal pour les peaux de bœuf, de vache, de veau, de cheval, de chameau, de mulet et d'âne;

20 francs le quintal pour les peaux de mouton et d'agneau;

24 francs le quintal pour les peaux de chèvre et de chevreau.

A ces droits s'ajoute une taxe sanitaire uniforme de 2 fr. 50 par quintal de peaux exportées.

A leur entrée en France, les peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites sont exemptes de droits de douane, quel que soit le pavillon sous lequel elles sont transportées.

De plus, les peaux fraîches, grandes et petites, et les peaux sèches petites sont admises en entrepôt fictif dans les ports où cet entrepôt est autorisé.

La Tunisie, important de l'étranger une bonne partie des chaussures nécessaires aux besoins de la population, ainsi que d'impor-

taines quantités de peaux et de pelleteries ouvrées, se trouve en mesure d'exporter une grosse partie de ses cuirs indigènes (1).

Nous donnons ci-dessous les quantités et valeurs des peaux et cuirs exportés par la Tunisie pendant les 10 dernières années :

			Quantités	Valeurs				Quantités	Valeurs
			Kg.	Fr.				Kg.	Fr.
1923	Grandes ..	1.107.176	4.428.704		1928	Grandes ..	1.093.593	12.122.699	
	Moutons ..	652.870	2.285.045			Moutons ..	997.100	11.935.000	
	Chèvres ..	472.589	2.835.524			Chèvres ..	603.600	9.818.000	
1924	Grandes ..	780.831	3.513.740		1929	Grandes ..	841.200	9.253.000	
	Moutons ..	771.645	3.472.402			Moutons ..	899.400	9.823.000	
	Chèvres ..	465.487	3.258.408			Chèvres ..	577.000	8.655.000	
1925	Grandes ..	680.786	4.084.716		1930	Grandes ..	1.118.600	9.588.000	
	Moutons ..	973.647	5.841.882			Moutons ..	658.000	5.920.000	
	Chèvres ..	479.183	3.833.464			Chèvres ..	574.000	8.323.000	
1926	Grandes ..	469.763	3.758.104		1931	Grandes ..	882.000	3.528.000	
	Moutons ..	701.095	6.309.855			Moutons ..	423.000	2.537.000	
	Chèvres ..	563.641	5.636.410			Chèvres ..	365.900	3.659.000	
1927	Grandes ..	711.776	5.694.208		1932	Grandes ..	1.025.800	3.590.000	
	Moutons ..	695.909	5.567.272			Moutons ..	374.800	1.875.000	
	Chèvres ..	581.463	8.721.945			Chèvres ..	367.600	3.308.000	

d) *Les laines tunisiennes.* — Le cheptel ovin de la Régence s'est chiffré en moyenne pendant les dernières années par 2.110.000 têtes. Défalcation faite des sujets de moins de deux ans (650.000) et de l'excédent des exportations sur les importations (18.600) il reste donc en chiffre rond 1.400.000 têtes, dont la tonte, calculée à 2 kilos par tête, pourrait produire annuellement plus de 30.000 quintaux de laine.

Mais c'est là un chiffre théorique qui ne fait pas état des événements calamiteux dont le troupeau tunisien est souvent victime et en raison desquels l'exportation peut sensiblement varier d'une année à l'autre.

(1) Les importations tunisiennes en cuirs et peaux ont été les suivantes pour l'année 1932 :

	Quantités (kilos)	Valeur (Frcs)
1° Peaux seulement tannées	797.300	27.670.000
2° Chaussures (paires)	338.611	6.898.000
3° Autres produits en cuir ou peau	54.500	1.795.000

Les exportations pendant la période de 1923 à 1932 ont été les suivantes :

		Quantités	Valeurs			Quantités	Valeurs
		Kg.	Fr.			Kg.	Fr.
1923	{ En suint Lavées ...	855.689 127.834	3.850.600 1.086.580	1928	{ En suint . Lavées ...	1.133.500 216.200	11.984.000 3.459.000
1924	{ En suint . Lavées ...	495.817 196.442	2.974.962 1.767.978	1929	{ En suint . Lavées ...	611.300 106.200	5.502.000 1.699.000
1925	{ En suint . Lavées ...	522.047 240.392	4.023.576 2.884.704	1930	{ En suint . Lavées ...	158.500 35.300	1.268.000 530.000
1926	{ En suint . Lavées ...	457.897 227.902	4.578.970 3.647.392	1931	{ En suint . Lavées ...	148.000 40.200	963.000 443.000
1927	{ En suint . Lavées ...	494.300 151.584	4.440.240 2.425.344	1932	{ En suint . Lavées ...	55.900 20.100	301.000 181.000

L'examen du tableau qui précède fait ressortir une irrégularité très marquée dans les sorties annuelles.

Cette irrégularité tient aux causes suivantes :

a) mortalité élevée pouvant atteindre une proportion catastrophique, pendant les années de sécheresse qui, en Tunisie, ne sont pas rares.

b) prévoyance de l'indigène qui conserve une partie de sa laine d'une année à l'autre, parfois pendant plusieurs années, et ne s'en défait par petites fractions qu'au fur et à mesure de ses besoins.

c) variations de l'importance annuelle du tissage, très sensiblement influencée par les bonnes ou mauvaises années, non seulement en Tunisie, mais encore dans les pays à destination desquels s'exportent les tissus de laines tunisiennes : Algérie, Maroc, Tripolitaine, Egypte.

Au point de vue de la nature des laines présentées à l'exportation, quatre catégories sont à envisager : les pelades provenant des peaux d'abattoir ou des peaux nomades dont le délainage a été pratiqué à la chaux et non à l'échauffe.

Les débris ou « bou-kaddous » sont constitués par des fractions de toison généralement des parties basses utilisées par les femmes arabes de la campagne comme monnaie d'échange; ils proviennent

indistinctement de toutes les régions de la Tunisie et sont centralisées principalement à Tunis, Ebba-Ksour, Béja et Sousse.

Cette catégorie renferme souvent des proportions élevées de crottes et de gros débris.

Les laines usagées provenant des vieux matelas et utilisées dans les pays d'importation plus spécialement à la fabrication des feutres.

Enfin, les laines de tonte, disponibles de la mi-Mars jusqu'à fin-Juin ou mi-Juillet, constituent la partie la plus intéressante et la plus importante de l'exportation et doivent retenir plus particulièrement l'attention.

Les laines de tonte comprennent pour une faible part des laines provenant de moutons à queue fine, animaux importés et conservés à l'état d'origine ou résultant de croisements avec la race indigène; pour la grosse partie, des laines de moutons barbarins à grosse queue.

Les prix varient suivant la qualité de la laine.

La production des laines de moutons à queue fine est d'environ quatre à cinq cents quintaux; elle tend à se développer en raison des bons résultats obtenus jusqu'ici avec cette espèce, tant au point de vue de la reproduction qu'à celui de la viande et de la laine.

À leur entrée en France, les laines tunisiennes non sujettes au paiement des droits de douane proprement dits doivent toutefois payer la taxe d'importation instituée par la loi de Finances de 1920.

B. — PRODUITS DE L'AGRICULTURE

Lorsque la France établit son Protectorat en Tunisie, l'agriculture tunisienne était dans un état d'organisation des plus rudimentaires.

Sur une superficie cultivable de 9.000.000 d'hectares environ, les terres cultivées ne dépassaient pas 600.000 hectares; les rendements en grain ne dépassaient guère une moyenne de deux quintaux à l'hectare pour le blé et l'orge. Aussi, la production étant généralement inférieure aux besoins du pays, les famines n'étaient pas rares; c'est cette situation, d'ailleurs, qui explique que, pendant longtemps, les céréales étrangères n'ont été soumises à aucun droit d'importation à leur entrée en Tunisie.

À ce point de vue encore, l'établissement du Protectorat marque pour la Tunisie le début d'une ère nouvelle; à côté d'une agricul-

ture indigène arriérée, une agriculture française s'installe et se développe. Les améliorations culturales ont consisté en l'application de méthodes modernes et l'utilisation d'un matériel perfectionné et puissant.

Mais, si beaucoup a été fait, beaucoup reste encore à faire.

L'augmentation de la production agricole de la Tunisie est liée en premier lieu à la mise en valeur des terres incultes qui sera l'œuvre tant de la colonisation privée que de la colonisation officielle.

L'augmentation des rendements doit également marcher de pair avec l'extension des terres cultivées; c'est surtout à ce point de vue que le rôle à jouer par l'Etat peut être important, soit par les travaux d'expérimentation, en vue d'améliorer les types locaux, soit par ceux de vulgarisation en vue de répandre les bonnes méthodes chez les indigènes particulièrement, soit en encourageant ou en effectuant lui-même les travaux hydrauliques indispensables au pays, soit, finalement, en organisant et en contrôlant la dispensation du crédit qui est un des nœuds vitaux de l'économie agricole tunisienne.

a) *Les céréales tunisiennes.* — 1° *Le Blé.* — La superficie cultivée en blé qui était de 300.000 hectares avant l'établissement du Protectorat, est actuellement de 500.000 hectares environ (année 1931).

Les blés cultivés en Tunisie se divisent en deux groupes principaux : les blés durs et les blés tendres; avant l'occupation, les blés durs étaient seuls cultivés; ce n'est que depuis une vingtaine d'années seulement que la Tunisie a commencé à produire des blés tendres et la vulgarisation de cette production a été due surtout aux travaux du Service Botanique.

La récolte tunisienne est hâtive, elle s'effectue en Mai-Juin et ses blés font prime sur les marchés de la Métropole, au moment de la soudure entre les deux campagnes agricoles.

Mais, en dehors des années exceptionnelles, sa production suffisant à peine aux besoins de la consommation, la Tunisie doit importer d'Algérie, d'Amérique ou de Russie des blés qui viennent combler le déficit résultant de son exportation (1).

Jusqu'à ces derniers temps, la Tunisie a exporté en toute tranquillité d'esprit, sur le marché français, ses disponibilités en blé.

D'une part, en effet, les blés tunisiens sont exportables en France

(1) Voir plus bas, page 113.

dès le mois de Juin et peuvent ainsi opérer la soudure sur le marché du blé et cela d'autant plus aisément qu'ils pénètrent en franchise dans la Métropole; d'autre part, la production française du blé ne suffit pas à la consommation locale, et les blés métropolitains n'ont pas une valeur boulangère suffisante pour être panifiés seuls.

Aussi, la France était-elle obligée et l'est-elle encore d'importer de l'étranger des blés dits de force pour relever la valeur boulangère de ses blés indigènes; cette importation en blés tendres étant de l'ordre de 14 millions de quintaux par an.

Aujourd'hui que la Tunisie produit des blés tendres suffisamment forts (1), il est normal, et de l'intérêt commun aux deux

(1) L'appréciation des qualités boulangères des blés par une panification d'essai est longue, compliquée, coûteuse et nécessite l'étude de mélanges de blés en diverses proportions.

L'extraction du gluten, de la farine, son dosage, son pouvoir d'absorption pour l'eau, ses qualités de tenacité et d'élasticité, appréciées à la main, fournissent des indications sur l'aptitude du blé à la panification, mais ne permettant, ni un classement des blés, ni la détermination mathématique des proportions des mélanges à effectuer.

Un progrès important dans l'appréciation des qualités boulangères d'un blé a été réalisé par l'emploi de l'extensimètre CHOPIN. Une lame de pâte préparée dans des conditions bien définies, toujours les mêmes, est soulevée et s'étire en une bulle sous la pression de l'air insufflé au-dessous d'elle. Cette pression est enregistrée, sous forme de courbe pendant la durée de la déformation de la lame de pâte : trois indices sont calculés : P, la pression maximum, qui indique la résistance de la pâte à la déformation; G, le gonflement ou volume de la bulle au moment de sa déchirure, qui est en rapport avec le volume que prendra la pâte pendant la fermentation panairé; W, le travail (exprimé en milliers d'ergs) nécessité par la déformation. Ce dernier indice, donné par l'aire de la courbe, est, à lui seul, une base d'appréciation des qualités mécaniques de la pâte et mérite d'être pris en particulière considération, les deux autres indices n'étant que des facteurs de W.

L'examen à l'extensimètre, s'il ne donne pas une idée complète de la valeur boulangère, dans laquelle entrent d'autres facteurs (actions diastasiques, odeur, saveur, aspect de la mie et de la croûte, etc...) a l'avantage d'exprimer, par des chiffres, les qualités mécaniques de la pâte.

Un blé de force est caractérisé par un W allant de 200 à 300. De 175 à 200 un blé a encore des propriétés améliorantes marquées surtout si son G est d'environ 20, (c'est-à-dire si, au moment de la déchirure, le volume de la bulle de pâte atteint un volume de 400 cm³; G représente donc la racine carrée du volume de la bulle exprimé en cm³), mais il doit entrer en plus forte proportion dans le mélange.

Variabilité des qualités boulangères. — Il y a trois responsables de la qualité du pain : le producteur de blé, le meunier et le boulangier.

Les blés de force doivent leurs propriétés à la nature de la variété et au climat. Ce sont des blés à courte période de végétation, mûrissant par temps chaud et sec. {

Les pluies pendant la période de maturation diminuent beaucoup la valeur boulangère des blés récoltés dans les régions à climat tempéré humide.

Les blés de force étaient autrefois produits uniquement par le Sud de la Russie, certains pays balkaniques et surtout le Canada; le type classique est le Manitoba, type commercial formé d'un mélange de plusieurs variétés de printemps, à grains vitreux roux (Hard red spring Wheat, des Standards américains). Les bons Manitobas ont un W de 250 en moyenne.

Le Nord de l'Afrique présente, surtout dans sa partie Est (Tunisie) la plus sèche, des

pays, que la France n'importe les blés étrangers que dans la mesure où les blés tunisiens se révèlent insuffisants.

Dans ces conditions on comprend mal les raisons pour lesquelles le Parlement Français ait pu envisager la possibilité d'un contingentement des blés tunisiens (proposition VIOLETTE, discutée au Sénat le 7 Avril 1933 (1).

Ci-dessous le tableau de la production et des exportations en blé effectuées par la Tunisie pendant la période 1923-1932 (2) :

Années	Production	Exportation		TOTAL
		Sur la France	Sur les Autres Pays	
				Quintaux
1923	2.700.000	747.707	74.961	822.668
1924	1.410.000	215.848	15.006	230.854
1925	3.200.000	550.381	48.746	599.127
1926	3.550.000	794.631	6.009	800.640
1927	2.250.000	78.534	3.304	81.838
1928	3.300.000	926.139	222.469	1.148.608
1929	3.390.000	1.486.474	205.215	1.691.689
1930	2.830.000	1.057.235	28.231	1.095.466
1931	3.800.000	1.622.546	198.758	1.821.304
1932	4.750.000	2.671.218	52.848	2.724.046

Ce tableau nous montre combien une mesure restrictive dirigée par la France contre les blés tunisiens serait préjudiciable à notre notre commerce.

conditions météorologiques favorables à la production des blés tendres de force. Le Service Botanique et Agronomique de Tunisie s'est appliqué à l'introduction et à la création de ces blés de force. Actuellement, la Tunisie dispose de plusieurs blés de force très précoces, tout à fait comparables au Manitoba, mais à grains vitreux blancs. Ils ont l'avantage de donner, s'ils sont panifiés seuls un pain plus blanc et plus léger que le Manitoba.

Ces blés sont représentés par le *Florence Aurore*, le *Pusa Florence* et l'*Iraklé*. Ce dernier est peu cultivé et cède le pas aux autres variétés, plus productives.

(1) Il convient cependant de faire remarquer que la situation de la France au point de vue de la production du blé, s'est depuis quelques années modifiée avec une rapidité inquiétante.

De 1931 à 1932, les surfaces emblavées s'étant accrues de 1.300.000 hectares, la production en blé a considérablement augmenté; il en est résulté que, pour l'année 1932, la récolte s'est chiffrée à 105 millions de quintaux selon certaines statistiques, à 96 mil-

(2) D'après une évaluation faite par la Direction générale de l'Agriculture les besoins de la Tunisie en blé dur et en blé tendre (consommation alimentaire et semences) seraient les suivants : Blé dur 1.800.000 à 2.000.000 de quintaux dont 600.000 environ pour les semences; blé tendre 600.000 quintaux dont 120.000 environ pour les semences.

2^e L'orge. — Les orges de Tunisie sont des orges à six rangs dénommés escourgeons ou orges hâtives. Les colons produisent peu d'orge, environ 50 000 quintaux qui, battus à la machine et, par suite très propres, sont recherchés par les fournisseurs militaires de France et aussi pour la mouture.

Quant aux orges provenant de la culture indigène et dont la production est beaucoup plus importante, elles sont généralement dépiquées aux pieds des chevaux et contiennent beaucoup d'impuretés.

Les orges récoltées dans la Régence sont en grande partie exportées vers le Nord de la France et l'Angleterre pour y servir à la fabrication de la bière. Leurs qualités principales : richesse en amidon, couleur claire, état de siccité, bonne conservation, aptitude à être maltées peu de temps après leur récolte et leur prix relativement bas les font rechercher par les brasseurs. Les industriels anglais les utilisent concurremment avec les orges de Californie, du Chili et de l'Asie Mineure.

La production et l'exportation, exprimées en quintaux, ont été les suivantes pendant les dix dernières années :

Années	PRODUCTION	EXPORTATION			
		Sur la France	Sur l'Angleterre	Sur les Autres Pays	TOTAL
	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux
1923	2.500.000	247.523	343.486	498.707	1.089.716
1924	550.000	92.680	14.224	324.118	431.022
1925	3.200.000	165.053	172.734	139.192	476.979
1926	1.960.000	479.895	17.1148	238.099	889.142
1927	900.800	100.000	91		100.091
1928	2.750.000	169.976	284.421	1.079.109	1.480.506
1929	2.500.000	297.164	120.720	1.206.466	1.624.350
1930	1.200.000	33.735		248.420	282.155
1931	1.800.000	12.575	35.178	34.791	83.544
1932	3.400.000	741.293	12.472	429.057	1.182.822

lions de quintaux selon d'autres. Quoi qu'il en soit si l'on évalue à 86 millions de quintaux la quantité de blé nécessaire à la consommation de la France il résulte sur le marché national, un excédent de blé de 10 millions de quintaux pour le moins.

Si l'on ajoute à cette situation le fait que la récolte de 1932-1933 s'annonce particu-

3° *L'avoine*. — Les 7/10^{es} des avoines produites par la Tunisie, sont récoltées dans les exploitations européennes, elles sont donc battues à la machine et très propres.

La production de la Régence excède de beaucoup les besoins de la consommation locale et fournit de larges disponibilités pour l'exportation à destination de la France, notamment, comme permet de s'en rendre compte le tableau suivant

Années	PRODUCTION	EXPORTATIONS		
		Sur la France	Sur les Autres Pays	TOTAL
	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux
1923	400.000	44.710	227.443	272.153
1924	230.000	51.152	125.762	176.914
1925	400.000	79.701	103.385	183.087
1926	310.000	73.324	136.655	209.979
1927	215.000	9.289	30.388	39.667
1928	325.000	98.954	170.714	269.668
1929	500.000	271.824	96.367	368.191
1930	300.000	54.778	245.254	300.032
1931	330.000	84.618	60.953	145.571
1932	280.000	75.972	1	75.973

b) *L'alfa tunisien*. — L'alfa est une graminée dont la feuille est très employée pour la fabrication des cordes, tissus végétaux et des ouvrages en sparterie. L'alfa a trouvé en Angleterre sa principale utilisation, en très grosse quantité, pour la fabrication de la pâte à papier. L'industrie française qui, pour la matière première, est tributaire de l'étranger (1) semble devoir trouver dans l'alfa une ressource intéressante.

lièrement abondante, si l'on prévoit les effets naturels de la loi du 10 juillet 1933, ayant fixé un cours minimum au blé (ce qui n'aura évidemment pas pour effet d'arrêter l'envahissement des emblavures) il est à prévoir que l'ombre agitée le 7 avril 1933 par M. VIOLETTE, pourra devenir en juillet 1934 une terrible réalité.

(1) Les importations annuelles de pâte de cellulose effectuées par la France sont de l'ordre de 5 millions de quintaux.

L'alfa est très abondant en Tunisie; on estime à 1.200.000 hectares la superficie qu'il recouvre spontanément.

Les principaux marchés sont ceux de Telepte, Fériana, Thala, Maagen, Kasserine, Zannouche, Sbeitla, Hadjeb-el-Arroun, Gafsa, Sened, Maknassi, Gabès, Messouna, Mareth et Médenine.

La presque totalité de la récolte est destinée à l'Angleterre; les achats effectués par les industries françaises de la sparterie ou du papier sont comparativement assez faibles.

Les chiffres d'exportation ont été les suivants pendant les dix dernières années :

Années	PAYS DE DESTINATION			TOTAL
	France	Angleterre	Autres Pays	
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
1923	2.282	42.256	333	44.871
1924	5.560	71.511	1.018	78.089
1925	1.249	78.618	2.131	81.998
1926	3.737	81.304	4.688	89.729
1927	2.322	81.062	821	84.205
1928	3.530	60.019	219	63.768
1929	2.716	94.043	1.032	97.791
1930	1.511	75.241	47	76.799
1931	267	85.531	32	85.830
1932	»	65.917	»	65.917

*
**

Nous rappelons que l'alfa et la pâte d'alfa constituent un des quelques produits encore soumis à des droits d'exportation.

Toutefois, un décret beylical du 24 Décembre 1921 a exempté des droits de sortie l'alfa et la pâte d'alfa exportés exclusivement à destination de la France. Le droit de sortie sur l'étranger est actuellement de 35 francs par tonne métrique.

De plus, l'alfa brut ne supporte, dans la Métropole, aucun droit d'entrée quelle que soit sa provenance. Il peut donc être importé de Tunisie en France, sous n'importe quel pavillon, sans certificat d'origine et être embarqué dans tous les ports de la Régence. Cette franchise douanière s'étend aux alfas ouvrés.

Une loi française du 10 Mai 1923 a étendu aux pâtes de cellulose, d'origine et de provenance tunisiennes, les dispositions de la loi du 19 Juillet 1890.

Les exportations d'alfa se font principalement par les ports de Sousse et de Sfax.

Le prix de la tonne est de 270 à 280 francs, bord Sousse ou Sfax (Avril 1933).

*
* *

Les exportations tunisiennes d'alfa, après avoir été longtemps très importantes, sont actuellement en voie de décroissance.

Quelles sont les causes de cette situation ?

L'alfa qui, en 1930, se vendait 400 à 500 francs f. o. b. a baissé depuis, dans des conditions rendant, en l'état actuel des éléments du prix de revient, l'exportation difficile.

Voici quelques chiffres puisés dans une étude remarquable faite en 1932, par M. CITIANOVA, membre de la Chambre de Commerce de Tunis, particulièrement versé dans la matière.

Le cours de l'alfa est de 270 à 275 francs la tonne; mais la cueillette d'une tonne d'alfa coûte environ 100 francs; l'exportation a, en outre, à payer 70 francs pour le transport du centre alfatier au port d'embarquement; 40 francs de manipulations et de frais d'emballage; 49 francs de droits de sortie (taxe régionale et statistique comprise) (1) et 30 francs d'emmagasinage et d'assurance.

Dans ces conditions, une tonne d'alfa qui ne pouvait se vendre que 275 francs la tonne, coûtait déjà à l'exportateur près de 290 francs.

Le bordereau de prix de revient ainsi établi révèle deux éléments aisément réductibles : le droit de sortie et le frêt par chemin de fer des lieux de production au port d'embarquement.

Cette réduction s'impose d'urgence, si l'on veut que cette branche du commerce tunisien, si intéressante au point de vue social,

(1) Le montant de ce droit de sortie a été réduit à 30 francs par décret beylical en date du 28 décembre 1932.

terriblement concurrencée par des succédanés à bon marché, recouvre sa vitalité d'autrefois.

Le prix de transport de l'alfa expédié à Marseille est actuellement de 100 francs la tonne du quai à quai, les expéditions sur l'Angleterre se paient 13 à 14 shilling la tonne. La différence tient à ce que les transports d'alfa à destination de l'Angleterre se font par cargos entiers et aux occasions de frêt de retour, tandis qu'il ne s'agit en ce qui concerne la France que de chargements partiels.

Cette situation combinée avec la cherté du prix de revient explique que les exportations tunisiennes d'alfa sur la France sont nulles.

*
* *

c) *L'olivier et les huiles d'olive.* — Les huiles de Tunisie se classent parmi les plus parfaites du monde, au point de vue de la fabrication. Le fait est dû, d'une part, à l'outillage moderne dont sont munies les usines tunisiennes et à la grande expérience des oléifacteurs; d'autre part, à la possibilité de traiter, immédiatement après leur cueillette et sans leur laisser le temps de fermenter, les olives qui poussent pour ainsi dire à pied d'œuvre.

Aussi, ne produisant que très peu d'huile de basse qualité, la Tunisie est-elle obligée d'importer chaque année, pour la consommation locale des indigènes, des huiles communes d'Algérie qu'elle peut se procurer à un prix plus avantageux que celui de ses propres qualités inférieures.

Les plantations d'oliviers dont le développement s'accroît chaque année, comptent actuellement plus de 16.000.000 de pieds, dont plus de 10.000.000 en plein rapport.

D'après les mercuriales, les cours moyens des huiles étaient, fin Décembre 1932, les suivants :

SFAX	{	1 ^{re} pression	340 fr.	les 100 kilos
		2 ^e —	330 fr.	—
		Lampantes	280 fr.	—
SOUSSSE ..	{	1 ^{re} pression	342 fr. 50	—
		2 ^e —	327 fr.	—
		Lampantes	300 fr.	—
TUNIS	{	1 ^{re} pression	340 fr.	—
		2 ^e —	330 fr.	—
		Lampantes	280 fr.	—

Les affaires se traitent généralement sur échantillons. La livraison a lieu quai Marseille ou Nice, agerage à l'arrivée contre chèque documentaire. Lorsque des maisons chargent des négociants tunisiens d'acheter pour leur compte, les affaires se traitent « vente pile », le représentant assumant les frais de logement et d'expédition.

*
* *

Le commerce extérieur des huiles traverse actuellement une crise particulièrement grave, conséquence, pour partie, de la crise mondiale, pour partie, de l'économie du régime douanier que subit la Tunisie en la matière.

Alors que les pays producteurs d'huile, Maroc, Algérie, Espagne, Italie, Levant, encouragent les exportations, soit en ne les grevant pas de droit de sortie, soit même par attribution de primes (Espagne, Italie) la Tunisie, elle, charge ses exportations d'un droit de sortie de 20 francs par 100 kilogrammes.

Or, comme on l'a fait justement remarquer, cette charge, peu sensible lorsque le cours des huiles oscillait entre 700 et 1.000 francs les 100 kilos, constitue aujourd'hui une entrave particulièrement pénible menaçant d'arrêter complètement les transactions (1).

Ajoutez à cela l'obligation dans laquelle se trouve la Tunisie, de payer un fret Tunis-Marseille triple de celui payé par l'Espagne ou l'Italie et nous aurons retrouvé les causes certaines de nos difficultés commerciales sur le marché extérieur.

* * *
* *

La Tunisie exporte ses huiles d'olive principalement en France et en Italie ainsi qu'il résulte du tableau ci-après (année 1932, quantités exprimées en quintaux) :

(1) Un décret tunisien en date du 28 décembre 1932, (J. O. T. du 30) a apporté d'une manière judicieuse, il faut en convenir, mais insuffisante, remède à cette situation.

Désormais, les droits de sortie que devront payer les huiles tunisiennes varieront selon la moyenne des cours de gros pratiqués durant le mois précédent à Sousse et à Sfax pour les huiles dénommées dans les usages locaux « Premières courantes », les cours à retenir étant ceux qui ont été constatés par les courtiers assermentés.

Ces droits seront nuls lorsque les moyennes dont s'agit seront inférieures à 300 francs les 100 kilos, de 10 francs lorsque cette moyenne sera comprise entre 300 francs et 400 francs, de 15 francs jusqu'à 500 francs, de 20 francs au-dessus de 500 francs.

Les huiles de grignons paieront dans tous les cas 10 francs par 100 kilogrammes.

France	83.854
Algérie	671
Angleterre	92
Belgique	26
Italie	103.504
Malte	509
Norvège	1
Egypte	377
Tripoli	12.334
Etats-Unis	4.603
Portugal	1
République Argentine	»
Espagne	»
Provisions de bord	201
Maroc	176
Autres Pays	142

TOTAL	206.501
-------------	---------

Colis postaux.....	{	France	725	
		Algérie	2	
		TOTAL.....	727	727

TOTAL GÉNÉRAL.....	207.228
--------------------	---------

Mais le Gouvernement italien, dans le but de protéger l'oléiculture nationale et coloniale, a pris, en date du 22 Octobre 1932, un *Regio Decreto Legge* n° 1368, frappant les huiles étrangères destinées à la consommation du pays, d'un droit prohibitif de 121,11 lires par quintal, complété d'une taxe de 15 % ad valorem.

Cette mesure aura pour effet de fermer le marché italien aux huiles tunisiennes.

*
**

Le grand développement de l'oléiculture a eu pour conséquence la création d'usines destinées à utiliser les sous-produits résultant de la fabrication de l'huile.

Ces sous-produits appelés grignons servent à la fabrication d'huiles dites de grignons, destinées à divers usages industriels.

Une partie de ces huiles est exportée sur la France et les Etats-Unis; le surplus est utilisé par l'industrie locale de la savonnerie.

On estime à quatre ou cinq millions de kilogrammes la production annuelle moyenne des huiles de grignons d'olive en Tunisie (1).

Les exportations d'huiles de grignons ont été les suivantes pendant les dix dernières années :

ANNEES	EXPORTATION	ANNEES	EXPORTATION
1923	1.232.627 kgs.	1928	1.959.600 kgs
1924	1.275.880 —	1929	4.189.000 —
1925	1.118.491 —	1930	7.055.900 —
1926	1.758.527 —	1931	521 700 —
1927	1.226.398 —	1932	3.222.300 —

*
* *

Un Office de l'huile d'olive a été institué en Tunisie par un décret beylical en date du 13 Juin 1930

Il est chargé de centraliser tous les renseignements relatifs à la production, à la transformation et à la vente des produits de l'olivier. De faciliter l'exportation et l'ouverture de nouveaux débouchés au commerce de l'huile; de procéder, à cet effet, à toutes les mesures de propagande et de publicité à l'exclusion, toutefois, de toutes opérations commerciales. A ces différentes fins, cet Office publie mensuellement une feuille d'informations particulièrement documentée.

d) *La production vinicole.* — En 1881, lors de l'établissement du Protectorat français, la Tunisie ne possédait que 1.100 hectares de vigne cultivée par les indigènes et la plus grande partie de la vendange était consommée à l'état de raisin frais.

Dès l'établissement du Protectorat, *les premiers colons furent invités par le Gouvernement français à planter de la vigne, de façon à compenser dans une certaine mesure la pénurie du vin qui résultait de la destruction progressive du vignoble métropolitain*

(1) Le cours des huiles de grignons est actuellement de 180 francs à 185 francs les 100 kilogrammes pour les huiles de basse acidité et de 150 francs à 155 francs pour les huiles de haute acidité.

En 1928-1929 les huiles de grignons se vendaient de 500 francs à 600 francs les 100 kilogrammes.

par le *phylloxéra*, destruction qui devait se poursuivre jusqu'en 1918 (1).

C'est dans ces conditions qu'en moins d'un demi-siècle ce vignoble a pu atteindre une superficie d'environ 50.000 hectares et un rendement de 1.750.000 hectolitres.

La consommation locale de vin est évaluée à 320.000 hectolitres environ; il reste donc pour l'exportation de grosses disponibilités.

Un premier point certain, c'est que la France est le seul refuge possible pour le surplus de la production vinicole de la Tunisie.

M. CHEDEVILLE, Directeur de l'Office du Vin, a fait à ce sujet une étude particulièrement étudiée et documentée qui établit ce premier point (2).

C'est de cette situation combinée avec les sentiments égoïstes des vigneron du Midi et le fait que la Tunisie n'a pas de représentant au Parlement français que résultent toutes les difficultés.

Les vigneron du Midi, jaloux de la supériorité des vins tunisiens, ont inspiré une législation particulièrement odieuse et désastreuse pour les intérêts des viticulteurs français, étrangers et indigènes qui, *encouragés par les premières mesures prises par le Gouvernement français, ont agrandi les vignobles tunisiens et se trouvent aujourd'hui acculés dans une impasse.*

Si l'on ne tient pas compte du vignoble indigène planté uniquement en cépages de table, qui couvre environ 4.000 hectares, les viticulteurs et le vignoble tunisien se répartissent par nationalités de la façon suivante :

	Français	Italiens	Anglo-Maltaï	Autres Européens	Totaux
Viticulteurs :	1.288	2.011	21	6	3.326
Superficie en hectares :	18.514,55	24.585,65	935,95	65,70	40.098,8

(1) Sur l'invasion phylloxérique et les débuts de la viticulture en Afrique du Nord; lire « La vigne et l'emprise de la France sur l'Afrique du Nord (1923) » par Brisset. Extrait de la *Revue de Viticulture*, 35, boulevard Saint-Michel, Paris.

(2) Le Royaume-Uni importe des vins principalement de ses Dominions (Afrique du Sud et Australie), du Portugal et de la France.

La Belgique s'approvisionne en France et en Portugal qui peuvent fournir à des prix plus avantageux que ceux pratiqués par la Tunisie dont le prix de revient des vins est automatiquement majoré de frais de transports maritimes et terrestres considérables.

L'Allemagne, pour des raisons politiques, n'a cessé au cours des dernières années, de boycotter nos produits pour favoriser ceux de l'Espagne ou de l'Italie dont elle recherche l'amitié ou l'alliance.

La Tunisie pouvait trouver en Suisse un débouché intéressant en raison des quantités importantes de vins importés par ce pays. Mais la Suisse vient d'adopter un système de licence, d'importation (déterminées par l'importance des fournitures faites par l'étranger au cours des dernières années) qui ne réserve à la Tunisie qu'un contingent pratiquement nul.

Le vignoble tunisien se trouve en majeure partie entre les mains d'une population non française. Il est possible que ce fait ne soit pas étranger à l'indifférence systématique du Gouvernement français à l'égard des revendications de nos viticulteurs.

Si cela était, il ne faudrait pas dissimuler que cette considération, qui n'est pas de mise dans un pays de Protectorat, est contraire à l'équité, puisqu'elle préjudicie à des clients de l'industrie française et n'en porte pas moins atteinte à l'élément de la population tunisienne qui, avec les agriculteurs, constitue la base la plus consistante de la colonisation française et devrait, à ce titre, mériter les plus grands ménagements.

C. — PRODUITS DU SOUS-SOL ET SALINES

a) *Produits du sous-sol.* — Le sous-sol de la Tunisie est riche. On y rencontre des mines de fer, de cuivre, de plomb, de zinc, des gisements de phosphates, des carrières de marbre, de grès, de pierre de taille et à bâtir, des terres à poteries et à briques, des pierres à chaux.

L'exploitation du sous-sol tunisien, qui remonte à l'antiquité carthaginoise, a pris, depuis le Protectorat, un développement tout spécial qui a atteint son plein épanouissement pendant la Grande Guerre.

La Tunisie produit des minerais de plomb (galène et carbonate) d'une teneur moyenne de 60 % et des minerais de zinc (blende et calamine carbonatée) d'une teneur moyenne de 30 %.

Il convient d'indiquer qu'il existe en Tunisie trois fonderies traitant le minerai de plomb :

- 1° La Fonderie de Mégrine.
- 2° La Fonderie de Djebel-Hallouf.
- 3° La Fonderie de Zarzouna.

La Tunisie produit également des minerais de fer, riches hématites non-phosphoreuses à 50 et 60 % de fer.

Je reproduis ci-dessous les chiffres de l'exportation de ces minerais pendant les années 1923 à 1932 (quantités exprimées en quintaux) :

ANNEES	Minerais de plomb	Plomb en masse, bar- res ou plaques	Minerais de fer	Minerais de zinc
1923	94.114	177.827	7.747.556	128.337
1924	151.841	148.176	8.067.423	158.247
1925	123.944	157.361	7.026.190	254.349
1926	106.326	176.119	4.747.630	272.351
1927	89.231	165.351	9.925.466	357.387
1928	35.550	190.150	8.917.080	107.180
1929	10.850	182.956	4.409.400	60.680
1930	2 170	135.778	9.744.160	46.320
1931	1.840	214.149	4.429.160	11.560
1932	13.660	119.487	2.153.630	»

Finalement, la Tunisie serait susceptible de fournir une certaine quantité de minerais de strontium (1).

Rappelons que les minerais de plomb et de fer sont soumis à un droit de sortie ad valorem qui est de 2 % pour les minerais de plomb et de 5 %, pour les minerais de fer.

*
* *

Mais ce qui constitue la plus belle richesse du sous-sol tunisien, ce sont ses gisements de phosphate de chaux.

Ces gisements ont été découverts par Philippe THOMAS en 1885.

Nous rappelons que les phosphates exportés sont soumis au paiement d'un droit, d'ailleurs minime, d'extraction (0,50 par tonne) et d'exportation (0,35).

Nous donnons ci-dessous les chiffres de la production et de l'exportation pendant la période 1924-1932. Nous indiquons également

(1) La production minière de la Tunisie a été la suivante pour l'année 1932 :

Mineral de fer :	209.000 tonnes
Mineral de plomb :	11.000 »
Mineral de zinc :	0 »

En 1929, les mines tunisiennes avaient produit :

Mineral de fer :	980.000 tonnes
Mineral de plomb :	32.000 »
Mineral de zinc :	10.000 »

les chiffres relatifs à l'année 1917 pour faire ressortir les progrès accomplis dans cette branche de l'industrie tunisienne.

Années	PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES							EXPORTATION	
	Gafsa	Phosphates tunisiens	Kalâat Es-Senam	Rebiba	Mdilla	Divers	TOTAL	En milliers de tonnes	Valeur en millions de Frs au port d'emb.
1917	557	134	27	9	»	1	728	612	16
1924	1.690	398	108	47	147	»	2.390	2.380	120
1925	1.809	336	62	77	253	»	2.537	2.579	139,5
1926	1.902	366	81	80	284	10	2.723	2.659	200
1927	2.104	473	83	74	329	12	3.075	2.956	222
1928	1.816	348	64	61	312	19	2.620	2.684	201
1929	1.672	382	39	29	556	22	2.511	3.018	226
1930	2.260	486	65	31	477	»	3.326	2.643	200
1931	1.342	277	66	57	426	»	2.148	1.784	150
1932	1.153	205	»	47	273	»	1.678	1.629	97
Totaux depuis l'origine.	35.418	7.648	2.406	1.056	2.986	528	50.042	48.854	

Jusqu'à ces derniers temps la situation de l'industrie phosphatière de la Tunisie, bénéficiant de conditions naturelles particulièrement privilégiées, n'avait présenté aucun sujet d'inquiétude.

Mais aujourd'hui la situation semble devoir se modifier et l'industrie des phosphates tunisiens se trouve menacée par des industries concurrentes dans des conditions qu'il importe de connaître pour pouvoir, le cas échéant, parer au danger.

En effet, s'il n'y a pas lieu de considérer comme concurrents dangereux les phosphates Américains, Russes ou Egyptiens qui jusqu'à présent ne sont intervenus que pour compléter la production tunisienne et algérienne sur le marché européen, il n'en est pas de même en ce qui concerne les produits similaires marocains qui semblent constituer pour l'industrie tunisienne une rivale redoutable.

Les phosphates marocains dont les premières exploitations remontent à 1924 sont très appréciés en raison de leur haute teneur en phosphate tricalcique (75 %) supérieure à celle des minerais tunisiens, dont la teneur varie de 58 à 65 % selon les qualités.

Ces produits commencent déjà à remplacer sur le marché euro-

péen leurs similaires américains et constituent aujourd'hui une menace pour les producteurs voisins : l'Algérie et la Tunisie.

En effet, les cours commerciaux des phosphates de chaux s'établissent actuellement d'après la demande des fabricants de superphosphates. Or, pour cette industrie, l'importance de la teneur du minerai en phosphate de chaux est l'élément principal du prix d'achat. C'est d'elle que dépendent les frais de transport de la matière première, la consommation d'acide sulfurique et les frais de transport du produit fini.

Nous connaissons d'une manière précise la mesure du danger marocain lorsque, d'une part, les ressources du Maroc nous seront mieux connues; d'autre part, lorsque la crise économique aura cessé et les monnaies auront acquis la stabilité indispensable à la formation de courants d'échanges commerciaux naturels et stables (1).

* * *

b) *Sel marin.* — Par son climat et l'étendue de ses côtes, la Tunisie se trouve dans d'excellentes conditions pour la production du sel marin.

Il existe actuellement en Tunisie, deux salines exploitées directement par l'Etat, pour la consommation du pays, et neuf autres qui ont été concédées par le Gouvernement du Protectorat à des sociétés ou à des particuliers.

La production de ces diverses salines s'est chiffrée au cours des trois dernières années à : 120.435 tonnes en 1930, 121.186 tonnes

(1) Au moment même où nous terminons notre étude, la Direction des Travaux publics nous donne connaissance de deux accords en date du 3 octobre 1933 conclus entre les trois provinces nord-africaines et les Etats-Unis d'Amérique.

Ces accords ont pour but principal de lutter contre la concurrence effrénée faite en particulier par les producteurs américains de Floride.

Grâce en grande partie, à l'appui du Gouvernement du Ministère des Affaires Etrangères, ces accords ont été conclus dans le courant du mois d'octobre. Ils répartissent, aussi équitablement que possible les ventes de phosphates en Europe.

L'Amérique ne fournira que 16 pour 100 des importations européennes. Il a été établi que lorsque l'Europe importerait 3 millions de tonnes de phosphates, 2 millions en seraient réservés à l'Algérie et à la Tunisie. Sur cette part, l'Algérie aura droit au 20 pour 100 des importations, c'est-à-dire à 400.000 tonnes et la Tunisie au 80 pour 100 restant, c'est-à-dire à 1.600.000 tonnes. Lorsque l'importation dépassera 3.000.000 de tonnes, la part du Maroc croîtra dans des proportions plus grandes que celles de ses voisines.

Il faut d'ailleurs remarquer que ce chiffre de 3 millions est une simple base, un minimum qui n'a jamais été touché. En 1931, en effet, année particulièrement mauvaise, 3.887.000 tonnes furent importées par l'Europe, dont 700.000 fournies par l'Amérique. En 1932, importation de 4.180.000 tonnes, dont 500.000 fournies par l'Amérique.

Il importe de souligner que le groupement ainsi réalisé entend simplement maintenir les phosphates à un taux rémunérateur et éviter les baisses catastrophiques auxquelles on

en 1931, 69.672 tonnes en 1932. Cette production pourra facilement tripler dès que la demande le permettra.

La question du sel constitue pour la Tunisie un problème social qui, s'il n'a pas l'importance de ceux que nous venons d'examiner, du fait que l'exploitation des salines se trouve entre les mains de quelques sociétés employant un personnel relativement peu important et non d'une masse de population, présente néanmoins un intérêt économique en raison des circonstances naturelles qui permettent à la Tunisie de produire à bon compte et de réaliser ainsi d'importants bénéfices.

*
* *

Pour faciliter et intensifier l'exportation du sel tunisien, il conviendrait, tout d'abord, de procéder à un meilleur aménagement de certains ports par où se font actuellement de nombreuses exportations, en vue de permettre d'effectuer l'embarquement à quai (1).

Mais ces améliorations à effectuer ne sont que des détails d'ordre purement matériel ne présentant aucune difficulté sérieuse.

La véritable difficulté se trouve sur le terrain commercial et douanier.

Pendant longtemps, la Tunisie a fourni du sel à divers pays d'Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et même au Japon. Mais, depuis quelques années, en raison de la tendance que manifestent les pays à vouloir se suffire à eux-mêmes, la Tunisie a perdu nom-

a pu récemment assister. Il n'a aucun intérêt à faire monter exagérément les cours, car il déclencherait ainsi une nouvelle concurrence et tout serait alors à recommencer.

Les négociation et réalisation de cet accord se sont immédiatement traduits par une nette reprise des exportations de phosphates du port de Tunis. Elles s'élèvent déjà pour la Tunisie à un total moyen de 150.000 tonnes environ par mois, soit 1.800.000 tonnes par an, c'est-à-dire à 60 pour cent du maximum, qui fut atteint en 1929. Or, en 1932, on était tombé à 1.600.000 tonnes, soit un peu plus de 50 pour 100 du même maximum.

Cette situation ne pourra maintenant que s'améliorer. Nous devons, nous Tunisiens, d'autant plus nous en féliciter que la Régence n'est pas des plus favorisées en ce qui concerne la teneur de ses phosphates. Ils renferment en général, de 58 à 65 pour 100 de phosphates tricalciques, alors que ceux du Maroc, sont riches à 75 pour cent. La valeur de ces derniers est double de celle des phosphates tunisiens, bien que leur prix de revient soit semblable.

L'Egypte et la Russie n'ont pas été conviées à ces accords et aucune mesure de protection n'a encore été prise à leur encontre.

Les milieux techniques estiment que ces lacunes ne sont pas graves; les phosphates d'Egypte (Kosseira et Safaga) seraient handicapées par le Canal de Suez, tandis que les lapatites russes (presqu'île de Kola) inutilisables à leur état naturel (si ce n'est dans l'industrie métallurgique) doivent subir préalablement à leur transformation en super-

(1) Les embarquements se font actuellement en rade, aux points de la côte tunisienne suivants : Soliman, Monastir, Mahdia, Kerkennah.

bre de ses clients, de sorte qu'ici encore la seule ressource pour la Tunisie se trouve dans l'ouverture du marché métropolitain qui lui est actuellement inaccessible.

En effet, le sel marin est frappé à l'entrée en France des droits figurant au tarif minimum français qui sont de 100 francs par tonne pour les sels bruts, de 140 francs pour les sels blanchis ou épurés, ainsi que pour les sels moulus, blanchis et triturés.

A ces droits s'ajoute une taxe de consommation de six cents francs qui est perçue par la douane au moment de l'importation.

Le Gouvernement du Protectorat s'est efforcé, pendant de nombreuses années, d'obtenir l'admission en franchise des sels tunisiens en France. Toutes ses tentatives à ce sujet ont constamment échoué en raison de l'opposition des sauniers métropolitains qui ont réussi à faire admettre par le Parlement que l'entrée en franchise en France des sels tunisiens, de qualité incomparablement meilleure et d'un prix beaucoup moins élevé que les sels du Midi, causerait un grave préjudice, sinon au consommateur dont on ne tient plus compte dans l'examen des problèmes économiques, du moins aux sauniers méridionaux.

Ci-dessous le tableau des exportations de sel effectuées par la Tunisie pendant les dix dernières années.

Pour souligner l'amélioration survenue dans l'exportation de ce produit, nous indiquons également le chiffre de l'exportation pendant l'année 1913 :

phosphates des préparations (flottaison) qui en augmenteraient assez considérablement le prix de revient.

Ci-dessous à titre documentaire, les quantités de phosphates de chaux qui ont été livrées de 1923 à 1930 par les principaux pays producteurs. (Les statistiques sont extraites de « L'Annuaire International de la Statistique Agricole »).

U. R. S. S. Territoires d'Europe et d'Asie.	1923-1927	1928	1929	1930	1931
	43.600	»	»	»	»
U. S.	3.182.201	3.579.767	3.883.169	4.014.760	2.604.472
Egypte	146.409	200.563	215.311	313.478	257.011
Maroc français	740.800	1.268.000	1.608.000	2.099.000	901.000
Algérie	2.762.307	875.947	745.035	846.700	565.000
Tunisie	2.710.600	2.789.000	511.000	3.326.000	2.148.000

En Océanie les principaux pays producteurs de phosphates de chaux sont : La Nouvelle Zélande, l'île Nauru et l'île Océan.

ANNEES	EXPORTATION	ANNEES	EXPORTATION
1913	717.418 qx.	1927	1.050.941 qx.
1923	408.083 —	1928	1.048.051 —
1924	1.191.352 —	1929	513.020 —
1925	1.387.597 —	1930	736.134 —
1926	871.010 —	1931	764.949 —
		1932	696.727 —

D. — AUTRES PRODUITS EXPORTES

Nous groupons dans cette dernière section, l'étude de divers articles exportés par la Tunisie, qui ne présentent au point de vue économique et social qu'un intérêt secondaire.

a) *Les éponges tunisiennes.* — Les bancs d'éponges couvrent abondamment les fonds sous-marins des côtes tunisiennes.

L'éponge commune ou du commerce (*hippospongia equina*) se trouve en abondance dans les fonds du Sud depuis le Cap Louza, au Sud de Mahdia, jusqu'à la frontière tripolitaine. A mesure que l'on remonte vers le Nord cette espèce se raréfie pour faire place à une éponge plus fine (*euspongia officinalis* ou oreille d'éléphant) que les scaphandriers pêchent pendant l'été dans les parages du Cap Bon, de Bizerte et de Tabarka.

La moyenne annuelle des quantités d'éponges exportées de Tunisie est de : 167.881 kilogrammes dont près de deux tiers à destination de la France.

Les éponges brutes et préparées sont admises en franchise en France; pour bénéficier de ces dispositions les éponges tunisiennes doivent être accompagnées d'un certificat délivré par les Contrôleurs civils (décret français du 24 Juillet 1928).

b) *Production fruitière.* — La Tunisie est susceptible d'exporter une production fruitière particulière au sol et au climat tunisiens.

C'est ainsi qu'elle produit actuellement d'importantes quantités de citrons, de cédrats, de pêches, d'oranges, de pommes, de poires, de coings, d'amandes, de raisins de table et d'olives de table, qui pourront constituer un jour, peut-être, un élément appréciable de nos exportations.

Mais la production fruitière la plus caractéristique du sol et du climat tunisiens est celle du dattier.

La Tunisie possède dans ses territoires du Sud à climat désertique de très belles oasis situées dans d'immenses cuvettes de sable abondamment arrosées. C'est dans ces oasis que poussent les palmiers-dattiers dont quelques variétés produisent les fruits les plus appréciés de l'Afrique du Nord.

Le recensement effectué donne, pour toutes les palmeraies, un total général de 2.600.000 palmiers-dattiers, dont la moitié environ en pleine production. L'autre moitié comprend environ 800.000 pieds âgés de moins de 20 ans et 500.000 palmiers mâles non productifs. En admettant que les 800.000 pieds âgés de moins de 20 ans produisent une demi-récolte, on arrive à un total de 1.700.000 palmiers producteurs.

Le nombre d'arbres en pleine production susceptibles de donner des produits de qualité supérieure est relativement restreint (70.000 environ), mais il tend à s'accroître chaque année, grâce aux efforts de l'Administration et à la plus-value des rendements.

Le tableau ci-après fait ressortir l'importance des exportations de dattes de Tunisie pendant les dix dernières années. Les variations de récoltes influent naturellement sur le chiffre des exportations : c'est là l'explication des différences parfois considérables que le lecteur pourra constater d'une année à l'autre dans les quantités exportées. (Voir tableau page suivante).

Le prix moyen du quintal pour les trois dernières années ressort à .

400 francs pour les dattes fines;

219 francs pour les dattes communes.

Les exportations de dattes se font principalement à destination de la France, de l'Algérie et de l'Italie.

Les dattes tunisiennes sont exemptes de droits à leur entrée en France.

*
* *

La Tunisie serait encore susceptible de produire et d'exporter divers légumes à l'état vert ou sec (tomates, aubergines, melons, pastèques, lentilles, haricots, pois chiches, pois secs) dans une mesure que nous pourrons bientôt déterminer.

En effet, il vient de se former il y a quelques jours à peine « Une Coopérative Générale d'exportation de la production maraî-

chère et fruitière de la Régence » dans le but d'encourager, diriger, soutenir, créer, la production, l'exportation, l'industrialisation des produits maraîchers, fruitiers et dérivés.

TABLEAU DES QUANTITE ET VALEUR DES DATTES
exportées pendant les dix dernières années

ANNEES	DATTES FINES		DATTES COMMUNES	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
	Quintaux	Fr.	Quintaux	Fr.
1923	12.874	3.862.200	17.385	2.205.600
1924	16.224	6.489.672	17.489	3.497.742
1925	32.086	12.834.468	7.593	1.518.726
1926	19.125	9.512.595	36.178	9.044.567
1927	20.877	12.526.746	15.128	4.538.460
1928	15.393	9.274.000	15.584	4.708.000
1929	9.739	4.870.900	13.094	2.619.000
1930	16.951	9.364.925	25.886	7.785.000
1931	16.165	5.034.000	20.404	3.109.000
1932	14.090	4.506.000	26.547	5.176.000
TOTAUX....	173.524	78.275.506	195.288	44.202.095
MOYENNES....	17.352	7.827.550	19.528	4.420.209

III

L'IMPORTATION

L'étude du commerce extérieur de la Tunisie à l'exportation nous permet déjà de savoir ce que la Tunisie n'importera pas.

La Tunisie, pays agricole, satisfait en bonne partie aux besoins de son alimentation; mais, malgré cette situation, elle est encore obligée de recourir à l'étranger pour se procurer de nombreux ingrédients qu'elle est dans l'impossibilité de produire. D'autre part, dépourvue de vie industrielle susceptible de satisfaire à la transformation d'une partie de ses richesses naturelles et aux besoins engendrés par la civilisation, la Tunisie importe de l'étranger la quasi totalité des produits fabriqués qu'elle consomme.

Parmi les produits alimentaires importés par la Tunisie, il faut tout d'abord indiquer, ce qui peut sembler curieux, le blé et les farines.

Cette situation, qui peut paraître anormale dans un pays essentiellement agricole comme la Tunisie, s'explique par les deux raisons suivantes :

Tout d'abord, la production de la Tunisie en céréales est soumise à des conditions climatiques particulièrement variables, de sorte que les années maigres s'intercalent souvent entre les années d'abondance à peine plus nombreuses.

Avant l'établissement du Protectorat, d'ailleurs, alors que la production était incomparablement plus faible, la Tunisie a souvent connu la famine et la grande misère.

D'autre part, la Tunisie peut avoir un intérêt, sinon pour le consommateur tunisien, du moins pour le producteur, à vendre en France au prix fort, au moment de la soudure, indépendamment du surplus éventuel de sa production sur sa consommation, une partie de sa ration en grains de céréales, quitte à la remplacer plus tard par des farines ou des blés de provenance étrangère (France, Algérie, Etats-Unis, Hongrie, Canada, Roumanie, République Argentine), ayant une valeur de panification inférieure à celle des siens propres, qu'elle peut se procurer à meilleur compte (malgré les droits de douanes établis à la frontière) et qui peuvent, en

quelque sorte, servir de « coupage » aux farines et aux blés tunisiens (1).

La Tunisie importe aussi parfois des huiles destinées à la consommation locale.

Cette situation également anormale s'explique aussi par le fait que la Tunisie produisant des huiles dont la moins bonne qualité est encore supérieure à celle des huiles étrangères, a intérêt à exporter le maximum de sa production qu'elle peut vendre plus avantageusement et à acheter pour les besoins de la classe laborieuse, des huiles dites lampantes qu'elle paie meilleur marché que celles qu'elle vend (2).

La Tunisie, bien que située en Afrique, ne produit pas les denrées dites « coloniales »; elle se trouve ainsi dans l'obligation d'en importer de l'étranger.

L'importation de ces denrées : sucre, chocolat, thé, a considérablement augmenté durant ces dernières années, signe de raffinement des besoins et du progrès de la civilisation.

Le tableau suivant met en parallèle les importations de l'espèce en 1905, dans les deux dernières années qui ont précédé la Guerre et dans celles qui l'ont suivie.

DÉSIGNATION des marchandises	QUANTITÉS (kgs)					
	1905	1912	1913	1923	1924	1925
Sucres	7.234.271	13.537.137	12.580.053	15.619.062	16.975.702	20.448.737
Cafés	775.407	989.162	1.059.248	1.755.291	1.156.040	1.355.702
Chocolat (3) ..	197.356	436.171	303.768	486.440	514.071	630.414
Thé (4)	49.512	405.579	271.960	980.766	842.199	1.085.988
	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Sucres	25.259.229	26.320.779	28.886.300	34.097.500	37.497.106	33.394.100
Cafés	1.051.015	1.244.467	1.298.100	1.562.700	1.432.200	1.577.900
Chocolat	495.255	428.719	481.300	591.800	594.700	557.400
Thé	1.227.254	1.207.244	1.023.000	1.401.000	1.384.200	1.409.600

(1) En 1932 la Tunisie a importé 68.155 quintaux de blé dur, 212.563 quintaux de blé tendre, 319.774 quintaux d'orge et 5.587 quintaux de farine de froment.

(2) La Tunisie a importé pendant l'année 1932, 3.692 quintaux d'huile d'olive (représentant en valeur de 2.866.000 francs seulement) et 20.838 quintaux d'huile d'arachide.

(3) Ne figurent pas dans ces statistiques les quantités de cacao importées à l'état de corps simple.

(4) Compte non tenu d'une contrebande intense s'opérant aux frontières.

La Tunisie importe encore de nombreux produits fabriqués et des matières premières nécessaires à son industrie.

Les principaux produits importés sont les houilles, les huiles minérales, les fers et aciers, les engrais azotés, les sulfates de cuivre, les engrais phosphatés, les machines agricoles, les wagons et les appareils de traction, les ouvrages en caoutchouc, les fils, les tissus, la lingerie, les vêtements et les meubles.

Les statistiques font ressortir la progression constante de l'importation des houilles agglomérées.

D'une façon générale, cette progression s'explique principalement par le développement des centrales électriques. Les entrées d'huiles minérales raffinées ont suivi le développement de l'industrie automobile et de l'outillage mécanique propre à l'agriculture, tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc...

L'importation des huiles lourdes a décuplé en 1919 par rapport à 1912, par suite de l'emploi de plus en plus répandu des moteurs genre Diesel, surtout dans les minoteries et les huileries du Cap Bon, du Sahel et de la région de Sfax, ainsi que dans les mines.

L'importation des fers et des aciers s'est accrue par suite de la reprise de la construction qui utilise de plus en plus le ciment armé. L'augmentation des achats d'engrais et des produits anti-cryptogamiques marque les progrès scientifiques de la culture, qu'il s'agisse des engrais azotés dont l'emploi a triplé depuis 1913, de sulfate de cuivre dont les entrées ont décuplé, bien que le vignoble ait à peine doublé, ou des superphosphates dont l'importation massive en 1912 et 1913 provenait de l'impuissance des usines d'El Afrane (Tunis), qui avaient été incendiées, à fournir à cette époque un appoint quelconque à l'approvisionnement du pays. Ces mêmes usines reconstruites à la fin de la guerre, dépassent actuellement la production de 40.000 tonnes et seront vraisemblablement bientôt à même de faire intégralement face à la consommation locale.

Le nombre des automobiles augmente d'année en année.

Sans constituer par lui-même un indice certain (1) de développement de la richesse, ce fait dénote cependant un réel progrès de l'aisance. Ce mode de locomotion tend d'ailleurs à devenir indispensable pour la liaison journalière des centres avec leur périphérie et l'intérieur.

La reconstitution de l'outillage des chemins de fer explique l'importance prise par les achats de wagons, achats qui sont portés à leur maximum en 1928 à la suite des réclamations des colons qui n'avaient pu assurer avec les facilités désirables l'évacuation de l'importante récolte de 1927. Enfin, après la progression des ouvrages en caoutchouc qui suit principalement celle de l'industrie automobile, on remarque l'augmentation considérable du nombre de colis postaux (1).

* *

La nature de mon étude ne me permet pas d'étudier plus longuement le commerce d'exportation de la Tunisie.

Mais avant de quitter l'étude de cette partie du commerce extérieur tunisien, il est intéressant de faire ressortir les proportions dans lesquelles les pays étrangers collaborent à l'approvisionnement de la Tunisie.

En 1886, l'Italie était sans contredit la maîtresse des achats en Tunisie; Malte et l'Angleterre suivaient de loin; plus loin encore, venaient la France et l'Algérie; l'année suivante l'Italie tenait encore la tête, mais elle était serrée de près par l'Algérie. En 1889, l'Algérie, malgré la situation défavorable faite par son tarif d'entrée aux produits tunisiens, prenait définitivement le pas sur l'Italie et le commerce anglo maltais; la France suivait.

De tout temps, la France a été un des principaux fournisseurs de la Tunisie; c'est ainsi que jusqu'à 1889 elle lui fournissait les 52,48 % de ses importations; la loi de 1890 a très peu changé à cette situation, sauf un léger avantage au profit de l'Algérie qui, dans les statistiques, vient créditer le compte de la France.

Ainsi, en 1889, la France-Algérie fournissait à la Tunisie les 54,98 % de ses importations; en 1892, cette proportion était devenue 59,41 %.

La réforme de 1898, ouvrant à la France le marché tunisien, relève peu à peu cette proportion qui, en 1929, représente le 72,70 % des importations tunisiennes.

(1) Voir tableau page 116,

Balance Commerciale de la Tunisie de 1882 à 1932

(Francs papier)

ANNÉE	IMPORT	EXPORT	TOTAL	DIFFERENCES	
				En plus aux import.	En plus aux export.
1882	22,513,261	11,237,670	33,755,931	14,280,591	"
1883	26,965,534	17,827,344	44,792,878	9,138,190	"
1884	33,820,983	22,228,184	56,049,167	11,592,799	"
1885	26,731,527	18,783,065	45,514,592	8,439,527	"
1886	28,498,041	20,058,514	48,558,555	4,439,527	"
1887	26,894,475	20,557,702	47,452,237	6,336,713	"
1888	31,331,403	19,654,978	50,989,381	11,679,423	"
1889	31,153,939	18,104,907	49,258,846	13,043,432	"
1890	29,134,520	30,599,222	59,733,742	"	1,484,702
1891	48,187,891	51,289,414	99,477,305	"	3,101,523
1892	39,322,632	37,202,504	76,525,126	2,120,118	"
1893	38,383,232	29,685,323	68,068,555	8,697,969	"
1894	41,922,715	36,932,766	78,855,481	4,989,949	"
1895	44,085,945	41,246,887	85,332,832	2,839,058	"
1896	46,444,548	34,507,532	80,952,080	11,937,016	"
1897	53,820,670	36,730,871	90,691,541	17,089,799	"
1898	53,521,152	44,196,837	97,717,989	9,324,315	"
1899	55,778,241	49,433,460	105,211,701	6,344,781	"
1900	61,514,242	42,560,191	104,074,433	18,954,051	"
1901	64,682,567	39,127,547	103,810,114	25,553,020	"
1902	72,972,189	44,928,929	117,901,118	28,043,250	"
1903	83,612,877	71,398,543	155,011,520	12,214,234	"
1904	83,384,457	76,831,787	160,216,224	6,552,670	"
1905	90,354,618	78,276,577	169,231,195	32,678,011	"
1906	89,349,455	80,595,121	169,944,577	8,754,335	"
1907	102,860,220	103,361,060	206,221,280	"	500,840
1908	123,026,142	94,455,005	217,481,147	28,871,137	"
1909	114,446,768	109,166,635	223,612,803	5,280,733	"
1910	165,407,298	120,401,084	225,898,362	"	14,903,786
1911	121,683,425	143,640,814	265,344,239	"	21,977,389
1912	156,293,399	154,635,189	310,928,588	1,658,210	"
1913	144,254,678	178,663,605	322,918,283	"	34,408,927

Période de guerre				
1914	132.487.834	106.623.141	239.110.975	25.861.693
1915	107.246.504	125.536.674	232.783.178	"
1916	134.255.316	118.794.946	253.050.262	15.660.370
1917	142.041.685	125.672.079	267.713.764	16.369.606
1918	207.442.588	129.548.200	336.999.788	77.894.388
Période d'après-guerre				
1919	285.761.022	202.028.871	487.789.893	83.732.151
1920	635.562.552	337.057.488	972.620.040	298.505.064
1921	721.700.155	672.893.886	1.395.594.041	49.806.269
1922	856.377.102	444.679.614	1.301.056.746	11.697.458
1923	817.459.220	554.014.384	1.371.473.604	263.444.836
1924	927.943.882	582.353.545	1.510.297.427	345.390.337
Période de crise monétaire				
1925	1.086.270.752	846.225.831	1.932.491.583	240.044.921
1926	1.360.331.544	1.269.724.895	2.630.053.439	90.615.643
Période de stabilisation				
1927	1.771.629.439	1.026.673.482	2.798.302.921	744.955.937
1928	1.680.175.000	1.233.352.000	2.913.527.000	446.823.000
1929	1.984.455.000	1.408.443.000	3.392.868.000	576.012.000
1930	2.107.455.000	1.127.233.000	3.234.688.000	980.222.000
1931	1.872.524.000	825.872.000	2.708.396.000	1.030.652.000
1932	1.771.517.000	861.034.000	2.632.550.000	910.464.000
18.290.170				

**Tableau montrant la progression de l'importation
de quelques produits
caractérisant le travail de mise en œuvre
de la Tunisie**

	1902	1910	1912	1928	1931
Houilles (qx)	2.694	1.345.155	1.939.778	2.294.840	1.866.540
Fer (étiré en barre et à T.) (kgs)	7.404.605	5.472.132	8.933.196	4.058.200	7.551.200
Aciers (fils de fer ou d'acier, en barres, lingots, billettes et autres) (kgs)	992.091	4.069.163	4.903.029	11.714.900	20.045.700
Sulfate de cuivre (kgs)	28.957	54.705	58.806	139.900	319.490
Engrais phosphatés (chimiques) (kgs) ..	15.118	1.022.462	2.128.528	3.253.830	11.829.100
Machines agricoles (moteurs non compris) (kgs)	723.339	1.653.250	2.503.360	5.580.600	2.817.500
Huiles lourdes et résidus de pétrole kgs	356.877	1.452.958	2.180.417	5.140.800	5.504.100
Automobiles (kgs)	24.510	157.450	270.585	3.325.000	477.100
Wagons (kgs)	135.826	415.400	1.428.781	2.706.800	1.838.600

**Résumés des Relations Commerciales de la Tunisie
avec les différents pays**

(moyenne décennale de 1922 - 1931) (1)

DÉSIGNATION DES PAYS		1922-1931
France	Importation	894.378.624
	Exportation	455.623.824
Algérie	Importation	123.136.873
	Exportation	57.179.199
Angleterre	Importation	50.610.180
	Exportation	61.378.525
Italie	Importation	78.996.224
	Exportation	61.378.526
Tripoli	Importation	8.840.711
	Exportation	23.125.659
Espagne	Importation	7.921.241
	Exportation	10.949.802
Malte	Importation	1.964.932
	Exportation	26.113.562
Etats-Unis (Amérique) . .	Importation	60.910.184
	Exportation	13.797.369
Egypte	Importation	2.273.628
	Exportation	11.415.762
Maroc	Importation	2.851.968
	Exportation	1.318.422
Grèce	Importation	3.701.247
	Exportation	6.535.131
Portugal	Importation	972.170
	Exportation	5.806.584
Suisse	Importation	7.447.459
	Exportation	533.656
Brésil	Importation	11.927.924
	Exportation	6.018
Chine	Importation	17.902.232
	Exportation	

(1) Nous remarquons immédiatement que parmi les gros clients de la Tunisie : l'Italie, l'Angleterre, Tripoli, l'Espagne, Malte, l'Egypte, la Grèce, le Portugal, la Hollande, la Belgique, achètent à la Tunisie incomparablement plus qu'ils ne lui vendent.

IV

BALANCE DES COMPTES ET REGLEMENT DES COMPTES

Il appert des constatations que nous avons faites au cours de notre étude que, depuis l'établissement du Protectorat, la Balance commerciale de la Tunisie s'est soldée, d'une manière presque constante, par un excès d'importations; nous avons signalé à l'occasion que cette situation devait être considérée comme normale.

En effet, la Tunisie est encore un pays neuf, sa mise en valeur commencée en 1881, s'est continuée pendant un demi-siècle, et, d'ailleurs, n'est pas encore achevée.

Il en est résulté pour la Tunisie de considérables importations de matériaux et de machines qui constituent une des causes principales de la situation déficitaire de sa balance commerciale.

L'état de la balance commerciale de la Tunisie résultant de cette situation peut donc être considéré comme normal. Le jour où la mise en valeur du pays sera achevée, où tous les capitaux investis seront en plein rendement, nous constaterons le phénomène habituel : équilibre entre les importations et les exportations; niveau stationnaire du volume du commerce extérieur.

*
* *

Ce déficit révélé par la balance commerciale, est compensé dans la balance des comptes du pays par ce que l'on appelle les « exportations invisibles ». Les plus importantes pour la Tunisie sont : 1^o les dépenses faites en Tunisie, par les touristes et voyageurs de passage; 2^o les revenus des titres et valeurs mobilières français et étrangers, payés aux porteurs habitant la Tunisie; 3^o les capitaux métropolitains venant s'investir, soit dans les entreprises, soit dans le crédit hypothécaire local; à ce sujet, il convient de rappeler que,

à la différence de ce qui s'est passé en Algérie, la colonisation de la Tunisie s'est faite surtout par l'intermédiaire de puissantes sociétés de capitaux, alimentées par des fonds métropolitains; que, d'autre part, le taux relativement élevé du crédit hypothécaire en Tunisie, combiné avec certains aménagements fiscaux et le régime de l'immatriculation qui assure au prêteur le maximum de sécurité, ont provoqué et provoquent encore un investissement considérable de capitaux français; 4° les paiements effectués en Tunisie par le Trésor Français (dépenses effectuées par les Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air); 5° les sommes rapatriées par les ouvriers travaillant à l'étranger.

Tous ces éléments viennent en atténuation et en paiement de l'excédent des importations dans une mesure qu'il serait d'ailleurs bien difficile de déterminer.

A ces exportations invisibles correspondent également des importations de même nature qu'il conviendrait de ne pas perdre de vue dans une étude de la balance des comptes.

Parmi ces éléments il convient d'indiquer d'une manière toute spéciale les capitaux considérables dépensés en France par ces colonies de fonctionnaires qui, dès les premières chaleurs, s'envolent vers l'autre bord de la Méditerranée, consommer sur place une partie de l'épargne de l'année qui se trouve de la sorte soustraite à l'industrie et au commerce intérieur tunisien.

Il convient également d'indiquer les sommes considérables que la Tunisie paie à titre de servitude à la Marine Marchande Française par l'intermédiaire de laquelle les exportations tunisiennes sont obligées de passer pour bénéficier du régime de faveur qui leur est octroyé par le pays protecteur.

*
**

Ce que l'analyse révèle encore de remarquable dans la balance commerciale de la Tunisie, c'est que, d'une façon générale, la valeur de ses éléments progresse considérablement d'année en année, de telle façon que l'on peut considérer, dans une certaine mesure, que les importations d'une année sont payées par les exportations de l'année qui suit.

* * *
**

Le jugement que nous avons formulé sur la balance commerciale de la Tunisie, vrai pour les années antérieures à l'an 1929,

demande des réserves pour les années suivantes correspondant à la période de crise que nous vivons aujourd'hui plus que jamais.

En effet, si pour un pays neuf, en état de mise en exploitation, une balance commerciale légèrement déficitaire constitue un état normal, lorsque ce déficit est constaté avec une augmentation de la valeur des éléments de la balance commerciale et reste constant ou, tout au moins, n'augmente que proportionnellement à l'accroissement du volume total du commerce extérieur, il n'en est pas de même lorsque cette concomitance ne se produit pas.

Or, ce fut le cas des années 1930, 1931 et 1932.

Le déficit de la balance commerciale qui était en 1929 de 575.012.000 francs, passe en 1930 à 890.222.000, en 1931 à 1.036.652.000 et en 1932 à 910.464.000.

Pendant cette période la valeur des importations reste pratiquement stable aux environs de deux milliards, tandis que la valeur des exportations s'effondre et passe successivement de 1.408.443.000, qu'elle atteignait en 1929, à 835.872.000 en 1931 et à 861.033.000 en 1932.

Il est évident que, pendant cette période, les importations invisibles, loin d'augmenter, n'ont pu que diminuer; la dévalorisation de la livre et du dollar en arrêtant le mouvement touristique dans la région a tari une source appréciable de revenus; d'une façon générale, du fait de la crise économique, l'investissement de nouveaux capitaux métropolitains producteurs, s'est ralenti d'une manière considérable.

Dès lors, cette situation déficitaire de la balance commerciale ne peut s'expliquer que par le fait que la Tunisie, n'ayant pas su réduire à temps son train de vie, a continué pendant plusieurs années, à consommer plus que ses moyens ne le lui permettaient.

*
* *

Il convient d'ailleurs d'ajouter immédiatement qu'aucun caractère inélégant ne peut être relevé dans la situation que nous venons d'analyser.

En effet, l'examen de la balance commerciale nous révèle non pas tant un accroissement de la consommation, qu'une chute quasi horizontale de la valeur de nos exportations.

Or, cette situation résulte de faits indépendants de notre volonté.

Elle résulte tout d'abord de la dévalorisation considérable subie par les produits de la terre.

Nous avons vu qu'elle résulte encore de certaines mesures anti-économiques infligées par la France à la Tunisie : le contingentement de notre production vinicole en est la plus remarquable.

Elle résulte aussi, il ne faut pas le dissimuler, des entraves que la Tunisie s'est elle-même forgées, en chargeant certaines de ses productions de droits de sortie qu'elle n'a pas su réduire ou supprimer en temps utile.

* *

Dès lors, la question se pose de savoir comment la Tunisie a payé ou paiera le déficit anormal.

Assez simplement, dans la réalité.

Le débiteur tunisien pouvait tout d'abord recourir à l'utilisation de ces réserves dans la mesure où ces réserves existaient; car c'est une calomnie de prétendre que nous sommes de mauvais payeurs.

Là où il n'existait pas de réserves, mais où des garanties étaient possibles, une hypothèque s'est créée au profit du créancier étranger.

Mais, pour la plus grosse part, la créance résultant du déficit anormal de la balance commerciale de notre pays, s'est transformée en bordereaux de production dans les innombrables faillites qui ont marqué les trois dernières années de la vie économique de la Tunisie, plus cruellement encore que celle des autres pays.

* * *

Dépendant de la balance des comptes, se pose pour la Tunisie un problème caractéristique : celui du règlement effectif de ses dettes et de ses créances.

S'il me fallait étudier ce problème avec tous les développements qu'il mérite, je romprais à coup sûr l'équilibre de la distribution de mon étude. Aussi, exposerai-je la matière le plus succinctement.

La difficulté résulte du fait que la Tunisie est dotée d'une unité monétaire, le franc tunisien théoriquement distinct du franc français.

D'autre part, bien qu'émis par une banque d'émission, la Banque de l'Algérie, soumise à un statut différent de celui de la Banque de France, le franc tunisien est convertible en franc français, sans qu'il soit nécessaire ni possible de passer par le mécanisme du change.

Une conséquence de cette situation, c'est que le franc français est habituellement toléré en Tunisie, mais, autre caractéristique, sans que la réciprocité soit vraie.

Comment, dans ces conditions, le débiteur français ou tunisien opérera-t-il pour payer ses dettes ?

En réalité, assez simplement grâce à l'intermédiaire du mandat-postal et du chèque, les remises effectuées en Tunisie pour le compte de la France étant compensées en tout ou en partie par les remises effectuées en France pour le compte de la Tunisie.

*
**

Mais la balance des comptes d'un pays ne se règle jamais sans faire apparaître un solde créditeur ou débiteur.

Je ne crois pas que des soldes créditeurs aient souvent apparu au profit de la Tunisie. Par contre, il est vraisemblable en raison de l'état chroniquement et considérablement déficitaire de notre balance commerciale, que cette situation a dû se réaliser à maintes reprises du fait de la Tunisie au profit des banques métropolitaines et du Trésor Français.

Il est intéressant avant d'aborder l'étude du mécanisme de ces paiements, de rechercher les conditions économiques qui posent ce problème essentiellement technique et monétaire.

Cette connaissance préalable est indispensable si l'on veut apprécier à son juste degré la gravité de cette situation si diversement appréciée selon les milieux.

Nous savons que le problème du transfert se pose pour la Tunisie par suite du caractère chroniquement et considérablement déficitaire de sa balance commerciale qui est l'élément principal d'une balance des comptes.

Il va sans dire tout d'abord que cette situation ne résulte en aucune façon du fait que la Tunisie aurait effectué à l'extérieur des achats « sans provision » (puisque le mandat postal ou le chèque suppose nécessairement l'existence d'une couverture préalable), mais simplement du fait que l'importance des remises effectuées en France pour le compte de la Tunisie s'est trouvée être inférieure à celle des remises effectuées en Tunisie pour le compte de la France.

Le cas se présente donc chaque fois que la Tunisie ne pouvant compenser la valeur de ses achats avec celle de ses ventes et pour

solder ses soldes débiteurs se trouve dans la nécessité de recourir à son épargne, concrétisée par les billets de la Banque de l'Algérie non recevables en France.

Voilà donc connue la situation économique qui pose le problème du transfert.

Par quel mécanisme va se résoudre cette situation qui, en d'autre cas, se règle par la voie du change ?

La Tunisie et l'Algérie étant actuellement desservies par un même organisme bancaire il va apparaître que le règlement de la Balance des comptes de ces deux pays s'effectue par un mécanisme commun, au fonctionnement duquel préside la Banque de l'Algérie (1).

(1) Mais la Banque de l'Algérie ne s'étant installée en Tunisie qu'en 1904 (voir décret beylical du 8 janvier 1904), il est intéressant pour souligner le progrès qui a été réalisé, d'indiquer de quelle manière se faisait, avant cette date, le règlement de la balance des comptes de la Tunisie.

Jusqu'à cette date, le règlement de la balance des comptes de la Tunisie, ou plus précisément, celui des comptes entre les postes française et tunisienne, se réalisait, dans la mesure du possible, par l'intermédiaire d'un compte-courant qui avait été ouvert au Trésor tunisien à la Caisse Centrale du Trésor public français, à Paris.

En 1904 la Banque de l'Algérie s'était établie en Tunisie et ayant reçu pour mission — entre autres — d'assurer les paiements du Gouvernement tunisien, ce compte-courant fut supprimé.

Toutefois l'établissement de la Banque de l'Algérie à Tunis, ne supprima pas immédiatement les difficultés.

Dès le début, la Banque précisa qu'il fallait distinguer entre les provisions versées en France et celles versées en Tunisie, déclarant que les paiements qu'elle devait faire dans chacun des deux pays devaient être conditionnés par les versements effectués dans le pays même.

Le Gouvernement tunisien au contraire prétendait que la Banque devait faire les paiements pour son compte aussi bien à Paris qu'à Tunis, dans la mesure de l'ensemble des remises effectuées sur les deux places.

Pendant un temps, le différend n'entraîna aucune difficulté sérieuse parce que les paiements à faire en France pour le compte du Gouvernement tunisien, n'étaient pas très importants et que le versement à la Banque de l'Algérie, à Paris, du montant des emprunts tunisiens de 1902, 1903, 1907 et 1912 avaient constitué des réserves de l'ordre de 200.000.000 de francs.

De plus, la Banque de l'Algérie ne limitait pas strictement ses paiements à Paris aux remises effectuées sur cette place même. Toutefois elle ne manquait jamais, de souligner qu'elle n'avait point l'intention de laisser prescrire ses droits, précisant que c'était à titre purement bénévole qu'elle agissait ainsi.

Pendant la guerre, elle continua à opérer de la même façon pour ne point causer de nouveaux ennuis aux Gouvernements français et tunisien.

Mais la paix rétablie, la Banque de l'Algérie n'accepta plus de sortir des limites déterminées par les conventions.

Tout d'abord le Gouvernement tunisien put éluder les difficultés en faisant prendre en recette par le Trésorier général de Tunisie, en vue du paiement des dépenses de la Métropole dans la Régence, les sommes à payer à Paris.

Mais la Banque de l'Algérie protesta énergiquement parce que les dépenses métropolitaines en Algérie et en Tunisie doivent, aux termes des conventions d'établissement, être

Les billets de banque payés à l'Office Postal Tunisien, en contrepartie des mandats émis par le débiteur tunisien, sont versés à un compte que le Trésor de notre Gouvernement possède à la Banque de l'Algérie à Tunis.

Ces sommes, qui reviennent à l'Office Postal Français, sont compensées en tout ou pour partie par les versements effectués en France par nos débiteurs.

Des écritures tenues à la Banque de l'Algérie à Paris, rapprochent les comptes de l'Office Postal Français et de l'Office Postal Tunisien, en ce qu'ils intéressent la France et la Tunisie, et font ressortir un solde.

Un compte du Trésor Français tenu pour ordre à la Banque de l'Algérie à Tunis, continuellement mis à jour par voie télégraphique, reflète les écritures tenues à Paris.

Les billets de banque payés à l'Office Postal Algérien, en contrepartie des mandats émis par le débiteur algérien, sont également versés à un compte que le Trésor Français possède à la Banque de l'Algérie, à Alger.

Le montant de ces mandats est également compensé en tout ou partie par celui des mandats émis en France à destination de l'Algérie.

Des écritures analogues à celles que nous venons de décrire, font ressortir le solde.

payées par elle en atténuation des sommes qu'elle reçoit pour le compte de la France et de l'Algérie et qui produisent à son détriment des intérêts à des taux progressifs.

C'est à dater de ces protestations que le Gouvernement tunisien se trouva dans l'impossibilité de verser à Paris les sommes qui lui sont versées par l'Office Postal tunisien et qui constituent l'élément le plus substantiel de son compte-courant sur la place de Tunis dans les écritures de la Banque de l'Algérie.

Dans ces conditions ce compte-courant s'accroissait sans cesse et les réclamations de l'Office Postal français se multipliaient et devenaient de plus en plus pressantes.

La Direction générale des Finances, il est vrai, ne ménageait pas ses efforts en vue d'augmenter les disponibilités de la Tunisie en France : c'est ainsi qu'elle avait obtenu des grandes Compagnies, comme celle du Chemin de Fer de Sfax à Gafsa, de payer leurs redevances à Paris au compte du Trésor tunisien.

De même elle faisait encaisser à Paris le montant des coupons de titre de rente française que la Tunisie possédait ainsi que les fonds d'un emprunt autorisé par une loi du 19 août 1920.

Mais ce n'était que des palliatifs insuffisants.

La situation ne pouvait se résoudre que si la Banque de l'Algérie acceptait de payer dans la mesure du compte-courant total du Gouvernement tunisien, les délégations émises par le Trésorier général de Tunisie.

Un arrangement est intervenu dans ce sens à une date que je ne saurais préciser, en 1926 très probablement, qui permet actuellement à la Tunisie de régler normalement sa balance des comptes.

Ces soldes sont créditeurs ou débiteurs à la charge ou au profit de l'Algérie et de la Tunisie suivant que la balance des comptes de ces pays est créditrice ou débitrice.

Lorsque la Balance des Comptes est déficitaire, le compte du Gouvernement Tunisien et celui du Trésor Français s'accroissent.

Or, de par les conventions d'établissement, *un intérêt courant à des taux progressifs est servi au Trésor Tunisien et au Trésor Français par la Banque de l'Algérie.*

De sorte que le déficit de la Balance des Comptes de l'Algérie et de la Tunisie, se traduit immédiatement par une aggravation rapide du service des intérêts qui bientôt constitue pour la Banque de l'Algérie une charge considérable.

Pour parer à cette situation critique il suffit à la Banque de l'Algérie de relever le taux de son escompte. Cette mesure a pour effet immédiat de ralentir les demandes de crédit et, ce faisant, de diminuer les achats tunisiens à l'extérieur, dans la mesure où ces achats sont facilités par le crédit bancaire

L'élévation du taux de l'escompte a également pour effet d'attirer les capitaux étrangers en quête de placements rémunérateurs.

Comme conséquence de ces diverses réactions, la balance comptes de l'Algérie-Tunisie se redresse progressivement pour devenir finalement créditrice. Alors, le montant des remises effectuées en France pour le compte de l'Algérie-Tunisie devenant supérieur à celui des remises effectuées en Algérie-Tunisie, pour le compte de la France, le compte du Trésor Français, à Alger, et celui du Gouvernement Tunisien, à Tunis, se réduisent du montant des mandats non compensés qu'il paye, pour le compte de l'Office Postal Français, aux porteurs de mandats algériens et tunisiens.

Ainsi donc, la balance des comptes de l'Algérie-Tunisie-France, se règle et tend à s'équilibrer par le jeu combiné du compte du Trésor Français, du compte du Gouvernement Tunisien et du mouvement du taux d'escompte de la Banque de l'Algérie.

CONCLUSION

CONCLUSION

Je conclurai mon étude en inspectant rapidement l'horizon.

La Tunisie se trouve actuellement dans une situation difficile; les divers épanouissements de son activité économique étranglés non seulement par la répercussion de la crise mondiale, mais encore par le système économique vicieux appliqué au pays (interventionnisme exagéré par voie d'immixtion administrative, voire judiciaire, état d'inorganisation du crédit, production insuffisamment organisée en vue de la vente, régime douanier parfois archaïque, parfois vicieux) dépérissent rapidement.

Une vague de misère déferle sur notre pays.

Ces troubles économiques naturellement ne sont pas sans provoquer une grave agitation politique et sociale.

Déjà le viticulteur français contingenté, montre le poing et proteste; l'agriculteur indigène ruiné par l'usure et exproprié par son créancier deviendra la proie facile des agitateurs en quête de bénéfices personnels, qui ne manquent pas en Tunisie.

Le tableau, on le voit, n'est pas rose.

Mais supposons que la Tunisie réussisse à sortir, sans trop de ruines ni trop de régression, de cette situation difficile et retrouve la prospérité qu'elle a connue pendant longtemps.

Dans quel cadre peut-on prévoir ou souhaiter que cette vie économique continue à se dérouler ?

Nous avons cru démontrer que la Tunisie n'avait pas grand bénéfice à retirer d'une Union Douanière *Intégrale* avec la Métropole.

mais qu'il convenait plutôt de chercher à lui ménager de nouveaux débouchés dans la mesure où la France n'était pas à même d'absorber nos productions. Nous ne nous dissimulons d'ailleurs pas que cette tâche soit, aujourd'hui, difficile.

De sorte que la perspective qu'il nous reste, *pour le moment*, permis d'envisager est celle de continuer à vivre sous un régime de simples relations préférentielles avec la France, en souhaitant que dans ces relations il soit toujours tenu compte des avantages que peut avoir la Tunisie à commercer plus largement avec les pays étrangers.

Sera-ce cet avenir que la destinée nous réserve ?

FIN

